



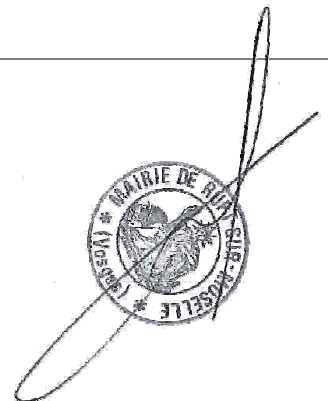
Commune de RUPT SUR MOSELLE (88)

REVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS VALANT ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Annexes

Dossier Approbation

*Document conforme à celui annexé à la
délibération du Conseil Municipal du 06 mars
2017 portant approbation de l'élaboration du
PLU*



Espace &
TERRitoires

Etudes et conseils en urbanisme et aménagement

240, rue de Cumène
54230 NEUVES-MAISONS

Tél : 03 83 50 53 87
Fax: 03 83 50 53 78

Sommaire

1- ANNEXES SANITAIRES.....	3
2- SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE	4
3- PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION.....	5
4- DICRIM/PCS.....	6
5- INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES	7
6- FICHES ENVIRONNEMENTALES.....	8
7- GUIDE 2015 de RUPT SUR MOSELLE.....	9

1- ANNEXES SANITAIRES

2- SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Voir tableau et plan joints.

➤ Transport de Gaz Naturel Haute Pression

La zone de danger autour du poste de Rupt-sur-Moselle-01 a évolué.
Il est à noter que deux protections cathodiques se situent sur la commune.

Canalisation en service	DN	PMS (bar)	* Zone de dangers très graves Distance ELS (m)	* Zone de dangers graves Distance PEL (m)	* Zone de dangers significatifs Distance IRE (m)
SAINT-ETIENNE-LES-REMIREMONT- RUPT-SUR-MOSELLE	150	67.7	20	30	45
Poste en service			Zone de dangers (m)		
RUPT-SUR-MOSELLE-01			35 (autour de la clôture)		
Protections cathodiques			Zone de dangers		
Soutirage de RUPT sur MOSELLE			Se reporter aux exigences liées à la réglementation anti endommagement		
Soutirage de RUPT sur MOSELLE 2			Se reporter aux exigences liées à la réglementation anti endommagement		

* Zones de dangers situées de part et d'autre des ouvrages et définies dans la circulaire 2006-55 ou BSEI n°06-254

Rappel de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux

Le code de l'environnement – Livre V– Titre V– Chapitre IV impose :

- à tout responsable d'un projet de travaux, sur le domaine public comme dans les propriétés privées, de consulter le « Guichet Unique des réseaux » (téléservice www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr) ou à défaut de se rendre en mairie, afin de prendre connaissance des nom et adresse des exploitants de réseaux présents à proximité de son projet, puis de leur adresser une Déclaration de projet de Travaux (DT),
- aux exécutants de travaux (y compris ceux réalisant les voiries et branchements divers) de consulter également le Guichet Unique des réseaux et d'adresser aux exploitants s'étant déclarés concernés par le projet, une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT).

Conformément à l'article R.554-26 du code de l'environnement, lorsque le nom de GRTgaz est indiqué en réponse à la consultation du Guichet Unique des réseaux, les travaux ne peuvent être entrepris tant que GRTgaz n'a pas répondu à la DICT et avant la tenue du rendez-vous sur site obligatoire.

La présente réponse ne concerne que les ouvrages de transport de gaz haute pression exploités par GRTgaz, à l'exclusion des conduites de distribution de gaz (GrDF) ou celles d'autres concessionnaires.

Les projets liés à l'urbanisme sont à envoyer à :

GRT gaz-DO-PENE
DMDTT-CTT Urbanisme
Boulevard de la République BP34
62 232 ANNEZIN
03 21 64 79 29

➤ **Réseau de Transport d'Electricité de 3^{ème} catégorie (I4).**

La commune est concernée par un réseau de transport d'énergie électrique 3^{ème} catégorie qui bénéficie des servitudes instituées en application des articles L.323-3 et suivants et L.323-10 du Code de l'énergie.

Le service à contacter pour les renseignements relatifs à l'urbanisme est :

RTE-CD&I Nancy
SCET
8 rue de Versigny
SA 30 007
54 608 VILLERS-LES-NANCY CEDEX

En outre, pour tous travaux, toute demande de coupe et abattage d'arbres ou de taillis, de permis de construire ou d'aménager à moins de 100m de cet ouvrage, il conviendra de consulter le service exploitant cité ci-dessous :

RTE-GMR Lorraine
12 rue des Feivres
57 073 METZ CEDEX 03

En application du décret n°2011-1241 du 05/10/2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, codifié aux articles R.544-20 et suivants du code de l'environnement, le maître d'ouvrage des travaux est soumis à plusieurs obligations et doit notamment consulter le guichet unique sur l'existence éventuelle d'ouvrages dans la zone de travaux prévue.

Lorsque l'emprise des travaux entre dans la zone d'implantation de l'ouvrage, le maître d'ouvrage doit réaliser une déclaration de projet de travaux (DT).

L'exécutant des travaux doit également adresser une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) reprenant les mêmes informations que la DT (localisation, périmètre de l'emprise des travaux, nature des travaux et techniques opératoires prévues).

L'exploitant des ouvrages électriques répond alors dans un délai de 9 jours pour les DT dématérialisées et 15 jours pour les DT non dématérialisées et toutes DICT. Des classes de précisions sont données par les exploitants et des investigations complémentaires peuvent être réalisées.

➤ **RN66- route classée à Grande Circulation**

La commune est concernée par des servitudes liées à la RN66 en tant que Route Classée à Grande Circulation :

- Le respect des termes de l'article L.111-1-4 du code de l'urbanisme modifié par la loi du n° 2010-788 du 12/07/2010 article 47 concernant les zones de recul et de non construction
- Le respect de la servitude EL7 s'applique pour ce qui concerne l'alignement (article L.112-1 à L.112-7 du Code de la Voirie Routière)
- L'interdiction de tout accès en section hors agglomération.
- Le respect de la réglementation sur la publicité en bordure des voies publiques, notamment l'article R.116-2 du code de la voirie routière et les articles R-418-4 et R.418-7 ainsi que la loi du 12/07/2012 et ses décrets d'application du 30/12/2012 et du 09/07/2013.
- L'interdiction de tout rejet ou écoulement sur le DPRN.

3- PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION (PPRI) DE LA MOSELLE AMONT

Plan des aléas PPRI et règlement et arrêté préfectoral ci-joint.

4- DICRIM/PCS

Document ci-joint

5- INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES

Ci-joint l'inventaire des zones humides (non exhaustif) réalisé par le bureau d'études Est Conseil.

6- FICHES ENVIRONNEMENTALES



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ORIGINAL

PREFECTURE DES VOSGES

*Direction Départementale de l'Équipement
des Vosges*

*Service Urbanisme et Habitat
Bureau Planification et Prévention des Risques*

ARRÊTÉ N° 105/08/DDE

**portant approbation
du Plan de Prévention des Risques naturels
« inondations » de la rivière la Moselle-amont**

sur les communes de Bussang, St Maurice sur Moselle, Fresse sur Moselle,
Le Thillot, Ramonchamp, Ferdrupt, Rupt sur Moselle, Vecoux,
Dommartin les Remiremont, St Etienne les Remiremont, Remiremont,
St Nabord, Eloyes, Pouxoux, Jarménil, Archettes et Arches.

Le Préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, art. L 562-1 à L 562-8 ;

VU le code de l'urbanisme, art. L 126-1 et R 126-1 ;

VU le code de la construction et de l'habitation, art. L 126-1 ;

VU le livre II nouveau du code rural modifié ;

VU la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 modifiée relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles ;

VU la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, chapitre IV ;

VU la loi 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, chapitre II, art. 16 ;

VU la loi n° 2003/699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

VU la loi n° 2004-811 du 13 juillet 2004 dite loi de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles ;

VU l'arrêté préfectoral n° 330/04/DDE du 12 mai 2004 prescrivant la révision du PPRi de la Moselle sur les communes de Dommartin les Remiremont, Saint Etienne les Remiremont, Remiremont, Saint Nabord, Eloyes, Pouxoux, Jarménil, Arches et Archettes, et l'arrêté préfectoral n° 2001/804 du 14 mars 2001 portant prescription d'un PPRi sur les communes de Bussang, Saint Maurice sur Moselle, Fresse sur Moselle, Le Thillot, Ramonchamp, Ferdrupt, Rupt sur Moselle et Vecoux ;

VU l'arrêté préfectoral n° 105/07/DDE en date du 22 mai 2007 portant ouverture de l'enquête publique relative au PPRi de la Moselle-amont sur les 17 communes pré-citées ;

VU l'avis favorable de Monsieur M. Bernard MASINI, commissaire-enquêteur, en date du 13 août 2007 ;

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Equipement par intérim ;

CONSIDERANT la nécessité de délimiter les terrains sur lesquels l'occupation ou l'utilisation du sol doit être réglementée du fait de son exposition aux risques « inondations » sur ces communes ;

SUR la proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

Le Plan de Prévention des Risques « inondations » lié à la rivière la Moselle-amont sur les 17 communes pré-citées tel qu'il est annexé au présent arrêté, et comprenant les pièces mentionnées à l'article 2, est approuvé.

Article 2 :

Le dossier réglementaire du PPRi de la Moselle-amont, comprend :

- ✓ une note de présentation
- ✓ un règlement
- ✓ des documents graphiques.

Article 3 :

Le présent arrêté fera l'objet d'une mention dans le journal local « la Liberté de l'Est ».

Article 4 :

Le présent arrêté fera l'objet d'une mention au Recueil des actes administratifs et informations officielles de la Préfecture des Vosges .

Article 5 :

Copie du présent arrêté sera adressée :

- x aux mairies des 17 communes concernées,
- x au siège du SCOT des Vosges centrales,
- x au siège de la Communauté de Communes de la Porte des Hautes-Vosges,
- x au siège de la Communauté de Communes Les Deux Rives de la Moselle ,
- x au siège de la Communauté de Communes des Ballons des Hautes Vosges et de la Source de la Moselle,
- x au siège de la Communauté de Communes des Moyennes et Hautes Vosges du Sud,
pour affichage pendant un mois au minimum.

L'accomplissement de cette mesure incombe aux maires et aux Présidents des EPCI concernés et est certifié par eux.

Article 6 :

Le plan approuvé est tenu à la disposition du public dans les Mairies et au siège des EPCI concernés ainsi qu'en Préfecture.

Article 7 :

La Secrétaire Générale de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Equipement par intérim, les Maires des communes concernées et les Président des EPCI concernés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Il est également possible de contester cette décision devant le Tribunal Administratif dans les mêmes conditions de délai¹.

A Epinal, le 18 NOV. 2008

Le Préfet,



Albert DUPUY

¹ Il est conseillé avant tout recours, de demander les fiches d'informations établies à cet effet par le Tribunal Administratif de Nancy.

Ces fiches seront adressées gratuitement sur simple demande par lettre ou par téléphone au Tribunal Administratif de Nancy (5 place de la Carrière – CO n°38 – 54036 NANCY CEDEX – Tél. 03 83 17 43 43)

1 - SOMMAIRE

1 – SOMMAIRE	2
2 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
2.1 – LES OBJECTIFS DU PPR	
2.2 – CHAMP D’APPLICATION	
2.3 – EFFETS DU PPRI	4
2.3.1 – GÉNÉRALITÉS	
2.3.2 – LE PPRI SERVITUDE D’UTILITE PUBLIQUE	
2.3.3 – LE ZONAGE REGLEMENTAIRE	5
2.3.4 – ÉLÉMENTS D’INFORMATION DU DOSSIER SOUMIS À INSTRUCTION	
2.3.5 – CONSEQUENCES DU PPRI	
2.3.6 – MESURES D’ACCOMPAGNEMENT	
3 – RÉGLEMENTATION DES PROJETS	6
3.R - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ROUGE	
3.R.1 – SONT INTERDITS :	7
3.R.2 – SONT AUTORISÉS SOUS RÉSERVE :	9
3.R.3 – MESURES APPLICABLES AUX BIENS EXISTANTS :	11
3.R.3.1. MESURES OBLIGATOIRES	
3.R.3.2. MESURES RECOMMANDÉES	12
3.R.4 – CRÉATION, EXTENSION, RENFORCEMENT DES RÉSEAUX COLLECTIFS :	13
3.R.4.1. RÉSEAUX ÉLECTRIQUES :	
3.R.4.2. RÉSEAUX TÉLÉPHONIQUES :	14
3.R.4.3. RÉSEAUX DE GAZ :	
3.R.4.4. RÉSEAUX D’EAU POTABLE :	
3.R.4.5. RÉSEAUX D’ASSAINISSEMENT D’EAUX USÉES :	
3.R.4.6. RÉSEAUX D’ASSAINISSEMENT PLUVIAL :	
3.R.4.7. STATIONS D’ÉPURATION ET USINES DE TRAITEMENT DES EAUX :	15
3.B - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE	16
3.B.1 – SONT INTERDITS :	17
3.B.2 – SONT AUTORISÉS SOUS RÉSERVE :	18
3.B.3 – MESURES APPLICABLES AUX BIENS EXISTANTS :	20
3.B.3.1. MESURES OBLIGATOIRES	
3.B.3.2. MESURES RECOMMANDÉES	21

3.B.4 – CRÉATION, EXTENSION, RENFORCEMENT DES RÉSEAUX COLLECTIFS :	23
3.B.4.1. RÉSEAUX ÉLECTRIQUES :	
3.B.4.2. RÉSEAUX TÉLÉPHONIQUES :	
3.B.4.3. RÉSEAUX DE GAZ :	
3.B.4.4. RÉSEAUX D'EAU POTABLE :	
3.B.4.5. RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT D'EAUX USÉES :	24
3.B.4.6. RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL :	
3.B.4.7. STATIONS D'ÉPURATION ET USINES DE TRAITEMENT DES EAUX :	
3.O - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ORANGE	25
4 – RÉVISION DU PPRI	26
5 – MESURES D'INFORMATION, DE PRÉVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE	27
5.1 – L'INFORMATION :	
5.2 – LE DDRM OU DOSSIER DÉPARTEMENTAL DES RISQUES MAJEURS :	28
5.3 – LE DICRIM OU DOCUMENT D'INFORMATION COMMUNAL SUR LES RISQUES MAJEURS	
5.4 – INFORMATION DE LA POPULATION COMMUNALE	29
5.5 – LE PCS OU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE	
5.6 – LA PRÉVISION DES CRUES ET LES REPÈRES DE CRUES	30
5.7 – L'INFORMATION DES ACQUÉREURS OU DES LOCATAIRES	
6 – GLOSSAIRE	31

2 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1 – LES OBJECTIFS DU PPR

La circulaire du 24 janvier 1994 qui définit les objectifs des PPR « inondation » relatifs à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables. Ces objectifs sont les suivants :

1. « *interdire les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses où, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie intégralement, et les limiter dans les autres zones inondables*»,
2. « *préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques dans les zones situées en amont et en aval* »,
3. « *sauvegarder l'équilibre des milieux dépendants des petites crues et la qualité des paysages souvent remarquables du fait de la proximité de l'eau et du caractère encore naturel des vallées concernées*».

Ces objectifs conduisent à appliquer trois grands principes :

1. interdire toute construction nouvelle dans les zones soumises aux aléas les plus forts ;
2. contrôler strictement l'extension de l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues ;
3. éviter tout endiguement et tout remblaiement dans les zones inondables.

2.2 – CHAMP D'APPLICATION

Le présent règlement s'applique à toutes les communes riveraines de la Moselle-amont depuis Bussang jusqu'à Arches inclus, soit les communes suivantes :

- | | |
|-------------------------------|-----------------------------------|
| 1. Bussang, | 10. Saint-Etienne-lès-Remiremont, |
| 2. Saint-Maurice-sur-Moselle, | 11. Remiremont, |
| 3. Fresse-sur-Moselle, | 12. Eloyes, |
| 4. Le Thillot, | 13. Saint-Nabord, |
| 5. Ramonchamp, | 14. Jarménil, |
| 6. Ferdrupt, | 15. Pouxoux, |
| 7. Rupt-sur-Moselle, | 16. Archettes, |
| 8. Vecoux, | 17. Arches. |
| 9. Dommartin-lès-Remiremont, | |

Il détermine les mesures d'interdiction et de prévention à mettre en œuvre dans ces communes et concerne, outre la Moselle :

1. la partie « aval » du bassin du ruisseau de la Hutte à Bussang,
2. la partie « aval » du bassin de la Moselotte à Dommartin-les-Remiremont,
3. la partie « aval » du bassin de la Vologne à Jarménil.

2.3 – EFFETS DU PPRI

2.3.1 - GÉNÉRALITÉS

En application du décret 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié par le décret 2005-3 du 4 janvier 2005, le présent règlement précise :

- les mesures d'interdiction et les prescriptions applicables dans chacune des zones,
- les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde et les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan. Le règlement mentionne les mesures dont la mise en œuvre est obligatoire et le délai fixé pour leur mise en œuvre, ainsi que les mesures recommandées.

Les règles édictées le sont sans préjudice de l'application des autres législations ou réglementations en vigueur (code de l'urbanisme, code de la construction, code de l'environnement, loi sur l'eau, etc...). Dans le cas où plusieurs règles s'appliqueraient, c'est généralement la règle la plus contraignante qui sera retenue.

Les Plans de Prévention des Risques (PPR) peuvent fixer des règles particulières d'urbanisme mais aussi des règles de construction, d'aménagement et d'exploitation conformément à l'article R126-1 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Ce PPRI définit notamment des mesures qui ont valeur de règles de construction au titre du Code de la Construction et de l'Habitation (cf. article pré-cité) et le maître d'ouvrage doit s'engager à respecter les règles de construction lors du dépôt de permis de construire. Les professionnels (maîtres d'œuvre, entreprises...) chargés de réaliser les projets sont, quant à eux, responsables des études et des dispositions qui relèvent du Code de la Construction, y compris les mesures liées au PPRI.

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage ou du propriétaire du bien et du maître d'œuvre et/ou des entreprises concernés par les constructions, travaux et installations visés. Ceux-ci sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

Il appartient au Préfet de veiller à la réalisation effective des mesures obligatoires. A défaut de réalisation, il peut mettre le propriétaire, l'exploitant ou l'utilisateur en demeure de les exécuter. Si la mise en demeure reste sans effet, il peut ordonner leur réalisation aux frais du responsable.

2.3.2 - LE PPRI SERVITUDE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Le PPRI vaut servitude d'utilité publique opposable à toute personne publique ou privée (voir article dans la note de présentation § 9.1).

2.3.3 – ZONAGE RÉGLEMENTAIRE

Le croisement sur une même carte des aléas (hauteurs d'eau) avec les enjeux (biens soumis aux inondations) permet d'établir une carte du risque sur laquelle va s'appuyer le zonage réglementaire.

Enjeux Aléas	Centres urbains fortement urbanisés existants	Zones industrielles et commerciales existantes	Zones d'extension d'agglomération existantes	Zones d'expansion de crues à préserver	Autres zones
Aléa très fort	zone rouge	zone rouge	zone rouge	zone rouge	zone rouge
Aléa fort	zone rouge	zone rouge	zone rouge	zone rouge	zone rouge
Aléa moyen	zone bleue	zone bleue	zone rouge ou bleue (*)	zone rouge	zone rouge
Aléa faible	zone bleue	zone bleue	zone bleue	zone rouge	zone rouge ou bleue (*)

(*) le distinguo est réalisé en fonction des besoins d'expansion de la commune et des possibilités qui s'offrent à elle.

Nota : les zones d'aléas faibles sont celles où la hauteur d'eau atteinte par une crue de fréquence centennale est inférieure à 50 cm ; en aléas moyens, la hauteur d'eau est comprise entre 50 cm et 1 mètre, en aléas forts, entre 1 et 2 mètres et en aléas très forts, supérieure à 2 mètres.

2.3.4 – ÉLÉMENTS D'INFORMATION DU DOSSIER SOUMIS À INSTRUCTION

En conséquence, tout dossier soumis à instruction (permis de construire, aménagements et travaux divers, etc...) relatif à des travaux, aménagements, installations ou constructions dans le périmètre inondable défini dans le PPRi devra être accompagné des éléments d'information permettant d'apprécier la conformité du projet au règlement du PPRi tels que :

- description du relief avant et après travaux,
- profil en long (parallèle à la ligne de plus grande pente du terrain naturel),
- profil en travers (perpendiculaire au précédent) au droit du projet envisagé,
- levé topographique du terrain (NGF 69),
- historique des constructions existantes sur le terrain, toutes parcelles contiguës confondues depuis la date d'approbation du PPRi, etc...

2.3.5 – CONSEQUENCES DU PPRi

Les prescriptions du PPRi sont obligatoires dès que des travaux sont mis en œuvre et le respect de ses dispositions conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel sous réserve que l'état de « catastrophe naturelle » soit constaté par arrêté ministériel.

Les infractions sont constatées par des agents assermentés (article L 480-1 du code de l'urbanisme) ; le montant des amendes pouvant être infligées au contrevenant est compris entre 6097,96 € par m² de surface construite et 300 000 € pour les autres cas (art. L 480-4 du code de l'urbanisme).

2.3.6 – MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

Les mesures d'accompagnement mises en place par les services de l'Etat à la date d'approbation du PPRi sont décrites dans la note de présentation (§ 9.3). Ces mesures consistent principalement en une assistance générale et en un soutien financier pour les travaux obligatoires ou recommandés sur les biens existants.

3 - RÉGLEMENTATION DES PROJETS

3.R - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ROUGE :

Z

La **zone rouge** représente notamment :

O

- la zone la plus exposée en raison des hauteurs d'eaux atteintes, supérieures au mètre,
- la zone d'expansion des crues à préserver de toute urbanisation nouvelle pour permettre un stockage de la crue quelle que soit la hauteur d'eau atteinte par la crue de référence, de quelques centimètres à plus d'un mètre. Ce stockage permet de ne pas aggraver les inondations en aval, mais aussi en amont.

N

e

La délimitation du zonage est décrite au § 2.3.3. du présent règlement.

C'est une zone dite **zone d'interdiction** dans laquelle les constructions nouvelles sont généralement interdites et le développement est strictement contrôlé.

r

L'Etat peut notamment y interdire certains travaux ou ordonner les modifications nécessaires pour assurer le libre écoulement des eaux ou la conservation des champs d'inondation.

O

Les règles de construction, définies dans le présent PPRI, sont mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage qui s'engage à les respecter lors du dépôt de demande de permis de construire, et des professionnels (maîtres d'œuvre et entreprises) chargés de réaliser les projets.

U

g

e

3.R.1 – SONT INTERDITS :

D'une manière générale, dans ces zones, de façon à assurer la sécurité des populations et des biens en limitant les dégâts matériels et les dommages économiques et à ne pas modifier les conditions d'écoulement ou d'expansion des crues, sont interdits :

Z

- toutes constructions nouvelles (sauf cas très particuliers visés à l'article 3.R.2). On entend par constructions nouvelles, la réalisation ou la mise en œuvre de tout type de bâtiment, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle.

O

- tout remblai, hormis ceux explicitement autorisés par les articles 3.R.2, 3.R.3 et 3.R.4 du présent règlement.

N

- les aménagements susceptibles de modifier les conditions d'écoulement ou d'expansion des crues comme les digues, les remblais, etc..., sauf ceux d'intérêt général visant à la protection de centres urbains existants ou accompagnant des travaux nécessaires au fonctionnement de services publics et au développement d'ouvrages existants qui ne peuvent pour des raisons techniques être construits hors zone à risques et assortis des mesures compensatoires nécessaires,

e

r

- la création et l'aménagement d'établissements ou d'activités ayant vocation à héberger à titre temporaire ou permanent des personnes dont l'évacuation en cas de crue soulèverait des difficultés particulières en raison de l'absence d'autonomie de déplacement des personnes concernées (personnes à mobilité réduite, personnes âgées, jeunes enfants, malades ou handicapés, etc...), notamment les hôpitaux, les maisons de retraite, les centres d'accueil de personnes à mobilité réduite, les crèches et halte-garderie, les écoles maternelles et primaires, etc...

O

U

- la création et l'aménagement de centres opérationnels concourant à l'organisation des secours et à la gestion de la crise (hôpitaux, services d'incendie et de secours, centraux téléphoniques, services administratifs, etc...),

g

e

- les activités de production, de transformation ou de vente utilisant en quantités importantes des produits dangereux,
- les nouvelles activités industrielles, artisanales ou commerciales pour lesquelles une crue causerait des pertes économiques graves,
- la reconstruction d'un bâtiment démoli par une inondation, d'un bâtiment en ruine ou d'un bâtiment démoli volontairement,
- la création, l'extension ou l'aménagement de locaux à usage d'habitation ou d'activité, sous la cote de référence, y compris par changement de destination,
- la création, l'extension ou l'aménagement de sous-sols,
- les dépôts et stockages de matières dangereuses ou polluantes, les décharges d'ordures ménagères, de déchets industriels et de produits toxiques,

Z

- les dépôts et stockages de matériels et de produits flottants ou susceptibles d'être emportés par les crues, même stockés de façon temporaire

- les stations d'épuration sauf cas dérogatoire (voir article 17 de l'arrêté du 21 juin 1996),

- les citernes sous la cote de référence augmentée de 50 cm,

- la création ou l'extension de terrains de camping-caravaning ou d'habitations légères de loisir, ainsi que les aires d'accueil pour les gens du voyage,

O

- les plantations forestières dans les zones d'aléas moyens, forts et très forts (hauteur d'eau supérieure à 50 cm), sauf les ripisylves c'est-à-dire les plantations spécifiques des bords de rivière,

N

- les plantations d'épicéas, et toute culture arboricole à système racinaire surfacique,

E

- les installations liées à l'exploitation des carrières ou gravières dans les zones d'aléas forts et très forts (hauteur d'eau supérieure au mètre), ainsi que la mise en place de remblais ou tout autre système de protection par rapport aux crues dans toute la zone,

- la construction de parkings en souterrain et en aérien,

r

- les clôtures pleines faisant obstacle à l'écoulement des eaux,

- les cimetières,

O

- le stationnement de caravanes non arrimées dans la période du 15 octobre au 15 avril,

U

- d'une façon générale, tout ce qui n'est pas explicitement autorisé dans le § 3.R.2.

g

e

3.R.2 – SONT AUTORISÉS SOUS RÉSERVES :

Z

O

N

e

r

O

U

G

e

- ✓ de ne pas aggraver les risques et de ne pas en créer de nouveaux,
- ✓ de ne pas augmenter la vulnérabilité des personnes, biens et activités exposés,
- ✓ de préserver le libre écoulement des eaux et les zones d'expansion des crues, ou en cas de modification et d'impact négatif sur la ligne d'eau de prévoir les mesures compensatoires nécessaires.

- les réparations et la reconstruction de bâtiments sinistrés pour cause autre que l'inondation, sans augmentation de la SHON ni de constructions de logements sous la cote de référence et respectant les règles d'urbanisme et de construction applicables aux constructions neuves en zone bleue,
- les constructions, installations et travaux indispensables à la mise en conformité avec des obligations d'ordre législatif ou réglementaire, sous condition qu'ils ne puissent strictement pas être localisés en dehors de la zone inondable.
- les travaux ou constructions réalisés par une collectivité territoriale ou par l'Etat dans le cadre des mesures prises pour assurer une meilleure protection des personnes et des biens, y compris les systèmes de détection ou d'alerte. D'une façon générale, les travaux et aménagement du bâti et de ses accès permettant de réduire le risque,
- les ouvrages, constructions, installations et travaux strictement nécessaires au maintien, au fonctionnement et au développement des services publics ou d'intérêt public dont la présence est techniquement justifiée sur ce lieu (par exemple pylônes, équipements liés à la lutte contre les inondations, etc...),
- les travaux, équipements publics d'infrastructure et de réseaux nécessaires au fonctionnement des services publics ainsi que le développement d'ouvrages existants, qui ne peuvent pour des raisons techniques être construits hors zone à risques. Ces ouvrages seront étudiés de manière à résister aux crues et pressions hydrostatiques. Les infrastructures linéaires seront en transparence hydraulique, c'est-à-dire que l'ouvrage devra permettre le maintien des écoulements et de la capacité de stockage.
- les constructions, installations et travaux indispensables pour l'exercice des activités liées à la voie d'eau et aux activités portuaires, en dehors de tout logement (qu'il soit temporaire ou permanent). Les constructions devront avoir été conçues pour résister aux pressions de la crue de référence. Elles seront construites soit sur pilotis, soit implantées dans le sens du courant avec le niveau du plancher fini le plus bas habitable ou destiné à recevoir une activité quelconque, situé à au-moins 30 cm au-dessus de la cote de référence. Aucun stockage susceptible de créer des embâcles ou des pollutions n'est autorisé.
- les constructions, installations, équipements et travaux strictement indispensables au maintien d'activités contribuant à la bonne gestion du territoire et à la mise en valeur des ressources naturelles, sous réserve qu'ils ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine permanente. Ils devront être implantés dans les zones d'aléas faibles (à moyens), capables de résister aux pressions de la cote de la crue de référence, sur pilotis ou implantés dans le sens du courant, avec le niveau du plancher fini le plus bas habitable ou destiné à recevoir une activité quelconque, situé à au-moins 30 cm au-dessus de la cote de référence. Aucun stockage susceptible de créer des embâcles ou des pollutions n'est autorisé.

Z

O

N

e

- les aires de jeux, de sports, de loisirs ou de stationnement. Elles devront être implantées dans les zones d'aléas faibles ou moyens, n'imperméabilisant pas les sols et le matériel devra être suffisamment ancré pour résister aux forces de la crue de références,
- l'extension mesurée des constructions ou installations existantes dans les limites suivantes :
 - ✓ pour les installations industrielles, commerciales, sportives ou agricoles et pour les équipements publics, et sous réserve de l'évaluation éventuelle de l'impact des dangers dans le cadre de la législation sur les ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement), l'emprise au sol de la (ou des) construction(s) réalisée(s) en extension ne doit pas dépasser 20% de l'emprise au sol des bâtiments existants. Aucun logement nouveau ne doit par ailleurs être créé. En cas d'opérations successives, la limite maximale de 20% est appréciée par cumul de ces opérations, en référence à l'emprise des installations à la date d'approbation du plan de prévention des risques.
 - ✓ pour les bâtiments à usage d'habitation, l'extension ne doit pas dépasser 30m². L'extension est par ailleurs limitée à une seule fois.
 - ✓ dans les 2 cas, les règles d'urbanisme et de construction applicables aux constructions neuves dans les zones bleues doivent être respectées.

r

O

U

G

e

- les extensions strictement nécessaires pour des mises aux normes imposées par la réglementation,
- la surélévation des constructions existantes à condition de réduire la vulnérabilité (création d'une ouverture au-dessus de la cote de référence accessible par les pompiers en cas de crue) et à condition de ne pas créer de logement supplémentaire,
- les travaux d'entretien courants des constructions et des installations existantes antérieurement à l'approbation du PPRI, sauf s'ils augmentent les risques, en créent de nouveaux ou conduisent à une augmentation de la population « exposée »,
- l'arasement des remblais au niveau du terrain naturel,
- la création d'étangs de toute nature, de piscicultures, sous réserve qu'aucun remblai, digue, exhaussement, etc..., ne soit réalisé dans ce cadre et dans le respect des procédures de la loi sur l'eau du 30 décembre 2006,
- la création de carrières ou gravières autorisées au titre de la législation sur les ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement) et prévues dans le schéma départemental des carrières, sous réserve qu'aucun remblai, digue, exhaussement, etc..., ne soit réalisé dans ce cadre. Les installations nécessaires à leur exploitation seront situées dans les zones d'aléas faible et moyen (hauteur d'eau atteinte par la crue de référence inférieure au mètre) et doivent être soit déplaçables, soit ancrées afin de résister à la pression de l'eau et aux effets d'entraînement résultant de la crue de référence. Le matériel électrique doit être démontable et les installations doivent être placées dans le sens du courant. Les stocks et dépôts de matériaux seront circonscrits au périmètre d'exploitation, les cordons de matériaux alignés dans le sens du courant et leur emprise inférieure à 10% de la largeur de la zone inondable pour la crue de référence,

- les cultures annuelles à la condition que le sol bénéficie d'une couverture végétale du 15 octobre au 15 avril et les pacages,
- les dépôts et stockages de produits ou matériaux lestés, fixés ou confinés ne pouvant être emportés par la crue. Cette disposition s'applique notamment au stockage de bottes de paille sèches ou enrubannées, dans les bâtiments agricoles,
- les haies et clôtures strictement nécessaires notamment aux usages agricoles, ne pouvant s'exercer sur des terrains moins exposés et sous condition qu'elles ne perturbent pas l'écoulement des eaux . Les haies formant un alignement devront être dans le sens du courant . Les clôtures seront soit électrifiées à un fil, soit non électrifiées à 4 fils maximum superposés et poteaux espacés d'au moins 3 mètres sans fondation dépassant le terrain naturel,
- les haies implantées dans le cadre d'un programme concerté de travaux de lutte préventive contre les inondations (sans réserve),
- la plantation, l'élagage, le recépage d'une ripisylve en bord de rivière.

3.R.3 – MESURES APPLICABLES AUX BIENS EXISTANTS :

3.R.3.1. – MESURES OBLIGATOIRES :

Les mesures obligatoires prévues par ce PPRI devront être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la publication du présent PPRI, dans la mesure où leur coût est inférieur à 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du plan. Il est ramené à 2 ans pour le stockage de produits dangereux étiquetés R14, R29, R50 à R56 et R58 (voir glossaire).

Dans le cas où le coût serait supérieur à 10 %, le propriétaire pourra ne mettre en œuvre que certaines de ces mesures de façon à rester dans la limite de 10 % définie ci-avant. Elles seront choisies sous sa responsabilité selon un ordre de priorité visant en premier lieu à assurer la sécurité des personnes, et en second lieu à minimiser le montant des dommages potentiellement entraînés par les inondations.

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés. Ceux-ci sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

Les mesures obligatoires sont les suivantes :

- les concessionnaires de réseaux de service public devront entreprendre un diagnostic de leurs installations au regard du risque inondation. Ils devront prévoir des mesures de prévention et de gestion de la crise (loi 2004-811 du 13 août 2004) ;
- suppression dans un délai de 2 ans du stockage, même occasionnel, de produits dangereux ou polluants (étiquetage R14, R29, R50 à R56 et R58, boues de station d'épuration, hydrocarbures, engrais, désherbants, pesticides, fumier, lisier, purin, etc...) en dessous de la cote de référence, quelle qu'en soit

la quantité sauf lorsque ces produits sont stockés dans des citernes ou des cuves à double paroi avec un système de vidange à double vanne et respectant les conditions ci-après,

- les citernes et cuves dans cette zone seront à double paroi avec système de vidange à double vanne et seront suffisamment ancrées (qu'elles soient enterrées ou surélevées) pour résister quand elles sont vides à la crue de référence. L'orifice de remplissage des cuves et les événements devront être situés au-dessus de la cote de référence augmentée de 50 cm,
- évacuation en dehors de la zone de tous objets ou produits flottants volumineux, comme à titre d'exemple, les citernes (ne répondant pas aux prescriptions ci-dessus), les cuves et bidons divers, les grumes (sauf celles stockées en zone d'aléas faibles avec une hauteur d'eau atteinte par la crue de référence inférieure à 50 cm), le stock de bois de chauffage et autres, les carcasses de voitures, palettes, etc...
- arrimage des caravanes par des ancrages capables de résister à la crue de référence ou évacuation en dehors de la zone rouge.

3.R.3.2. – MESURES RECOMMANDÉES :

Ces mesures n'ont pas de valeur obligatoire. Elles constituent des mesures préventives destinées à orienter les choix en cas de travaux sur l'existant et elles n'entrent pas dans les mesures prévues au 4° du II de l'article L.562-2 du code de l'environnement mentionné à l'article L.125-2 du code des assurances.

Pour les réseaux collectifs existants, les mesures suivantes sont recommandées (en cas d'extension, de renforcement, de création ou d'entretien lourd, voir l'article 3.R.4 ci-après) :

- réseaux électriques : les postes moyenne et basse tension seront positionnés à un mètre au-dessus de la cote de référence et rendus accessibles en cas d'inondation. Des groupes électrogènes de secours sont prévus pour assurer l'alimentation des équipements sensibles,
- réseaux téléphoniques : les coffrets de commande et d'alimentation seront positionnés au-dessus de la cote de référence augmentée de 50 cm ou rendus étanches,
- réseaux d'eau potable : les équipements spéciaux (réservoirs, pompes, ouvrages de traitement, etc...) seront positionnés au-dessus de la cote de référence augmentée de 50 cm ou rendus étanches,
- réseaux d'assainissement : les points de rejet situés en-dessous de la cote de référence seront équipés de clapets anti-retour,
- station d'épuration existante située en zone inondable : elle sera protégée de l'immersion par des dispositifs techniques tels qu'endiguement, surélévation des ouvrages, etc... de manière à ce qu'elle ne puisse pas être submergée par la crue de référence augmentée de 50 cm. Les appareils électriques et les bâtiments stratégiques seront mis hors d'eau par rapport à la cote de référence augmentée de 50 cm. Une vérification des ouvrages (décanteurs, bassins d'aérations,...) sera effectuée afin de s'assurer qu'ils sont conçus pour éviter leur flottaison dans l'hypothèse de la crue de

référence et que les murets de ces bassins sont situés si possible 50 cm au-dessus de la cote de la crue de référence,

- réseau pluvial : des clapets anti retour seront installés au niveau des rejets dans le milieu naturel et des postes de refoulement. Les tampons des regards seront verrouillés en zone inondable,
- les réseaux sensibles seront mis hors d'eau,

Pour les constructions et ouvrages existants, les mesures suivantes sont recommandées :

- des techniques et des matériaux résistants aux pressions et vitesses d'écoulement et à une période d'immersion seront utilisés de manière à réduire la vulnérabilité du bâti et de ses aménagements sous la cote de référence augmentée de 50 cm.
- les réseaux électriques situés au-dessous de la cote de référence (sauf alimentation étanche de pompes submersibles) seront équipés de dispositifs de mise hors circuit automatique ou les rétablir au-dessus de la cote de référence augmentée de 50 cm.
- les branchements et comptages seront réalisés au minimum à 50 cm au-dessus de la cote de référence.
- les équipements électriques, électroniques, micro-mécaniques, les brûleurs des chaudières, les appareils électroménagers, etc..., seront placés au-dessus de la cote de référence augmentée de 50 cm.
- les réseaux privatifs (eau, gaz, téléphone, électricité, eaux usées, autres tuyaux, etc...) seront munis de dispositifs destinés à éviter les remontées d'eau dans les constructions.
- les exutoires des fossés de drainage seront réaménagés en créant des zones humides pour filtrer et freiner les écoulements.
- les fossés de drainage non utiles seront comblés.

3.R.4. – CRÉATION, EXTENSION, RENFORCEMENT DES RÉSEAUX COLLECTIFS :

Les concessionnaires devront entreprendre un diagnostic de leurs installations au regard du risque inondation. Ils doivent prévoir des mesures de prévention et de gestion de la crise (loi 2004-811 du 13 août 2004).

Les créations, extensions et renforcement, ainsi que les réfections ou entretien lourds devront au minimum se conformer aux points suivants :

3.R.4.1. - RÉSEAUX ÉLECTRIQUES :

Les postes moyenne et basse tension devront être dans toute la mesure du possible implantés en dehors des champs d'inondation. En cas d'impossibilité, ils seront positionnés à au-moins un mètre au-dessus de la cote de référence et seront accessibles par des moyens terrestres.

Les lignes aériennes seront situées au minimum à 2,50 m au-dessus du niveau de la cote de référence, pour permettre le passage des engins de secours et les poteaux seront conçus pour résister à la crue de référence.

Les lignes enterrées devront être étanches.

Les branchements des habitants et le comptage seront réalisés au minimum à 50 cm au-dessus de la cote de référence.

3.R.4.2. - RÉSEAUX TÉLÉPHONIQUES :

Tous les matériels sensibles (armoires, lignes, centraux téléphoniques, etc...) devront être mis hors d'eau par rapport à la cote de référence, augmentée de 50 cm.

Il est recommandé de choisir des lignes enterrées ; elles devront être étanches.

Les poteaux des lignes aériennes seront conçus pour résister à la crue de référence.

3.R.4.3. - RÉSEAUX DE GAZ :

Tous les matériels sensibles (compteurs de distribution, postes et sous-stations, etc...) devront être mis hors d'eau par rapport à la cote de référence augmentée de 50 cm.

Les réseaux enterrés devront résister à l'érosion due à l'écoulement des eaux.

3.R.4.4. - RÉSEAUX D'EAU POTABLE :

Les ouvrages (captage et pompage) d'exploitation de la ressource et les ouvrages de stockage (réservoirs) devront être mis hors d'eau par rapport à la cote de référence augmentée de 50 cm.

De plus, les dispositions prises et les produits choisis doivent assurer la pérennité des ouvrages (éviter les ruptures y compris celles liées aux surpressions de la crue) et l'étanchéité parfaite (éviter la pollution).

3.R.4.5. - RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT D'EAUX USÉES :

Les postes de relèvement ou de refoulement devront être mis hors d'eau par rapport à la cote de référence augmentée de 50 cm.

Les tampons des regards en zone inondable seront verrouillés.

La pose des canalisations et le remblaiement des tranchées doivent éviter les dégradations (affouillement, tassements, ruptures) et assurer l'étanchéité du réseau (joints, regards, branchements).

3.R.4.6. - RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL :

Des clapets anti-retour seront installés au niveau des rejets dans le milieu naturel et des postes de refoulement.

Les tampons des regards seront verrouillés.

L'assainissement pluvial en milieu urbain devra faire l'objet d'une conception intégrée.

3.R.4.7. - STATIONS D'ÉPURATION ET USINES DE TRAITEMENT DES EAUX :

Les stations d'épuration et usines de traitement des eaux ne doivent pas être implantées dans des zones inondables sauf cas dérogatoire (voir article 17 de l'arrêté du 21 juin 1996).

Dans ce cas, elles ne devront pas pouvoir être submergées par une crue dont la cote serait supérieure de un mètre à celle de la crue de référence.

B - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE :

Z

O

N

E

La **zone bleue** est composée :

- des zones déjà urbanisées avec un aléa moyen ou faible (hauteur d'eau lors d'une crue de référence inférieure à 1 mètre)
- et des zones non urbanisées strictement nécessaires au développement de la commune avec un aléa faible (hauteur d'eau pour une crue de référence inférieure à 50 cm) et très exceptionnellement moyen (1m) ; les alternatives d'implantation en dehors des zones inondables seront privilégiées.

Pour plus de précisions sur la délimitation du zonage, voir le § 2.2.3. du présent règlement.

C'est une zone dite **zone d'autorisation avec prescriptions spécifiques** de manière à ne pas empêcher le développement de la commune tout en assurant la sécurité des personnes et des biens et en n'aggravant pas les conditions d'écoulement ou d'expansion des crues.

B

Des constructions nouvelles peuvent y être autorisées sous réserve de respecter certaines conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation adaptées au risque.

L

Les règles de construction, définies dans le présent PPRi, sont mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage qui s'engage à les respecter lors du dépôt de demande de permis de construire, et des professionnels (maîtres d'œuvre et entreprises) chargés de réaliser les projets.

E

Les aménagements susceptibles de modifier les conditions d'écoulement ou d'expansion des crues comme les remblais (sauf ceux prévus au § 3.R.3.2), les dépôts de matériels flottants ou dangereux doivent être proscrits.

U

E

3.B.1 – SONT INTERDITS :

D'une manière générale, dans ces zones, de façon à assurer la sécurité des personnes et des biens en limitant les dégâts matériels et les dommages économiques et à ne pas modifier les conditions d'écoulement ou d'expansion des crues, sont interdits :

Z

O

N

E

- la construction, la création et l'aménagement d'établissements ou d'activités ayant vocation à héberger à titre temporaire ou permanent des personnes dont l'évacuation en cas de crue soulèverait des difficultés particulières en raison de l'absence d'autonomie de déplacement des personnes concernées (personnes à faible mobilité, personnes âgées, jeunes enfants, malades ou handicapés, etc...), notamment les hôpitaux, les maisons de retraite, les centres d'accueil de personnes à mobilité réduite, les crèches et halte-garderie, les écoles maternelles et primaires, etc...

- la construction, la création ou l'aménagement de bâtiments utiles à la sécurité civile, de centres opérationnels concourant à l'organisation des secours et à la gestion de la crise (hôpitaux, services d'incendie et de secours, centraux téléphoniques, services administratifs, etc...),

- tout remblai, hormis ceux explicitement autorisés par les articles 3.B.2, 3.B.3 et 3.B.4 du présent règlement,

- la création, l'extension ou l'aménagement de sous-sols, et tout aménagement en dessous du terrain naturel.

- la création, l'extension ou l'aménagement de logements sous la cote de référence,

- la reconstruction de tout édifice détruit par un sinistre dû à une inondation,

- les nouvelles activités industrielles, artisanales ou commerciales pour lesquelles une crue causerait des pertes économiques graves,

- les activités de production, de transformation ou de vente présentant un risque pour l'hygiène et la sécurité publique, notamment ceux pouvant présenter un risque vis-à-vis de l'eau,

- l'installation d'activités nouvelles produisant des produits dangereux pour l'hygiène et la sécurité publique,

- les installations nouvelles de dépôts et stockages de matières dangereuses, toxiques ou polluantes, de déchets industriels et d'ordures ménagères, etc...

- le stockage de matériels et de produits flottants ou susceptibles d'être emportés par les crues, même stockés de façon temporaire,

- la création ou l'extension de terrains de camping-caravaning ou d'habitations légères de loisirs,

B

L

E

U

E

- les clôtures pleines faisant obstacle à l'écoulement des eaux,
- le stationnement de caravanes non arrimées dans la période du 15 octobre au 15 avril,

Z

J

N

E

3.B.2 – SONT AUTORISÉS SOUS RÉSERVES :

- ✓ de ne pas aggraver les risques et de ne pas en créer de nouveaux,
- ✓ de ne pas augmenter la vulnérabilité des personnes, biens et activités exposés,
- ✓ de préserver le libre écoulement des eaux et les zones d'expansion des crues, ou en cas de modification et d'impact négatif sur la ligne d'eau créant une sur-inondabilité pénalisante ou coûteuse, de prévoir les mesures compensatoires nécessaires.

- les constructions nouvelles, extensions, reconstructions et réhabilitations dans cette zone sous réserve de respecter les règles d'urbanisme et de construction suivantes :

1. les règles d'urbanisme :

- l'emprise au sol⁽¹⁾ de l'ensemble des constructions ne doit pas dépasser 50% de la surface des terrains contigus appartenant à un même propriétaire ;
Ce seuil de 50% pourra toutefois être dépassé s'il ne permet pas d'assurer les « droits » minimum suivants :
 - pour les installations industrielles, commerciales, sportives ou agricoles et pour les équipements publics, et sous réserve de l'évaluation éventuelle de l'impact des dangers dans le cadre de la législation sur les ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement), l'emprise au sol de la (ou des) construction(s) peut être augmentée jusqu'à un maximum de 20% de l'emprise au sol des bâtiments existants.
En cas d'opérations successives, la limite maximale de 20% est appréciée par cumul de ces opérations, en référence à l'emprise des installations à la date d'approbation du plan de prévention des risques.
 - pour les bâtiments à usage d'habitation, l'extension peut être réalisée jusqu'à un maximum de 50m².
En cas d'opérations successives, la limite maximale de 50m² est appréciée par cumul de ces opérations, en référence à l'emprise des installations à la date d'approbation du plan de prévention des risques.
- le niveau du plancher fini le plus bas habitable ou destiné à recevoir une activité quelconque (commerciale, artisanale, tertiaire, culturelle, d'enseignement, ...) devra être situé à au moins 30cm au-dessus de la cote de référence ;
- les sous-sols sont interdits,

2. les règles de construction : (article R 126-1 du code de la construction) :

- les constructeurs prendront toutes les mesures nécessaires pour que les matériaux, fondations, structures mis en œuvre résistent aux forces exercées par les écoulements de la crue de référence définie dans ce PPRI,
- les parties de construction situées au-dessous de la cote de référence seront réalisées à partir de matériaux insensibles à l'eau,

¹)l'emprise au sol est la surface hors œuvre brute édifée sur le sol (dans le cas d'un ouvrage sur pilotis ou toutes autres formes articulées, l'emprise au sol sera la projection verticale du volume hors œuvre du premier plancher habitable).

B

L

E

U

E

Z

O

N

E

B

L

E

U

E

- l'axe principal des constructions sera dans toute la mesure du possible orienté dans le sens du courant,
 - les constructions seront réalisées sur vides sanitaire inondables, aérés, vidangeables et non transformables
 - les ouvrages et les matériels techniques notamment ceux liés aux canalisations, équipements et installations linéaires (câbles, lignes, transport d'énergie, de chaleur ou des produits chimiques, canalisation d'eau et assainissement, ...) seront étanches et équipés d'un dispositif de mise hors service automatique ou installés à 50 cm au-dessus de la cote de référence,
 - les matériels électriques, électroniques, micromécaniques et appareils de chauffage seront installés à 50 cm au-dessus de la cote de référence,
 - des clapets anti-retour seront installés sur les réseaux d'assainissement (eaux usées et eaux pluviales),
 - pour les citernes et cuves, voir § 3.B.3.3.2.
- les constructions et aménagements réalisés sur remblais, lorsque la réalisation sur vide sanitaire ou sur pilotis n'est pas techniquement ou économiquement raisonnable et lorsque l'implantation se fait en zone d'aléa faible (hauteur d'eau < 50 cm).
Sont principalement visés les bâtiments de grande dimension devant supporter des charges lourdes (bâtiments d'exploitation agricole, bâtiments industriels, bâtiments logistiques, stations d'épuration...) .
Sont en revanche exclus, les habitations, les bâtiments artisanaux, les bâtiments commerciaux de petite ou moyenne surface, les bâtiments d'activité de service...
La mise hors d'eau des plateformes des aires d'accueil des gens du voyage est aussi autorisée.
Les remblais sont strictement limités à l'emprise des constructions à réaliser et à leur accès directs.
Les remblais donnent lieu à mesures compensatoires. Ces dernières seront étudiées, s'il y a lieu, dans le cadre des autorisations et déclarations relatives au code de l'environnement (loi sur l'eau, ICPE...). A défaut d'autorisation ou déclaration, les mesures compensatoires doivent être mises en place de sorte à conserver les capacités d'expansion des crues en crue centennale.
- les travaux ou constructions réalisés par une collectivité territoriale ou par l'Etat dans le cadre des mesures prises pour assurer une meilleure protection des personnes et des biens et réduire les conséquences du risque inondation, y compris les digues et remblais et les systèmes de détection ou d'alerte, avec, le cas échéant les mesures compensatoires nécessaires pour éviter une sur-inondabilité en amont ou en aval dans des lieux habités,
- les travaux d'entretien, de sécurité et de gestion courants des constructions et des installations existants antérieurement à la publication du PPRI, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection des toitures, sauf s'ils augmentent le risque, en créent de nouveaux, ou conduisent à une augmentation de la population exposée,
- les modifications de la destination des constructions existantes et des équipements associés ne créant pas de nouveaux logements sous la cote de référence,
- la surrelévation des constructions existantes dans le respect de la réglementation en vigueur,

- les ouvrages, installations et constructions strictement nécessaires au maintien, au fonctionnement et au développement des services publics ou d'intérêt public dont la présence est techniquement justifiée sur ce lieu (par exemple pylône, poste de transformation d'électricité, équipements liés à la lutte contre les inondations, ...),
- les travaux, équipements publics d'infrastructure et de réseaux nécessaires au fonctionnement des services publics ainsi que le développement d'ouvrages existants qui ne peuvent pour des raisons techniques être construits hors zone à risques. Ces ouvrages seront étudiés de manière à résister aux crues et pressions hydrostatiques. Les infrastructures linéaires seront en transparence hydraulique, c'est-à-dire que l'ouvrage devra permettre le maintien des écoulements et de la capacité de stockage. Dans tous les cas, on veillera à ce qu'un impact négatif sur la ligne d'eau créant une surinondabilité pénalisante ou coûteuse fasse l'objet des mesures compensatoires nécessaires.
- les citernes et cuves à double paroi avec système de vidange à double vanne ancrées (qu'elles soient enterrées ou surélevées) pour résister à vide à la crue de référence. L'orifice de remplissage et les événements devront être situés au-dessus de la cote de référence augmentée de 50 cm.
- les piscines dimensionnées pour résister aux sous-pressions et pressions hydrostatiques correspondant à la crue de référence et avec des unités de traitement installées au-dessus de la cote de référence.
- l'arasement des remblais au niveau du terrain naturel.
- les dépôts et stockages de produits ou matériaux lestés, fixés ou confinés ne pouvant être emportés par la crue. Cette disposition s'applique notamment au stockage de bottes de paille sèches ou enrubannées, dans les bâtiments agricoles.

3.B.3 – MESURES APPLICABLES AUX BIENS EXISTANTS :

3.B.3.1 – MESURES OBLIGATOIRES :

Les mesures obligatoires prévues par ce PPRI devront être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la publication du présent PPRI, dans la mesure où leur coût est inférieur à 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du plan. Il est ramené à 2 ans pour le stockage de produits dangereux étiquetés R14, R29, R50 à R56 et R58 (voir glossaire).

Dans le cas où le coût serait supérieur à 10 %, le propriétaire pourra ne mettre en œuvre que certaines de ces mesures de façon à rester dans la limite de 10 % définie ci-avant. Elles seront choisies sous sa responsabilité selon un ordre de priorité visant en premier lieu à assurer la sécurité des personnes, et en second lieu à minimiser le montant des dommages potentiellement entraînés par les inondations.

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés. Ceux-ci sont également tenus

d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

Les mesures obligatoires sont les suivantes :

- les concessionnaires de réseaux de service public devront entreprendre un diagnostic de leurs installations au regard du risque inondation. Ils doivent prévoir des mesures de prévention et de gestion de la crise (loi 2004-811 du 13 août 2004) ;
- suppression dans un délai de 2 ans du stockage, même occasionnel, de produits dangereux ou polluants (étiquetage R14, R29, R50 à R56 et R58, boues de station d'épuration, hydrocarbures, engrais, désherbants, pesticides, fumier, lisier, purin, etc...) en dessous de la cote de référence, quelle qu'en soit la quantité sauf lorsque ces produits sont stockés dans des citernes ou des cuves à double paroi avec un système de vidange à double vanne et respectant les conditions ci-après,
- les citernes et cuves dans cette zone seront à double paroi avec système de vidange à double vanne et seront suffisamment ancrées (qu'elles soient enterrées ou surélevées) pour résister quand elles sont vides à la crue de référence. L'orifice de remplissage des cuves et les événements devront être situés au-dessus de la cote de référence augmentée de 50 cm,
- toutes mesures et dispositifs visant à empêcher la dispersion d'objets ou de produits flottants volumineux (troncs d'arbre, cuves et bidons divers, etc...)
- arrimage des caravanes par des ancrages capables de résister à la crue de référence,

3.B.3.2 - MESURES RECOMMANDEES :

Ces mesures n'ont pas de valeur obligatoire. Elles constituent des mesures préventives destinées à orienter les choix en cas de travaux sur l'existant et elles n'entrent pas dans les mesures prévues au 4° du II de l'article L.562-2 du code de l'environnement mentionné à l'article L.125-2 du code des assurances.

Pour les réseaux collectifs existants, les mesures suivantes sont recommandées (en cas d'extension, de renforcement, de création ou d'entretien lourd, voir l'article 3.B.4 ci-après) :

- réseaux électriques : les postes moyenne et basse tension devront être positionnés à un mètre au-dessus de la cote de référence et seront rendus accessibles en cas d'inondation. Des groupes électrogènes de secours seront prévus pour assurer l'alimentation des équipements sensibles.
- réseaux téléphoniques : les coffrets de commande et d'alimentation seront positionnés au-dessus de la cote de référence augmentée de 50 cm ou les rendre étanches.
- réseaux d'eau potable : les équipements spéciaux (réservoirs, pompes, ouvrages de traitement, etc...) seront positionnés au-dessus de la cote de référence augmentée de 50 cm ou rendus étanches.

Z
O
N
E

- réseaux d'assainissement : ils seront équipés de clapets anti-retour aux points de rejet situés en dessous de la cote de référence.
- station d'épuration existante située en zone inondable : elle sera protégée de l'immersion par des dispositifs techniques tels qu'endiguement, surélévation des ouvrages, etc... de manière à ce qu'elle ne puisse pas être submergée par la crue de référence augmentée de 50 cm. Les appareils électriques et les bâtiments stratégiques seront mis hors d'eau par rapport à la cote de référence augmentée de 50 cm. Une vérification des ouvrages (décanteurs, bassins d'aérations, ...) sera effectuée afin de s'assurer qu'ils sont conçus pour éviter leur flottaison dans l'hypothèse de la crue de référence et que les murets de ces bassins sont situés si possible 50 cm au-dessus de la cote de référence.
- réseau pluvial : des clapets anti retour seront installés au niveau des rejets dans le milieu naturel et des postes de refoulement. Les tampons des regards en zone inondable seront verrouillés.
- les réseaux sensibles à l'eau seront mis hors d'eau.

Pour les constructions et ouvrages existants, les mesures suivantes sont recommandées :

B
L
E
U
E

- des techniques et des matériaux résistant aux pressions et vitesses d'écoulement locales et à une période d'immersion seront utilisés de manière à réduire la vulnérabilité du bâti et de ses aménagements sous la cote de référence augmentée de 50 cm.
- les réseaux électriques situés au-dessous de la cote de référence (sauf alimentation étanche de pompes submersibles) seront équipés de dispositifs de mise hors circuit automatique ou les rétablir au-dessus de la cote de référence augmentée de 50 cm.
- les branchements et comptages seront réalisés au minimum à 50 cm au-dessus de la cote de référence.
- les équipements électriques, électroniques, micro-mécaniques, les brûleurs des chaudières, les appareils électroménagers, etc..., seront placés au-dessus de la cote de référence augmentée de 50 cm.
- les réseaux privatifs (eau, gaz, téléphone, électricité, eaux usées, autres tuyaux, etc...) seront munis de dispositifs destinés à éviter les remontées d'eau dans les constructions.
- les exutoires des fossés de drainage seront réaménagés en créant des zones humides pour filtrer et freiner les écoulements.
- les fossés de drainage non utiles seront comblés.
- les réfections de chaussées et renouvellements des couches de roulement seront réalisés après rabotage afin d'éviter toute réhausse du niveau existant.

3.B.4 – CRÉATION, EXTENSION, RENFORCEMENT DES RÉSEAUX COLLECTIFS :

Les concessionnaires devront entreprendre un diagnostic de leurs installations au regard du risque inondation. Ils doivent prévoir des mesures de prévention et de gestion de la crise (circulaire du 21 janvier 2004).

Les créations, extensions et renforcements, ainsi que les réfections ou entretiens lourds devront au minimum se conformer aux points suivants :

Z

3.B.4.1. - RÉSEAUX ÉLECTRIQUES :

Les postes moyenne et basse tensions devront être dans toute la mesure du possible implantés en dehors des champs d'inondation ; en cas d'impossibilité, ils seront positionnés à au moins un mètre au-dessus de la cote de référence et seront accessibles par des moyens terrestres.

O

Les lignes aériennes seront situées au minimum à 2,50 m au-dessus du niveau de la crue de référence, pour permettre le passage des engins de secours et les poteaux seront conçus pour résister à la crue de référence.

N

Les lignes enterrées devront être étanches.

E

Les branchements des habitants et les comptages seront réalisés au minimum à 50 cm au-dessus de la cote de référence.

B

3.B.4.2. - RÉSEAUX TÉLÉPHONIQUES :

Tout le matériel sensible : armoires, lignes, centraux téléphoniques, etc... sera mis hors d'eau par rapport à la cote de référence augmentée de 50 cm.

L

Il est préférable de choisir des lignes enterrées ; elles devront être étanches.

E

Les poteaux des lignes aériennes seront conçus pour résister à la crue de référence.

U

3.B.4.3. - RÉSEAUX DE GAZ :

Tout le matériel sensible : compteurs de distribution, postes et sous-stations, etc... devra être mis hors d'eau par rapport à la cote de référence augmentée de 50 cm. Le réseau enterré devra résister à l'érosion due à l'écoulement des eaux.

E

3.B.4.4. - RÉSEAUX D'EAU POTABLE :

Les ouvrages (captages et pompages) d'exploitation de la ressource et les ouvrages de stockage (réservoirs) devront être mis hors d'eau par rapport à la cote de référence augmentée de 50 cm.

De plus, les dispositions prises et les produits choisis devront assurer la pérennité des ouvrages (éviter les ruptures y compris celles liées aux surpressions de la crue) et l'étanchéité parfaite (éviter la pollution).

3.B.4.5. - RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT D'EAUX USÉES :

Les postes de relèvement ou de refoulement devront être mis hors d'eau par rapport à la cote de référence augmentée de 50 cm.

Les tampons des regards en zone inondable devront être verrouillés.

La pose des canalisations et le remblaiement des tranchées devront éviter les dégradations (affouillements, tassements, ruptures) et assurer l'étanchéité du réseau (joints, regards, branchements).

3.B.4.6. - RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL :

Des clapets anti-retour au niveau des rejets dans le milieu naturel et des postes de refoulement seront installés.

Les tampons des regards seront verrouillés.

L'assainissement pluvial en milieu urbain devra faire l'objet d'une conception intégrée.

3.B.4.7. - STATIONS D'ÉPURATION ET USINES DE TRAITEMENT DES EAUX :

Les stations d'épuration et usines de traitement des eaux ne devront pas être implantées dans des zones inondables sauf cas dérogatoire (voir article 17 de l'arrêté du 21 juin 1996).

Dans ce cas, elles ne devront pas pouvoir être submergées par une crue dont la cote serait supérieure de un mètre à celle de la crue de référence.

3.0 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ORANGE :

Z

O

N

E

La zone orange rencontrée sur Fresse sur Moselle est une zone inondable par ruissellement et pas par débordement direct de la Moselle.

Les dispositions applicables à cette zone sont identiques à celles de la zone bleue.

O

R

A

N

G

E

4 - RÉVISION DU PPRI

Le présent PPRI pourra être modifié conformément à l'article 8 du décret 95-1089 du 5 octobre 1995 (version consolidée du 5 janvier 2005) suivant la même procédure que celle de son élaboration pour tenir compte, du moment qu'elles sont significatives, des améliorations apportées aux écoulements suite à des travaux de protection ou à contrario, de tout élément (crues, études, imperméabilisation, etc...) remettant en cause la zone définie.

Notamment, dès lors que l'aléa de référence retenu semble dépassé au regard des événements météorologiques et hydrauliques intervenus depuis l'approbation du PPR, la révision de celui-ci doit être engagée (circulaire du 21 janvier 2004).

Lorsque la modification n'est que partielle, les consultations et l'enquête publique mentionnées à l'article 7 ne sont effectuées que dans les communes sur le territoire desquelles les modifications proposées seront applicables. Les documents soumis à consultation ou enquête publique comprennent alors :

- une note synthétique présentant l'objet des modifications envisagées ;
- un exemplaire du plan tel qu'il serait après modification avec l'indication, dans le document graphique et le règlement, des dispositions faisant l'objet d'une modification et le rappel, le cas échéant, de la disposition préalablement en vigueur.

L'approbation du nouveau plan emporte abrogation des dispositions correspondantes de l'ancien plan.

5 - MESURES D'INFORMATION, DE PRÉVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE.

En matière d'inondation, il est difficile d'empêcher les événements de se produire.

De plus, les ouvrages de protection collectifs, comprenant les digues, ne peuvent garantir une protection absolue et procurent un faux sentiment de sécurité.

C'est pourquoi le législateur a mis en place toute une série de mesures d'information, de prévention, de protection et de sauvegarde concernant les risques naturels.

5.1 – L'INFORMATION

« Les citoyens ont un droit à l'information sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis dans certaines zones du territoire et sur les mesures de sauvegarde qui les concernent. Ce droit s'applique aux risques technologiques et aux risques naturels prévisibles » (article L125-2 du code de l'environnement, loi 2003-699 du 30 juillet 2003 et loi n°2004-811 du 13 août 2004) .

« L'information donnée au public sur les risques majeurs comprend la description des risques et de leurs conséquences prévisibles pour les personnes, les biens et l'environnement, ainsi que l'exposé des mesures de prévention et de sauvegarde prévues pour limiter leurs effets » (article 1 IV du décret n°2004-554 du 9 juin 2004).

« Cette information est consignée dans un Dossier Départemental sur les Risques Majeurs ou DDRM établi par le préfet, ainsi que dans un Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs ou DICRIM établi par le maire ». (article 1 IV du décret n°2004-554 du 9 juin 2004).

« Le Plan Communal de Sauvegarde ou PCS regroupe l'ensemble des documents de compétence communale contribuant à l'information préventive et à la protection de la population » « (article 13 de la loi n°2004-811 du 17 août 2004 ; voir aussi le décret n°2005-1156 du 13 septembre 2005).

5.2 – LE DDRM OU DOSSIER DÉPARTEMENTAL DES RISQUES MAJEURS

(décrets n°90-918 du 11 octobre 1990 et n°2004-55 4 du 9 juin 2004)

Le DDRM comprend la liste des communes où existe un plan particulier d'intervention ou un plan de prévention des risques ou un plan ou périmètre valant plan de prévention ainsi que dans les communes désignées par arrêté préfectoral en raison de leur exposition à un risque majeur particulier.

Il comprend l'énumération et la description des risques majeurs auxquels chacune de ces communes est exposée, l'énoncé de leurs conséquences prévisibles pour les personnes, les biens et l'environnement, la chronologie des événements et des accidents connus et significatifs de l'existence de ces risques et l'exposé des mesures générales de prévention, de protection et de sauvegarde prévues par les autorités publiques dans le département pour en limiter les effets.

Le préfet transmet le DDRM aux maires des communes intéressées.

Il est disponible à la préfecture et à la mairie. Il est mis à jour, en tant que de besoin, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans.

La liste des communes est mise à jour chaque année et publiée au recueil des actes administratifs.

5.3 – LE DICRIM OU DOCUMENT D'INFORMATION COMMUNAL SUR LES RISQUES MAJEURS :

(décrets n°90-918 du 11 octobre 1990 et n°2004-55 4 du 9 juin 2004)

Le DICRIM est obligatoire dans les communes dotées d'un PPR approuvé.

« Le DICRIM indique les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde répondant aux risques majeurs susceptibles d'affecter la commune. Ces mesures comprennent, en tant que de besoin, les consignes de sécurité devant être mises en œuvre en cas de réalisation du risque ».

« Le maire fait connaître au public l'existence du DICRIM par un avis affiché à la mairie pendant 2 mois au moins ».

« Ces documents sont consultables sans frais à la mairie ».

Dans le cadre de ce PPR, les maires établiront un document d'information qui fera connaître à la population :

- les zones soumises à des inondations,
- l'intensité du risque avec les fréquences, les hauteurs d'eau,
- les mesures prises pour limiter ces risques (inconstructibilité, mesures obligatoires et recommandées, etc...),
- les mesures de sauvegarde à resector en cas de danger ou d'alerte (se mettre à l'abri, mettre les biens hors d'eau, couper les réseaux, etc...)
- le plan d'affichage des consignes de sécurité, (notamment dans les locaux et terrains mentionnés dans l'arrêté du 27 mai 2003, locaux recevant plus de 50 personnes, immeubles comportant plus de 15 logements, etc...),

5.4 – INFORMATION DE LA POPULATION COMMUNALE

(loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003, article 40)

« Dans les communes sur le territoire desquelles a été prescrit ou approuvé un PPR, le maire informe la population au moins une fois tous les deux ans, par des réunions publiques communales ou tout autre moyen approprié, sur les caractéristiques du ou des risques naturels connus dans la commune, les mesures de prévention et de sauvegarde possibles, les dispositions du plan, les modalités d'alerte, l'organisation des secours, les mesures prises par la commune pour gérer le risque, ... ».

5.5 – LE PCS OU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE

(article 13 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 et décret n° 2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au PCS)

« Le Plan Communal de Sauvegarde ou PCS regroupe l'ensemble des documents de compétence communale contribuant à l'information préventive et à la protection de la population. Il détermine, en fonction des risques connus, les mesures immédiates de sauvegarde et de protection des personnes, fixe l'organisation nécessaire à la diffusion de l'alerte et des consignes de sécurité, recense les moyens disponibles et définit la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et de soutien de la population. Il peut désigner l'adjoint au maire ou le conseiller municipal chargé des questions de sécurité civile. Il doit être compatible avec les plans d'organisation des secours arrêtés ... »

C'est un document très concret des pratiques à mettre en œuvre au moment où l'inondation est là pour ne rien oublier et pouvoir joindre toutes les personnes.

« Il est obligatoire dans les communes dotées d'un PPR approuvé ».

« Il est arrêté par le maire ».

Le décret mentionné ci dessus précise le contenu du PCS. Il comprend (article 3 du décret) :

- le DICRIM ;
- le diagnostic des risques et des vulnérabilités locales ;
- l'organisation assurant la protection et le soutien de la population qui précise les dispositions internes prises par la commune afin d'être en mesure à tout moment d'alerter et d'informer la population et de recevoir une alerte émanant des autorités. Ces dispositions comprennent notamment un annuaire opérationnel et un règlement d'emploi des différents moyens d'alerte susceptibles d'être mis en œuvre ;
- les modalités de mise en œuvre de la réserve communale de sécurité civile quand cette dernière a été constituée en application des articles L.1424-8-1 à L.1424-8-8 du code général des collectivités territoriales.

Ce PCS peut être complété par diverses mesures que l'on retrouvera à l'article 3 du décret sus-visé.

Ce PCS est mis à jour par l'actualisation de l'annuaire opérationnel. Il est révisé en fonction de la connaissance et de l'évolution des risques ainsi que des modifications apportées aux éléments mentionnés à l'article 3 du décret. Dans tous les cas, le délai de révision ne peut excéder cinq ans. L'existence du PCS est portée à la connaissance du public. Il est consultable en mairie (article 6).

Il devra être élaboré dans un délai de 2 ans suivant l'approbation du PPRi par le préfet (article 8 du décret).

5.6 – LA PRÉVISION DES CRUES ET LES REPÈRES DE CRUES :

(articles 41 et 42 de la loi n°2003-699 du 30 juil let 2003)

L'organisation de la surveillance, de la prévision et de la transmission de l'information sur les crues est assurée par l'Etat.

Dans les zones exposées au risque d'inondations, le maire, avec l'assistance des services de l'Etat compétents, procède à l'inventaire des repères de crues existant sur le territoire communal et établit les repères correspondant aux crues historiques ou aux nouvelles crues exceptionnelles. La commune ou le groupement de collectivités territoriales compétent, matérialise, entretient et protège ces repères.

Un décret en Conseil d'Etat fixera les conditions d'application du présent article.

5.7 – L'INFORMATION DES ACQUÉREURS OU LOCATAIRES :

Le décret n°2205-134 du 15 février 2005 pris pour application de l'article 77 de la loi du 30 juillet 2003, prévoit que les acquéreurs et les locataires de biens immobiliers situés dans des zones couvertes par un PPR, prescrit ou approuvé, soient informés par le vendeur ou le bailleur de l'existence des risques.

L'état des risques et sa note d'information sont téléchargeables sur les sites :

www.prim.net/IAL.doc

[www.vosges.pref.gouv.fr/sécurité/sécurité_civile/information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers](http://www.vosges.pref.gouv.fr/sécurité/sécurité_civile/information_des_acquereurs_et_des_locataires_de_biens_immobiliers)

6 - GLOSSAIRE

Aléa : événement potentiellement dangereux. On appelle également aléa la probabilité de survenue de ce phénomène en un endroit donné au cours d'une période déterminée (phénomène naturel d'occurrence et d'intensité données).

Atterrissement : amas de terres, de sables, de graviers, de galets apportés par les eaux.

Centre urbain : il se caractérise notamment par son histoire, une occupation du sol de fait importante, une continuité bâtie et la mixité des usages entre logements, commerces et services (circulaire du 24 avril 1996).

Compensations : mesures décidées pour contrebalancer les impacts négatifs sur la ligne d'eau, d'un ouvrage, d'une activité, d'une construction, ..., qui serait néanmoins autorisé.

Cote de référence : cote de la crue de référence au lieu d'implantation de la réalisation (ces cotes figurent sur les plans de zonage et dans le cas d'une implantation entre 2 cotes, une règle de 3 permet généralement de trouver la cote de référence du lieu considéré).

Crue : période de hautes eaux, de durée plus ou moins longue, consécutive à des averses plus ou moins importantes et/ou à la fonte de neige.

Dispositions constructives : mesures qu'il appartient au constructeur de concevoir et de mettre en œuvre afin d'assurer l'intégralité de son ouvrage ; elles relèvent du code de la construction et non du permis de construire.

Emprise au sol : c'est la surface hors œuvre brute édiflée sur le sol (dans le cas d'un ouvrage sur pilotis ou toutes autres formes particulières, l'emprise au sol sera la projection verticale du volume hors œuvre du premier plancher habitable).

Enjeux : personnes, biens, activités, moyens, patrimoine susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel (avec appréciations des situations présentes et futures). Ils comprennent les zones d'expansion de crues, les espaces urbanisés, les établissements recevant du public, les équipements sensibles, les établissements industriels et commerciaux, les voies de circulation et les zones qui pourraient offrir des possibilités d'aménagement.

Exutoire : point le plus en aval ou le plus bas d'un réseau, où passent toutes les eaux drainées.

Lit majeur : lit maximum qu'occupe les eaux d'un cours d'eau en épisode de très hautes eaux, en particulier lors de la plus grande crue historique. Il est constitué de la zone de divagation de la rivière.

Lit mineur : c'est le lit ordinaire de la rivière, qu'occupent les eaux du cours d'eau en débit de plein bord, c'est-à-dire jusqu'en sommet de berge.

Maître d'œuvre : concepteur ou directeur des travaux, chargés de la réalisation de l'ouvrage pour le compte du maître d'ouvrage.

Maître d'ouvrage : personne physique ou morale pour le compte de laquelle un ouvrage est réalisé, propriétaire et financeur de l'ouvrage.

PHEC : plus hautes eaux connues.

PPR : plan de prévention des risques. Il délimite les zones exposées aux risques et définit des mesures de prévention, protection et sauvegarde des personnes et des biens vis-à-vis de l'impact néfaste des événements exceptionnels.

Prévention : ensemble des dispositions visant à réduire l'impact d'un phénomène naturel (connaissance des aléas, réglementation de l'occupation des sols, mesures actives et passives de protection, information préventive, prévisions, alerte, plans de secours ...).

Produits dangereux :

R14 : réagit violemment au contact de l'eau,
R29 : au contact de l'eau, dégage des gaz toxiques,
R50 : très toxiques pour les organismes aquatiques,
R51 : toxiques pour les organismes aquatiques,
R52 : nocifs pour les organismes aquatiques,
R53 : peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique,
R54 : toxiques pour la flore,
R55 : toxiques pour la faune,
R56 : toxiques pour les organismes du sol,
R58 : peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement.

Ripisylve : désigne les formations végétales qui croissent le long des cours ou de plans d'eau dans la zone frontière entre l'eau et la terre.

Risque : il est la résultante d'enjeux soumis à un aléa. S'il n'y a pas d'enjeux, le risque est nul, quel que soit l'aléa. (voir aussi vulnérabilité)

Risque majeur : risque lié à un aléa d'origine naturelle ou anthropique dont les effets prévisibles mettent en jeu un grand nombre de personnes, avec des dommages importants et dépassant les capacités de réaction des instances directement concernées.

Servitude d'utilité publique : charge instituée en vertu d'une législation propre affectant l'utilisation du sol ; elle doit figurer en annexe au POS/PLU.

SHOB : (surface hors œuvre brute) la surface de plancher hors œuvre brute d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau de la construction.

Signal national d'alerte : émis par sirène (de la protection civile ou installée sur un bâtiment communal ou un véhicule), il est constitué d'un signal montant et descendant durant une minute et répété trois fois à intervalles de cinq secondes. Il correspond à la consigne « confinez-vous et écoutez la radio ». Le signal de fin d'alerte est un son continu de trente secondes.

Vulnérabilité : au sens le plus large, exprime le niveau de conséquences prévisibles d'un phénomène naturel (ou aléa) sur les enjeux. (voir aussi risque)

Zones d'écoulement : il s'agit des zones du champ d'inondation dans lesquelles l'eau a une vitesse non nulle.

Zones d'expansion de crues : il s'agit des zones du champ d'inondation dans lesquelles l'eau a une vitesse faible ou négligeable, mais qui servent à stocker d'importants volumes d'eau en période de crue. Leur protection est impérative.

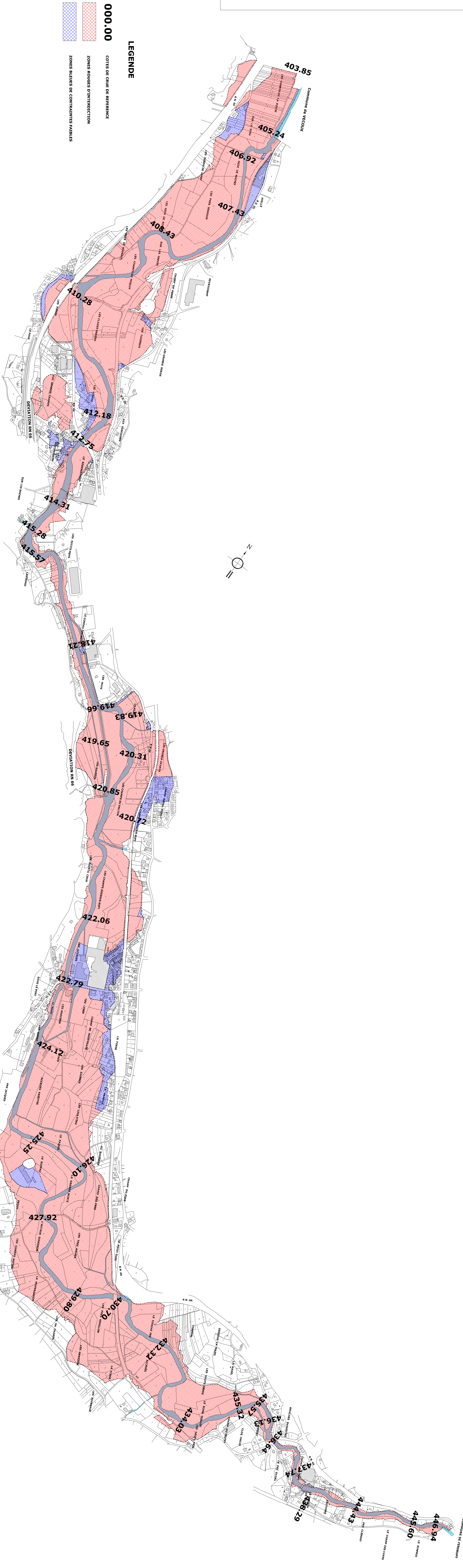
Commune de RUPT sur Moselle

PLAN DE ZONAGE

Echelle 1/2500

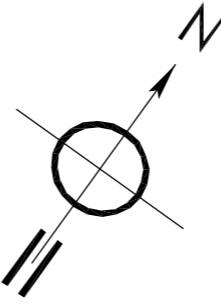
Vu et approuvé à mon arrêté préfectoral n° 105/08/DPE du 18 Novembre 2008

Le Préfet



LEGENDE

- 000.00 COTES DE CRUE DE REFERENCE
- 000.00 ZONES ROUGES D'INTERDICTION
- 000.00 ZONES BLEUES DE CONTRAINTES FAIBLES



DEPARTEMENT DES VOSGES

COMMUNE DE RUPT SUR MOSELLE

DELIMITATION DES ZONES HUMIDE





◀ Les bords de cours d'eau



▶ Les dépressions arrière dunaires



◄ Les estuaires, vasières littorales, marais et prés salés



▼ Les bois humides

▼ Les prairies



▼ Les mégaphorbiaies*



La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 définit pour la première fois, dans la législation française, les zones humides. Il s'agit des « terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles* pendant une partie de l'année ». - Article L211-1 du code de l'environnement



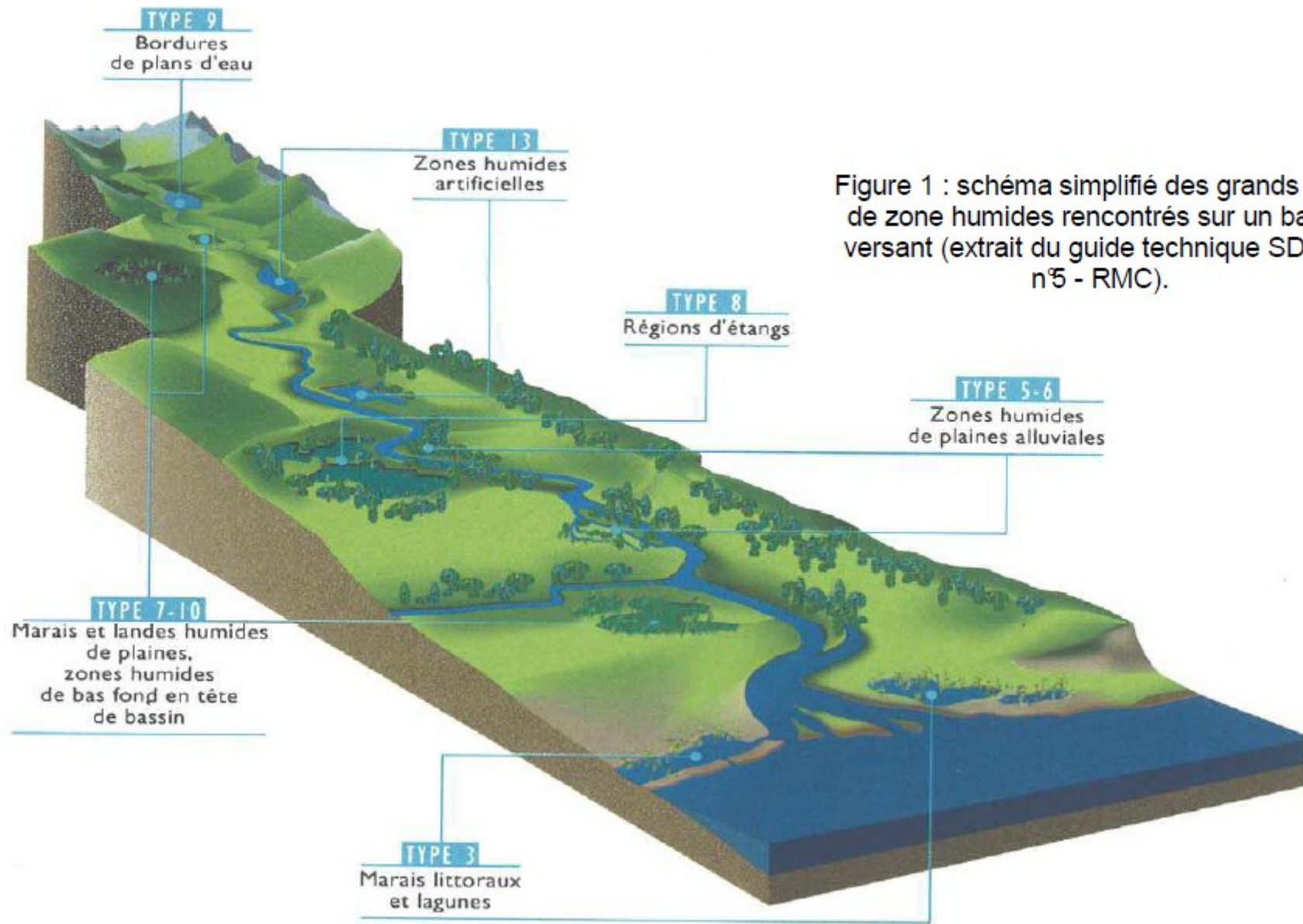


Figure 1 : schéma simplifié des grands types de zone humides rencontrés sur un bassin versant (extrait du guide technique SDAGE n°5 - RMC).



Des milieux aux fonctions et valeurs multiples ...

Valeurs économiques

- | Production végétale, aquaculture, tourisme

Valeurs culturelles et paysagères

- | Supports de légendes et de littérature
- | Ouverture des perspectives paysagères

Fonctions biologiques

- | Habitats diversifiés, réservoirs de diversité biologique, flore et faune spécifiques
- | Stockage de carbone

Zones humides

Valeurs sociales et récréatives

- | Pêche, chasse
- | Promenades
- | Loisirs naturalistes et supports pour l'éducation à l'environnement

Fonctions de régulation en quantité et en qualité de la ressource en eau

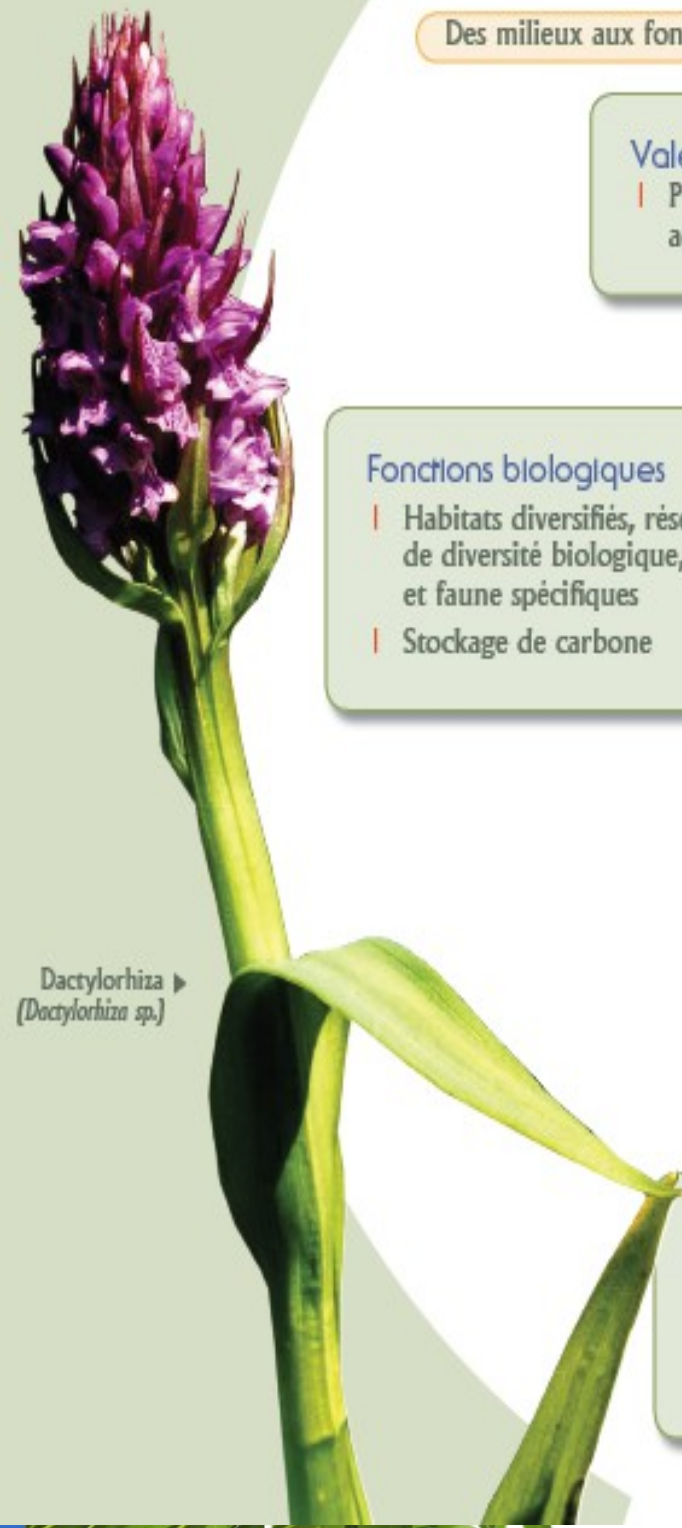
Fonctions hydrauliques

- Régulation des débits
 - Ecrêtement des crues
 - Stockage de l'eau

Fonctions épuratrices

- | Dénitrification*, déphosphatation*
- | Rétention des toxiques, micropolluants
- | Interception des matières en suspension

Dactylorhiza ▶
(*Dactylorhiza* sp.)



... mais menacés

Des pratiques destructrices

Remblais et décharges :

accumulation de gravats, déblais, provenant de chantiers de voirie, de construction ou de démolition, dépôts divers de types ménagers, agricoles ou industriels

○ réduction de la zone humide et suppression de ses fonctions, pollution de l'eau et des sols, modification de la végétation des zones humides au profit d'espèces rudérales*

Des pratiques inadaptées

Drainage :

drainage des zones humides afin de permettre le travail du sol

○ réduction de la surface des zones humides, perte totale ou partielle des fonctions épuratrices et hydrauliques du milieu, dégradation de la ressource en eau

Surexploitation agricole :

retournement et conversion en culture d'une prairie humide, pression élevée de pâturage

○ dégradation de la zone humide, minéralisation, libération d'azote et de dioxyde de carbone

L'aménagement

Urbanisation - Aménagement routier

○ disparition de la zone humide et de l'ensemble de ses fonctions, dégradation de la ressource en eau, accroissement du risque d'inondation

Des
milieux
menacés par :

L'absence d'entretien

Abandon, déprise agricole

○ uniformisation des paysages, suppression des perspectives

Prolifération d'espèces invasives*

○ atteinte aux milieux naturels locaux incitant à des pratiques dégradant la zone humide

La modification de l'hydrologie

Rectification des cours d'eau et canalisation

○ limite du champ d'expansion et accélération de la vitesse de l'eau, réduction des contacts et des relations zones humides-cours d'eau

Création de plans d'eau

○ modification de l'hydrographie du site, perte d'eau par évaporation, dégradation de la qualité écologique des eaux



Méthodologie



PROCEDURE DE DELIMITATION DES ZONES HUMIDES

Une zone humide peut être repérée par



Des critères botaniques

1- Végétation caractéristique d'un habitat humide

Identifier l'habitat caractéristique d'une zone humide selon la liste nationale des habitats Corine Biotopes annexés à l'arrêté du 24 juin 2008

2- Présence d'espèces indicatrices des zones humides

Le protocole de terrain est décrit dans l'arrêté du 24 juin 2008 et illustré dans la circulaire (§2.4.2). Une liste nationale des espèces végétales indicatrices de zones humides est annexée à l'arrêté.

Des critères pédologiques

Trois grands types de sols, caractéristiques des zones humides, peuvent être repérés par un sondage à la tarière à main d'une profondeur de l'ordre de 1 mètre :

- sols rédoxiques (engorgement temporaire)
- sols réductiques (engorgement quasi-permanent)
- sols tourbeux (engorgement permanent)

Pour les sols alluviaux, calcaires ou sableux, développés dans des matériaux très pauvres en fer ou ne subissant pas de phénomènes réductiques, une expertise supplémentaire est nécessaire pour apprécier la saturation prolongée par l'eau dans les 50 premiers centimètres du sol.



« ... I. - Les critères à retenir pour la définition des zones humides mentionnées au 1° du I de l'article L. 211-1 susvisé du code de l'environnement sont relatifs à la morphologie des sols liée à la présence prolongée d'eau d'origine naturelle et à la présence éventuelle de plantes hygrophiles. Celles-ci sont définies à partir de listes établies par région biogéographique.

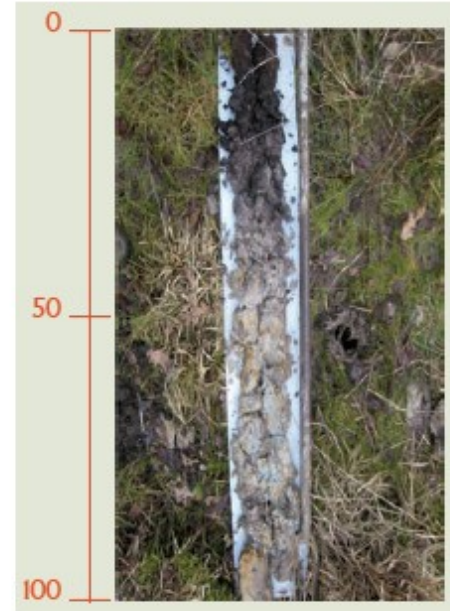
En l'absence de végétation hygrophile, la morphologie des sols suffit à définir une zone humide.

Sol rédoxique Engorgement temporaire

Taches rouilles ou brunes (fer oxydé) associées ou non à des taches décolorées

- Débutant à moins de 25 cm de la surface du sol et se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur.

- Débutant à moins de 50 cm de la surface du sol, se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur associé à des traits réductiques apparaissant au moins entre 80 et 120 cm de profondeur.



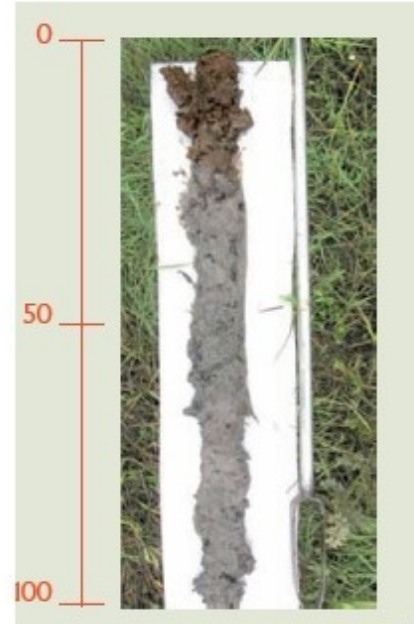
Horizon rédoxique « g »		Tâches d'oxydation (rouilles, ocre, orange et de déferrification grises) dans une matrice brune
		Tâche de déferrification ou de réduction (gris ou brun gris)
		Nodules ferro-manganiques (noirs ou bruns foncés, tendres ou durs)

Caractérisation de l'hydromorphie

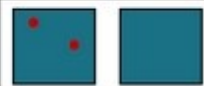


Sol réductique
Engorgement quasi-permanent

*Couleur gris bleuâtre à gris
Débutant à moins de 50 cm
de la surface du sol*



Horizon
réductique
« G »




Réduction (bleu, vert, bleu-vert) dans la nappe et tâche
d'oxydation sur fond bleu (rouilles, ocre, oranges) dans la zone
temporairement réoxygénée de battement de la nappe

Sol tourbeux Engorgement permanent

*Matériaux organiques plus ou moins décomposés, de couleur foncé.
Horizon tourbeux débutant entre la surface et 50 cm de profondeur et d'une épaisseur d'au moins 50 cm.*



Horizon H		Couleur noirâtre et aspects fibreux
-----------	---	-------------------------------------

Caractérisation de l'hydromorphie



Examen phytosociologique (Habitats) et biologique (plantes)

La définition donnée par la loi sur l'eau mentionne la présence d'une végétation dominée par des **plantes hygrophiles**. Cette présence n'est pas obligatoire, la loi prenant soin de préciser « *la végétation, quand elle existe* ».

Les habitats

« ... L'examen des habitats consiste à déterminer si ceux-ci correspondent à un ou des **habitats caractéristiques des zones humides**, c'est-à-dire à un ou des **habitats cotés « 1 »** dans l'une des listes figurant à l'annexe 2.2.2. de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009 ... ».

« ... La mention « **H** » dans ces listes, signifie que cet habitat ainsi que, le cas échéant, **tous les habitats des niveaux hiérarchiques inférieurs sont caractéristiques de zones humides**. La limite de la zone humide correspond alors au contour de cet espace auquel sont joints, le cas échéant, les espaces identifiés comme humides d'après le critère relatif aux sols ... »

PROCEDURE DE DELIMITATION DES ZONES HUMIDES



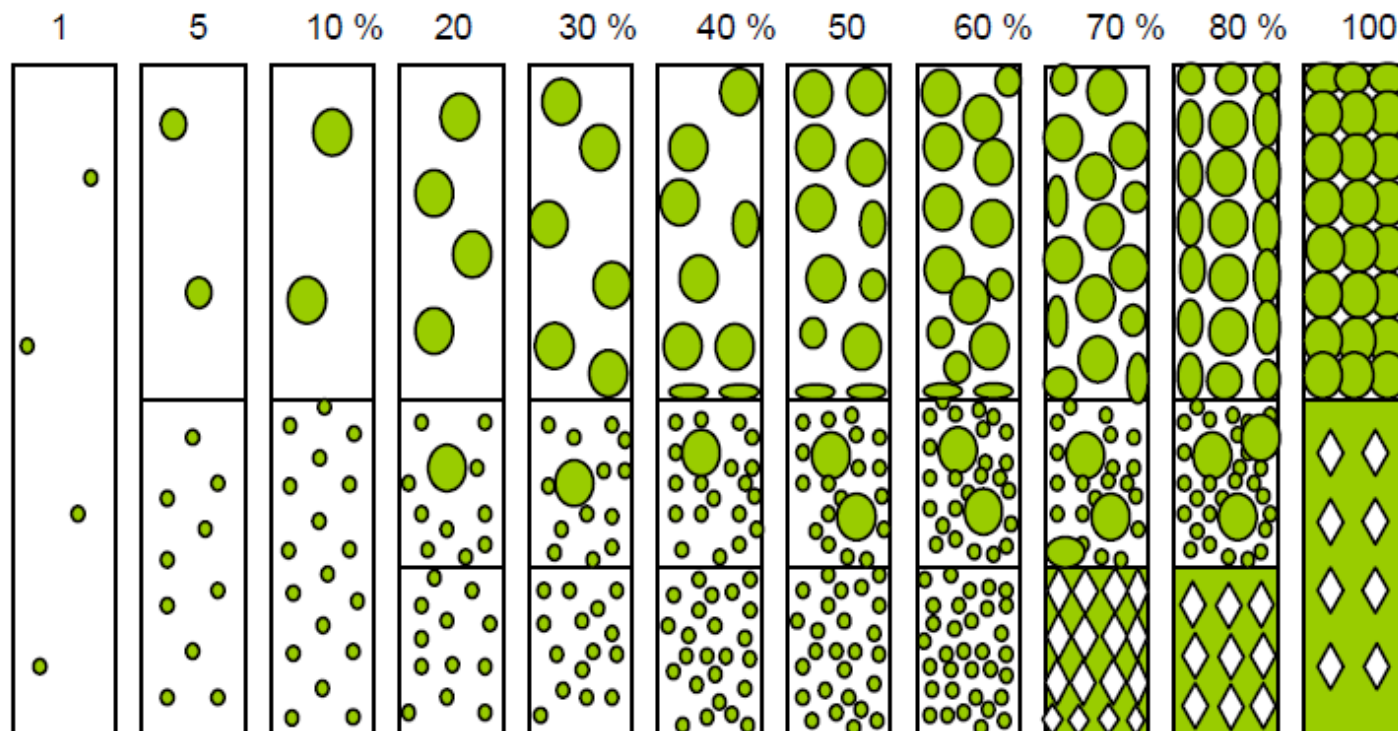
Outils pour les espèces

Comment établir la dominance ?

La dominance peut être évaluée par « projection verticale au sol de la partie aérienne des végétaux »

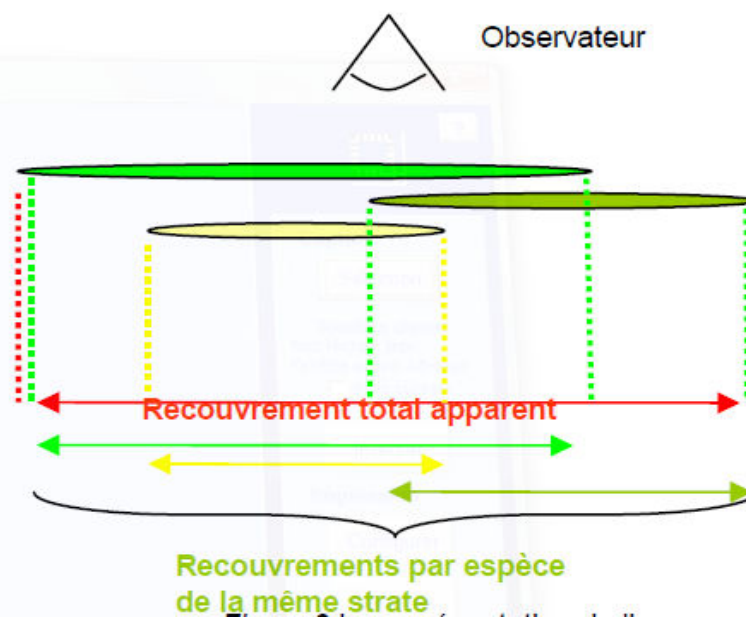
Figure 6 a :
pourcentage de recouvrement
selon le type de répartition des
espèces (grégaire ou
homogène) - N.
Fromont d'après PRODON)

Lorsque, au sein d'une même strate, des individus de plusieurs espèces se chevauchent dans l'espace, la somme des recouvrements peut dépasser le recouvrement noté pour l'ensemble de cette strate



Protocole extrait de l'arrêté :

« ... - sur une placette circulaire globalement homogène du point de vue des conditions météorologiques et de végétation, d'un rayon de 3 ou 6 ou 12 pas (soit un rayon entre 1,5 et 10 mètres) selon que l'on est en milieu respectivement herbacé, arbustif ou arborescent, effectuer une estimation visuelle du pourcentage de recouvrement des espèces pour chaque strate de végétation (herbacée, arbustive ou arborescente) en travaillant par ordre décroissant de recouvrement ;



PROCEDURE DE DELIMITATION DES ZONES HUMIDES

Alnus glutinosa



Molinia caerulea



Filipendula ulmaria



Angelica sylvestris





Notation



La notation repose
sur le fonctionnement
des Zones Humides :



Deux thèmes majeurs peuvent être
identifiés:

- Thème hydraulique

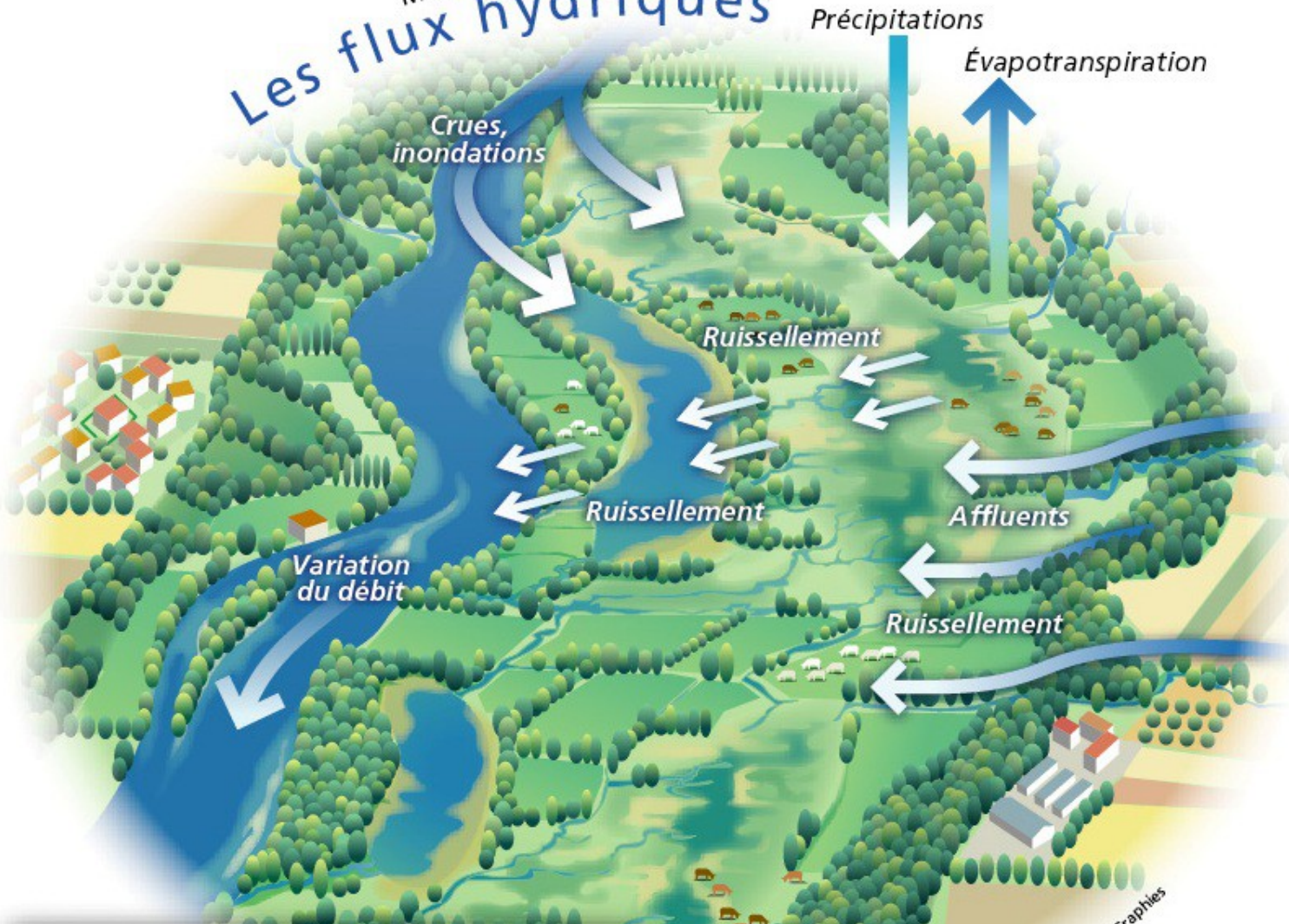
Avec ses deux composantes
hydraulique et physico-chimique

- Thème biologique



Les flux hydriques

Marais et prairies humides



Fonctions: les milieux humides sont des « éponges naturelles » qui reçoivent de l'eau, la stockent et la restituent.

Expansion des crues :

Régulation des débits d'étiage :

Recharge des nappes :

Recharge du débit solide des cours d'eau :



Les flux minéraux


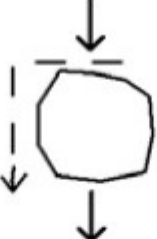


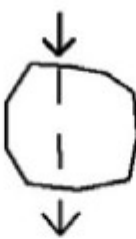



Fonctions : elles sont aussi des « filtres naturels », les "reins" des bassins versants qui reçoivent des matières minérales et organiques, les emmagasinent, les transforment et/ou les retournent à l'environnement.

La fonction hydraulique est décrite par le régime de submersion, le type de milieu (chaque type de milieu à des capacités auto-épurations différentes), et le schéma de connexion. Une notation est attribuée à cette fonction et va de 1 à 6 (1 étant la note la plus défavorable et 6 la plus favorable)



Schéma de connexion de la zone humide :

					
<i>Type 1</i>	<i>Type 2</i>	<i>Type 3</i>	<i>Type 4</i>	<i>Type 5</i>	<i>Type 6</i>
Pas d'altération, fonctionnement naturel ou semi-naturel	Altération des entrées d'eau	Altération des sorties d'eau	Altération de l'entrée et de la sortie d'eau	Altération du transit de l'eau (type fossé ou cours d'eau surcreusé)	Création de plans d'eau ou de mares
6	5	4	3	2	1

Les flux organiques



Fonctions : Les conditions hydrologiques et chimiques permettent un développement extraordinaire de la vie dans les milieux humides.



La fonction biologique est appréciée en fonction de la présence d'habitats, ou espèces végétales ou animales remarquable . Chaque site sera indexé par un indice allant de 1 à 4 en fonction de son intérêt.



APRES INVENTAIRE DE TERRAIN (application du cahier des charges MISEN)

Type ZH	<u>Type 1</u> Zone humide remarquable	<u>Type 2</u> Zone humide d'intérêt moyen à fort	<u>Type 3</u> Zone humide « ordinaire »
Critères de sélection	<ul style="list-style-type: none"> - Site identifié par le SDAGE et la DREAL (notamment Zone Humide Remarquable du SDAGE dont la cartographie peut être obtenue auprès de la DDT 88) ; - Tourbière ; - Habitat accueillant des espèces protégées¹ ; - Habitat déterminant ZNIEFF² codé 1. 	<ul style="list-style-type: none"> - Habitat déterminant ZNIEFF² codé 2 ou 3 ; - Tout milieu ou habitat constituant une trame bleue (notamment identifiée au Schéma Régional de Cohérence Écologique SRCE) ou corridor écologique (identifié par un SCOT, à l'occasion du PLU ou autre) ; - Intérêt hydrologique variable³ (important à faible). 	Zone humide ne répondant à aucun des critères précédents mais identifiée par la mise en application du cahier des charges MISEN/DDT.



Cas 1 Zone Humide à préserver obligatoirement



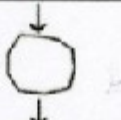
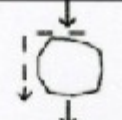


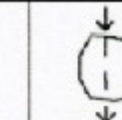
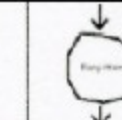
Cas 2 Zone Humide dont les fonctions doivent être préservées (Mise en place d'écoquartier ou de pratiques agricoles adaptées)



Cas 3 Possibilité d'aménagements avec mise en oeuvre de mesures compensatoires

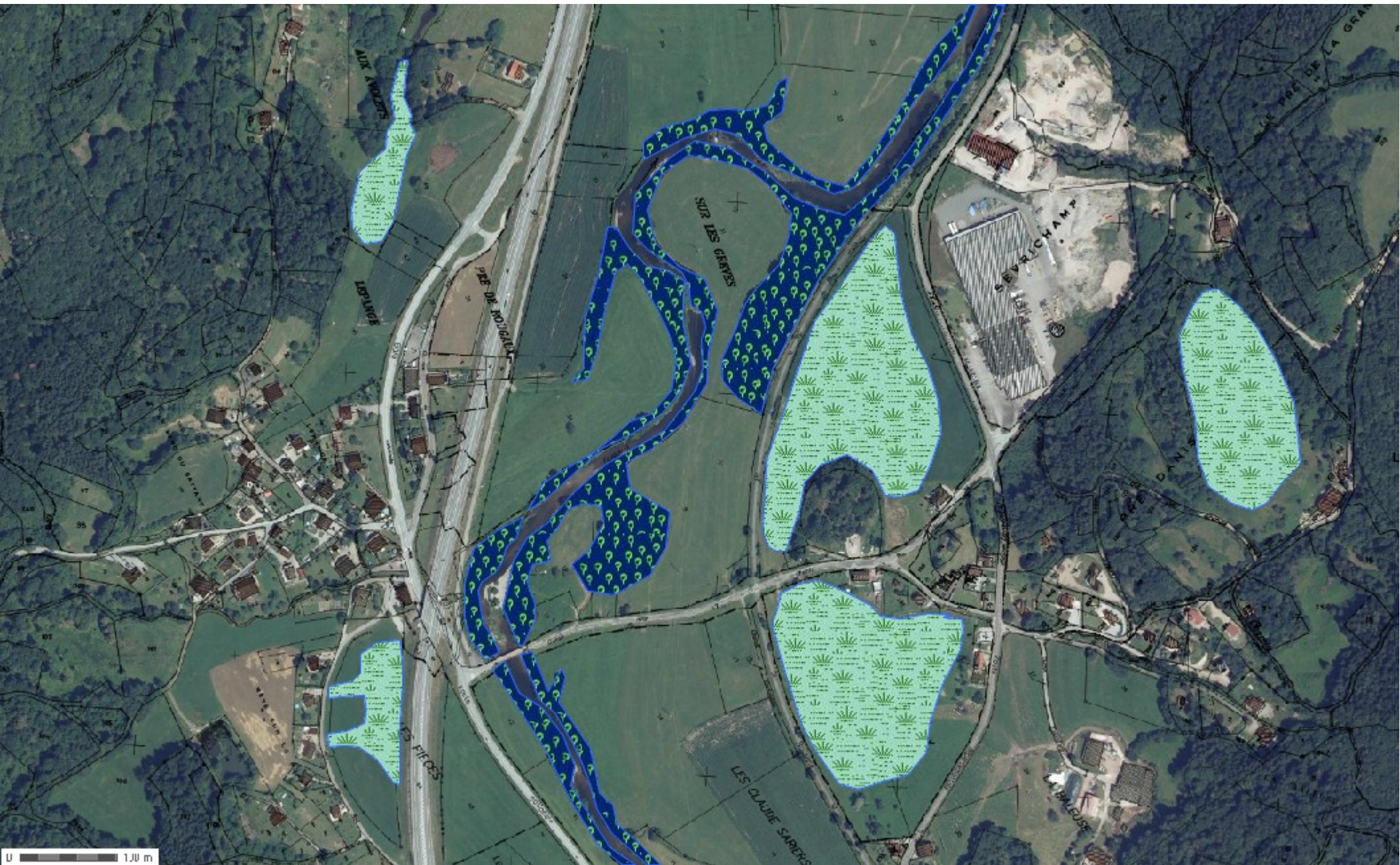


APRES INVENTAIRE DE TERRAIN (application du cahier des charges MISEN)

Type ZH	Type 1 Zone humide remarquable	Type 2 Zone humide d'intérêt moyen à fort	Type 3 Zone humide « ordinaire »				
Critères de sélection	<ul style="list-style-type: none"> - Site identifié par le SDAGE et la DREAL (notamment Zone Humide Remarquable du SDAGE dont la cartographie peut être obtenue auprès de la DDT 88) ; - Tourbière ; - Habitat accueillant des espèces protégées¹ ; - Habitat déterminant ZNIEFF² codé 1. 	<ul style="list-style-type: none"> - Habitat déterminant ZNIEFF² codé 2 ou 3 ; - Tout milieu ou habitat constituant une trame bleue (notamment identifiée au Schéma Régional de Cohérence Écologique SRCE) ou corridor écologique (identifié par un SCOT, à l'occasion du PLU ou autre) ; - Intérêt hydrologique variable³ (important à faible). 	<p>Zone humide ne répondant à aucun des critères précédents mais identifiée par la mise en application du cahier des charges MISEN/DDT.</p>				
		 <p>Pas d'altération, fonctionnement naturel ou semi-naturel</p>	 <p>Altération des entrées d'eau</p>	 <p>Altération des sorties d'eau</p>	 <p>Altération de l'entrée et de la sortie d'eau</p>	 <p>Altération du transit de l'eau (type fossé ou cours d'eau surélevé)</p>	 <p>Création de plans d'eau ou de mares</p>

COMMUNE DE RUPT SUR MOSELLE

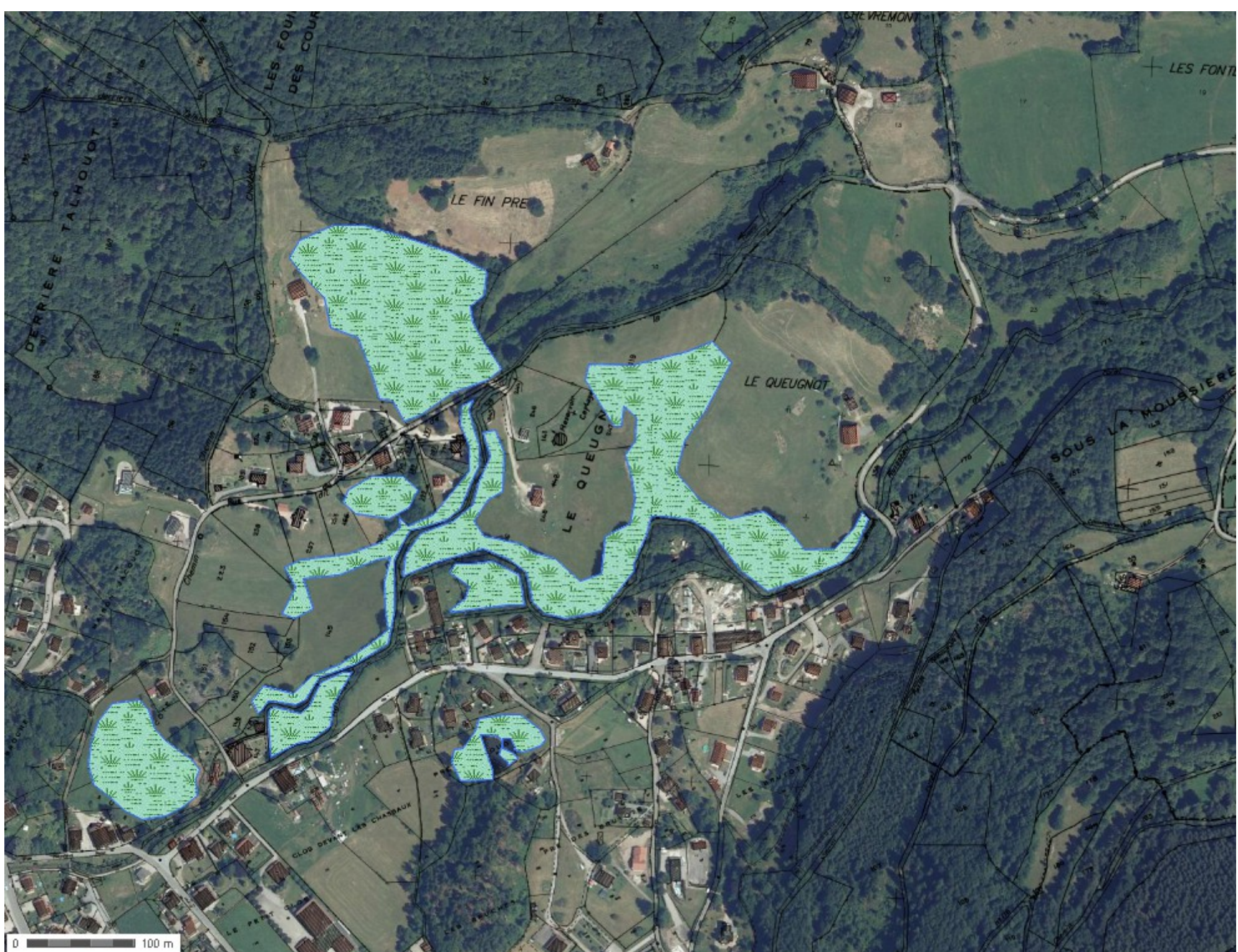


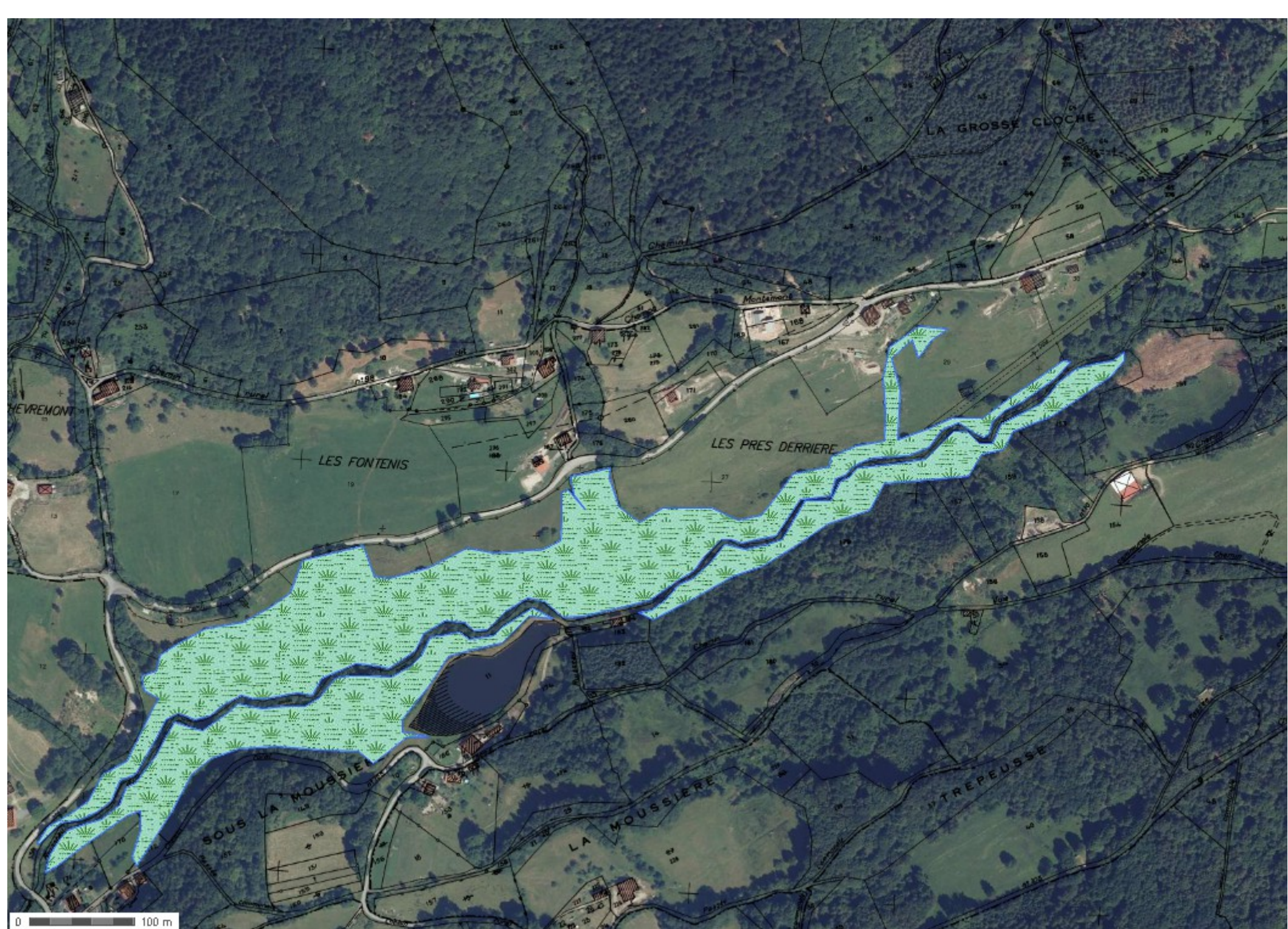




0 100 m











0 100 m



LAMPIAY

CAMP DU GE

LA GRANDE MORTE

LES CURIEUX

LA COTE MARTIN

LE BENNEVISE

Rue de Flor-le-Duc

LA MAXEL

0 100 m



INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES

COMMUNE DE RUPT SUR MOSELLE DEPARTEMENT DES VOSGES



Table des matières

I - INTRODUCTION ET OBJET DE LA MISSION	3
I.1 - INTRODUCTION.....	3
I.2 - RAPPEL LEGISLATIF.....	3
I.3 - OBJET DE LA MISSION.....	4
II - METHODOLOGIE.....	5
II.1 - ÉTAT DES LIEUX ET PRÉ-LOCALISATION DES ZONES HUMIDES.....	6
II.2 - DÉTERMINATION DE LA NATURE DES MILIEUX (PERTURBÉS OU NON).....	6
II.3 - RELEVÉ DE TERRAIN.....	7
II.3.1 - Cadre général :.....	7
II.3.2 - Cadre technique:.....	7
II.3.3 - Examen pédologique (concernant les milieux perturbés).....	8
II.3.4 - Examen phytosociologique (Habitats) et biologique (plantes):.....	12
II.4 - HIERARCHISATION DES ZONES HUMIDES.....	14
II.4.1 - Fonction des zones humides.....	14
II.4.2 - Principe de Hiérarchisation des zones humides.....	17
II.5 – Élaboration des fiches « Zone Humide ».....	18
II.5.1 - Description générale de la zone.....	18
II.5.2 - Caractère remarquables de la zone :.....	18
II.5.3 - Régime hydrologique de la zone humide.....	19
II.5.4 – Modèle de fiche.....	20
III - INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES DE LA COMMUNE DE RUPT SUR MOSELLE.....	22
III.1 – Contexte géographique.....	22
III.1 - Contexte géologique	23
III.2- Contexte pédologique	25
III.4 - Contexte hydraulique.....	26
III.5 - Contexte naturel	26
III.6 - Résultats des investigations.....	29
III.6.1 - Résultats généraux.....	29
III.6.2 - Résultats pédologiques.....	29
III.6.3 - Typologie Code Corine.....	31
III.6.4 - Description des zones humides.....	34

I - INTRODUCTION ET OBJET DE LA MISSION

I.1 - INTRODUCTION

Les zones humides, espaces de transition entre terre et eau, ont longtemps été considérées comme des lieux insalubres ou inutiles. Jusqu'à un passé récent, l'homme n'a cessé de les assécher, via le drainage et le remblaiement afin d'y exercer ses activités (habitat, agriculture,...)

Les zones humides sont bien représentées dans les Vosges et aujourd'hui, on s'aperçoit de l'importance de ces milieux par leurs rôles multiples :

- stockage des eaux de crue,
- régulation des débits (d'étiage, des crues, d'inondations, érosion, coulées de boue)
- recharge des nappes phréatiques,
- auto-épuration de l'eau directe de l'eau,
- filtration des eaux de ruissellement sur parcelles agricoles,
- filtration des eaux de débordement et de ruissellement pour l'alimentation des nappes en eau de qualité,
- production de biomasse (poissons, pâture...).

Ainsi, les zones humides sont des éléments centraux de l'équilibre des bassins versants et sont considérées comme de véritables infrastructures naturelles.

Enfin, les zones humides sont aussi des milieux possédant un riche patrimoine naturel avec un fort potentiel économique par biais des intérêts forestiers, agricoles et également touristiques, et pédagogiques. Il convient donc de bien les connaître et d'en faire l'inventaire.

I.2 - RAPPEL LEGISLATIF

Les dispositions de la Loi du 3 janvier 1992, dite **Loi sur l'Eau** ont pour objet une **gestion équilibrée de la ressource en eau**.

La Directive Cadre sur l'Eau (**DCE**) du 23 octobre 2000 (transposée dans le droit français en 2004), qui fixe l'**objectif de bon état des eaux à horizon 2015**, a rappelé l'importance du rôle des zones humides pour atteindre cet objectif.

L'article L.211-1 du Code de l'environnement, modifié par la Loi Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite Grenelle II du 12 juillet 2010, précise aujourd'hui que la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau prend en compte les adaptations nécessaires au changement climatique et vise notamment à la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides.

Ce même article définit les **zones humides** comme « *les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année* ».

La Loi sur le Développement des Territoires Ruraux (DTR) du 23 février 2005, la Loi Risques (qui fait référence aux crues notamment) et la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 sont autant de textes qui rappellent que la préservation et la gestion durable des zones humides sont d'intérêt général, comme l'affirme l'article L.211-1-1 du Code de l'environnement.

Il y a donc aujourd'hui une reconnaissance politique à la préservation des zones humides et le Code de l'environnement impose de mieux les identifier et d'assurer la cohérence des diverses politiques et des financements publics relatifs à cette thématique.

D'autre part, les **documents d'urbanisme** (SCOT, PLU et Cartes Communales) doivent être compatibles avec les orientations du SDAGE (et des SAGE lorsque ces derniers existent) qui décline les orientations de la DCE à l'échelle du bassin-versant.

Dans ce contexte juridique et environnemental particulier, il est nécessaire que les zones humides soient identifiées et délimitées au niveau local, de façon à permettre une prise en compte de ces milieux à l'amont de tout projet d'aménagement, et une préservation à long terme.

C'est la raison pour laquelle la commune de RUPT SUR MOSELLE a souhaité, dans le cadre de l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme, réaliser un inventaire des zones humides sur les zones potentiellement concernées par le périmètre ouvert à l'urbanisation et sur les parcelles susceptibles d'être urbanisées.

I.3 - OBJET DE LA MISSION

L'objet de la mission est la réalisation de l'inventaire des zones humides du territoire de la commune de RUPT SUR MOSELLE, en deux phases : identification, délimitation et description des zones humides présentes, puis hiérarchisation des sites identifiés selon leur degré d'intérêt et intégration au document d'urbanisme.

L'inventaire des zones humides a été réalisé pour l'ensemble des zones urbanisables et à urbaniser.

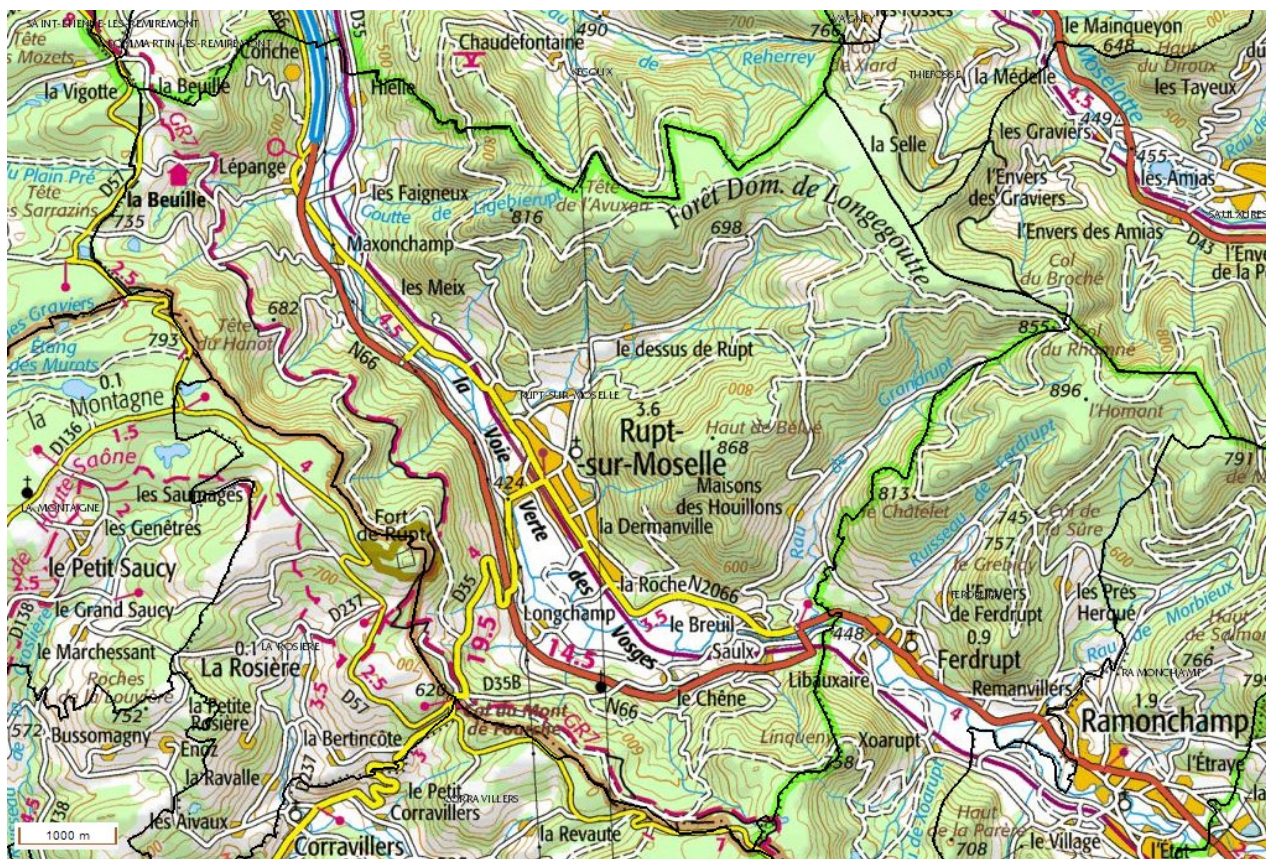


Figure 1 – Situation géographique

II - METHODOLOGIE

Les critères à retenir pour la définition des zones humides mentionnées à l'article L211-1 susvisé du code de l'environnement sont relatifs à la morphologie des sols, elle-même liée à la présence prolongée d'eau d'origine naturelle et à la présence éventuelle de plantes hygrophiles. Celles-ci sont définies à partir de listes établies par régions biogéographiques.

En l'absence de végétation hygrophile, la morphologie des sols suffit à définir une zone humide (Décret n° 2007-135 du 30 janvier 2007, Article R211-108 du code de l'environnement) :

- La délimitation des zones humides est effectuée à l'aide des cotes de crue ou de niveau phréatique, ou des fréquences et amplitudes des marées, pertinentes au regard des critères relatifs à la morphologie des sols et à la végétation.
- Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux cours d'eau, aux plans d'eau et aux canaux, ainsi qu'aux infrastructures créées en vue du traitement des eaux usées ou des eaux pluviales.

La méthodologie employée pour déterminer et délimiter les zones humides respecte et suit en tout point l'arrêté du 24 juin 2008 modifié précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides et les circulaires du 25 août 2008 et du 18 janvier 2010 relatives à la délimitation des zones humides en application des articles L.214-7-1 et R.211-108 du code de l'environnement.

Les différentes étapes de la délimitation des zones humides sont les suivantes :

ETAPE 1 : ÉTAT DES LIEUX ET PRÉ-LOCALISATION DES ZONES HUMIDES

ETAPE 2 : DÉTERMINATION DE LA NATURE DES MILIEUX (PERTURBÉS OU NON) ETAPE 3 : RELEVÉ DE TERRAIN

ETAPE 4: HIERARCHISATION DES ZONES HUMIDES

II.1 - ÉTAT DES LIEUX ET PRÉ-LOCALISATION DES ZONES HUMIDES

Cadre général :

Avant de mettre en œuvre l'inventaire des zones humides sur la commune de RUPT SUR MOSELLE, nous avons effectué le bilan des données existantes sur le territoire d'études et dresser une cartographie.

Cadre technique :

Les documents suivants serviront de base pour essayer de localiser les sites où la probabilité de trouver une zone humide est forte :

- les inventaires locaux réalisés sur le département,
- les inventaires ZNIEFF*, ZICO*,
- les recensements Natura 2000,
- les étangs,
- les cartographies des zones humides potentielles éditées par la DDT,
- le fond cadastral,
- la carte IGN : toponymie, courbes de niveau, figurés particuliers,
- le tracé des cours d'eau (...),
- la carte pédologique,
- les cartes géologiques, hydrogéologiques et pédologiques,
- les photographies aériennes récentes du site,
- toutes autres données utilisables.

Une prélocalisation des sites - dans un souci de cohérence et d'harmonisation a été systématiquement réalisée. Des critères précis de probabilité de présence d'une zone humide ont été définis. Cette préparation au bureau est indispensable avant tout travail sur le terrain même si elle ne donne pas d'informations sur les micro-zones humides à repérer.

II.2 - DÉTERMINATION DE LA NATURE DES MILIEUX (PERTURBÉS OU NON)

Il s'agit de rechercher les usages et les perturbations éventuelles (drainage, comblement, submersion, creusement, ...) qui ont affecté le site, ainsi que d'évaluer le degré d'altération

du fonctionnement hydrologique du site.

Nous avons réalisé un inventaire présentant les anthroposols sur la zone d'étude. Nous distinguons deux types d'anthroposols que nous cartographions différemment :

Les anthroposols artificiels : Ce sont des sols constitués de matériaux non pédologiques d'origine anthropique et artificiel (gravats, décombres, routes, implantation de maisons,..)

Les anthroposols transformés : Ce sont des sols dont la partie supérieure du solum a été fortement transformée par des apports massifs ou de longue durée de matière organique ou minérale. Ce sont souvent les jardins potagers, parcs ...

Cette étape nous a permis d'orienter nos relevés de terrain. Ainsi sur les zones à anthroposols artificiels, nous ne pouvons pas trouver de zones humides. Nous rappelons que ce sont souvent des zones imperméabilisées (maisons, routes, accès, ...). Dans les zones à anthroposols transformés, nous introduisons une nuance. En effet, les jardins potagers, pelouses autour des maisons sont souvent exempts de zones humides et ne sont pas voués à être batis. Ces deux premières zones n'ont pas été prospectées par des sondages à la tarière. Par contre les zones à anthroposols transformés pouvant accueillir une ou plusieurs maisons ont été systématiquement prospectées.

II.3 - RELEVÉ DE TERRAIN

II.3.1 - Cadre général :

La phase de terrain a pour objectif d'identifier la zone humide, d'établir son contour et de la caractériser.

II.3.2 - Cadre technique:

L'examen des sols comme de la végétation doit donc porter prioritairement sur des points à situer de part et d'autre de la frontière supposée de la zone humide concernée par le projet, suivant des transects perpendiculaires à cette frontière. Le nombre, la répartition et la localisation précise de ces points dépendent de la taille et de l'hétérogénéité du site.

Par exemple :

- *Lorsque la végétation n'est pas présente naturellement ou n'est pas caractéristique à première vue ou dans des secteurs artificialisés ou sur des sites à faible pente, l'approche pédologique est particulièrement adaptée ;*
- *Dans des sites à fortes variations topographiques ou avec une flore très typée (certaines zones de marais ou de tourbières, par exemple), l'approche à partir de la végétation est à privilégier ;*

Les investigations de terrain ont eu lieu en mars, avril, mai 2011.

Dans tous les cas, lorsque le critère relatif à la végétation n'est pas vérifié, il convient d'examiner le critère pédologique. De même, lorsque le critère pédologique n'est pas vérifié, le critère relatif à la végétation doit être examiné.

Une zone humide peut être repérée par :



Des critères botaniques

1- Végétation caractéristique d'un habitat humide

Identifier l'habitat caractéristique d'une zone humide selon la liste nationale des habitats Corine Biotopes annexés à l'arrêté du 24 juin 2008

2- Présence d'espèces indicatrices des zones humides

Le protocole de terrain est décrit dans l'arrêté du 24 juin 2008 et illustré dans la circulaire (§2.4.2). Une liste nationale des espèces végétales indicatrices de zones humides est annexée à l'arrêté.

Des critères pédologiques

Trois grands types de sols, caractéristiques des zones humides, peuvent être repérés par un sondage à la tarière à main d'une profondeur de l'ordre de 1 mètre :

- sols rédoxiques (engorgement temporaire),
- sols réductiques (engorgement quasi-permanent),
- sols tourbeux (engorgement permanent).

Pour les sols alluviaux, calcaires ou sableux, développés dans des matériaux très pauvres en fer ou ne subissant pas de phénomènes réductiques, une expertise supplémentaire est nécessaire pour apprécier la saturation prolongée par l'eau dans les 50 premiers centimètres du sol.

II.3.3 - Examen pédologique (concernant les milieux perturbés ou en complément de l'examen phytosociologique, nous réaliserons des sondages pédologiques (1 minimum pour 1000 m²).

Pour les milieux perturbés ou en complément de l'examen phytosociologique, nous réaliserons des sondages pédologiques (1 minimum pour 1000 m²).

Chaque sondage pédologique a été réalisé à une profondeur de l'ordre de 1,20 mètres dans la mesure des possibilités. L'examen du sondage pédologique vise à vérifier la présence :

- d'horizons histiques (ou tourbeux) débutant à moins de 50 centimètres de la surface du sol et d'une épaisseur d'au moins 50 centimètres ;
- ou de traits réductiques débutant à moins de 50 centimètres de la surface du sol ;
- ou de traits rédoxiques débutant à moins de 25 centimètres de la surface du sol et se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur ;
- ou de traits rédoxiques débutant à moins de 50 centimètres de la surface du sol, se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur, et de traits réductiques apparaissant entre 80 et 120 centimètres de profondeur.

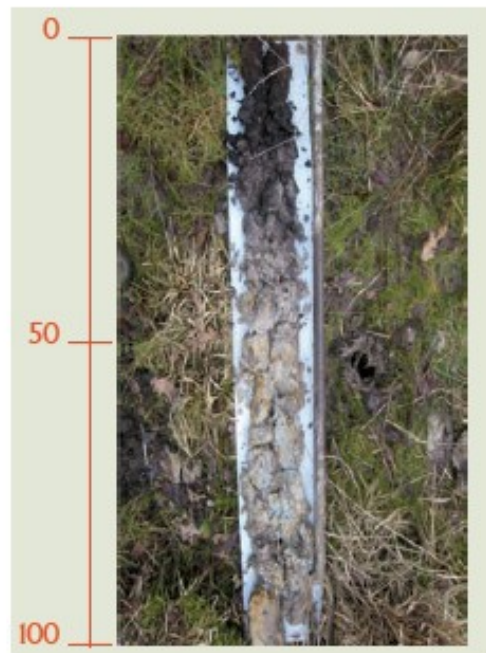
Si ces caractéristiques sont présentes, le sol peut être considéré comme « sol de zone humide ». En leur absence, il convient de vérifier les indications fournies par l'examen de la végétation ou, le cas échéant pour les cas particuliers des sols, les résultats de l'expertise des conditions hydrogéomorphologiques.

Sol rédoxique Engorgement temporaire

Taches rouilles ou brunes (fer oxydé) associées ou non à des taches décolorées

- Débutant à moins de 25 cm de la surface du sol et se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur.

- Débutant à moins de 50 cm de la surface du sol, se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur associé à des traits réductiques apparaissant au moins entre 80 et 120 cm de profondeur.



Horizon rédoxique « g »		Tâches d'oxydation (rouilles, ocre, orange et de déferrification grises) dans une matrice brune
		Tâche de déferrification ou de réduction (gris ou brun gris)
		Nodules ferro-manganiques (noirs ou bruns foncés, tendres ou durs)

Caractérisation de l'hydromorphie

Sol réductique
Engorgement quasi-permanent

Couleur gris bleuâtre à gris
Débutant à moins de 50 cm
de la surface du sol




Horizon réductique « G »		Réduction (bleu, vert, bleu-vert) dans la nappe et tâche d'oxydation sur fond bleu (rouilles, ocre, oranges) dans la zone temporairement réoxygénée de battement de la nappe
--------------------------	--	--

Caractérisation de l'hydromorphie

Sol tourbeux Engorgement permanent

*Matériaux organiques plus ou moins décomposés, de couleur foncé.
Horizon tourbeux débutant entre la surface et 50 cm de profondeur et d'une épaisseur d'au moins 50 cm.*



Horizon H		Couleur noirâtre et aspects fibreux
-----------	---	-------------------------------------

Caractérisation de l'hydromorphie

II.3.4 - Examen phytosociologique (Habitats) et biologique (plantes):

La définition donnée par la Loi sur l'eau du 3 janvier 1992 mentionne la présence d'une végétation dominée par des plantes hygrophiles. Cette présence n'est pas obligatoire, la loi prenant soin de préciser « la végétation, quand elle existe ». Toutefois, si la présence de ce type de végétation est confirmée, leur domination doit être constatée dans l'espace mais aussi dans le temps, « pendant une partie de l'année » (C. envir. art. L. 211-1). Le décret d'application confirme que le critère « plantes hygrophiles » est facultatif et qu'en son absence, la morphologie des sols suffit à définir une zone humide (C. envir., art. art. R. 211-108).

Examen phytosociologique:

Pour les milieux non perturbés, nous examinerons des unités phytosociologiques de manière précise avec **une caractérisation des zones humides selon la typologie CORINE jusqu'à un niveau à 4 chiffres.**

L'examen des habitats consiste à déterminer si ceux-ci correspondent à un ou des habitats caractéristiques des zones humides, c'est-à-dire à un ou des habitats cotés « 1 » dans l'une des listes figurant à l'annexe II (tables B et C) de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009 (1).

La mention « H » dans ces listes signifie que cet habitat ainsi que, le cas échéant, tous les habitats de niveau hiérarchique inférieur sont caractéristiques des zones humides. La limite de la zone humide correspond alors au contour de cet espace auxquels sont joints, le cas échéant, les espaces identifiés comme humides d'après le critère relatif aux sols.

Dans certains cas, l'habitat d'un niveau hiérarchique donné ne peut pas être considéré comme systématiquement ou entièrement caractéristique de zones humides, soit parce que les habitats de niveaux inférieurs ne sont pas tous humides, soit parce qu'il n'existe pas de déclinaison typologique plus précise permettant de distinguer celles typiques de zones humides. Pour ces habitats cotés « p » (*pro parte*) dans les listes données en annexe (tables B et C) de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009, il n'est pas possible de conclure sur la nature humide de la zone à partir de la seule lecture des données ou cartes relatives aux habitats. Une expertise des sols ou des espèces végétales doit être effectuée conformément aux modalités énoncées dans l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009 et dans les paragraphes 3.1 et 3.2.1 de la présente circulaire (liste en Annexe I de la présente méthodologie).

De même, lorsque les habitats de la zone étudiée ne figurent pas sur les listes données à l'annexe II de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009, c'est-à-dire ne sont pas caractéristiques de zones humides, une expertise des sols ou des espèces végétales doit être effectuée conformément aux modalités énoncées dans l'arrêté du 24 juin 2008.

Examen biologique:

L'examen de la végétation s'effectue sur des placettes positionnées de part et d'autre de la frontière supposée de la zone humide ou de la partie de la zone humide concernée par le projet en suivant des transects perpendiculaires à cette frontière et en localisant une placette par secteur homogène du point de vue des conditions de milieu.

Sur chacune des placettes, il s'agit de vérifier la présence d'espèces dominantes indicatrices de zones humides, en suivant le protocole décrit à l'annexe II (2.1.1.) de l'arrêté et en référence à la liste d'espèces fournie à l'annexe II (table A) de l'arrêté. La mention d'une espèce dans la liste des espèces indicatrices de zones humides signifie que cette espèce, ainsi que, le cas échéant, toutes les sous-espèces sont indicatrices de zones humides.

Ainsi, dans chaque formation végétale homogène nous déterminons visuellement si des indicateurs primaires liés à la végétation sont présents. Si nécessaire, nous procédons à des mesures sur des placettes-échantillons représentatives des situations rencontrées. Il est recommandé de prendre des placettes circulaires d'environ 10 m de rayon pour les espèces ligneuses et de 1,5 m pour les herbacées. Nous augmentons la taille des placettes pour les formations très diversifiées. Si un des indicateurs primaires est présent, le site est humide

Alnus glutinosa



Molinia caerulea



Filipendula ulmaria



Angelica sylvestris



II.4 - HIERARCHISATION DES ZONES HUMIDES

II.4.1 - Fonction des zones humides

Quelques grands processus déterminent le fonctionnement des milieux humides, et les services rendus à la société.

Deux thèmes majeure peuvent être identifiées :

- Thème hydraulique, avec ses deux composantes hydrologiques et physico-chimique
- Thème biologique

- Fonctions hydrologiques : les milieux humides sont des « éponges naturelles » qui reçoivent de l'eau, la stockent et la restituent. L'eau est naturellement l'élément fondamental de la vie des milieux humides. Elle alimente les écosystèmes, apporte des matières fertilisantes et bien souvent sculpte le paysage. Mais si tous les milieux humides sont marqués par l'abondance fluctuante de l'eau, leur dynamique hydrologique est en revanche très variable d'un milieu à l'autre, selon le climat, la localisation géographique et l'histoire des sites.

Les zones humides ont ainsi une grande fonction de régulation hydraulique notamment dans le cadre des phénomènes suivants :

- Expansion des crues : le volume d'eau stocker au niveau des zones humides évite une surélévation des lignes d'eau de crue à l'aval par deux mécanismes :
 - l'effet éponge : stockage de l'eau dans les dépressions en surface et dans une moindre mesure dans les sols,
 - l'effet d'étalement : l'épandage du débit de crue de part et d'autre du cours d'eau dans les zones humides annexes provoque un abaissement de la ligne d'eau.
- Régulation des débits d'étiage : les zones humides peuvent jouer un rôle naturel de soutien des étiages lorsqu'elles stockent de l'eau en période pluvieuse et la restituent lentement au cours d'eau. Ce fonctionnement repose sur un substrat plus ou moins poreux qui favorise l'emmagasinement de volumes d'eau. L'inertie du milieu permet la restitution lente au cours des mois d'été de ces volumes stockés.
- Recharge des nappes : La recharge naturelle d'une nappe résulte de l'infiltration des précipitations ou des apports d'eaux superficielles dans le sol et de leur stockage dans les couches perméables du sous-sol.
- Recharge du débit solide des cours d'eau : Les zones humides situées en bordure des cours d'eau peuvent assurer une part notable de la recharge du débit solide des cours d'eau.



- **Fonctions physiques et biogéochimiques** : elles sont aussi des « filtres naturels », les "reins" des bassins versants qui reçoivent des matières minérales et organiques, les emmagasinent, les transforment et/ou les retournent à l'environnement.

L'eau qui alimente les zones humides apporte souvent de grandes quantités de matières minérales : sable ou limon transportés par les crues des fleuves, nitrates ou pesticides présents dans la nappe phréatique...

Ces matières sont, selon les cas, stockées ou transformées dans les zones humides, dans des mécanismes souvent complexes.

On parle de « biogéochimie » pour qualifier les processus complexes par lesquels des éléments minéraux ou organiques sont transformés par la combinaison de l'action des êtres

vivants.

La diversité et la complexité des mécanismes en jeu interdisent leur explication détaillée.

Globalement, on peut considérer qu'il existe trois mécanismes : apport et dépôt, reprise de matériaux, transformation.



- Fonctions écologiques : Les conditions hydrologiques et chimiques permettent un développement extraordinaire de la vie dans les milieux humides.

Les milieux humides, des éponges naturelles

L'eau est naturellement l'élément fondamental de la vie des milieux humides. Elle alimente les écosystèmes, apporte des matières fertilisantes et bien souvent sculpte le paysage. Mais si tous les milieux humides sont marqués par l'abondance fluctuante de l'eau, leur dynamique

hydrologique est en revanche très variable d'un milieu à l'autre, selon le climat, la localisation géographique et l'histoire des sites.

Les milieux humides échangent de l'eau avec l'atmosphère, le réseau hydrographique de surface et le sous-sol.



II.4.2 - Principe de Hiérarchisation des zones humides

Chaque site diagnostiqué est évalué en fonction de deux entrées:

- ⌚ fonction biologique,
- ⌚ fonction hydraulique et fonction préservation de la qualité de l'eau.

A chacune de ces entrées et en fonction des caractéristiques de la zone humide concernée, une note est attribuée. L'addition de ces deux notes nous permet d'obtenir

une note globale caractéristique de la fonctionnalité de la zone humide. Une fois cette notation effectuée, la zone humide figure dans un des trois cas suivants :

Cas 1 : Zone humide présentant un intérêt remarquable, à conserver obligatoirement

Cas 2 : Zone humide dont les fonctions sont à préserver avec la mise en place d'écoquartier ou de pratiques agricoles particulières

Cas 3 : Zone humide pouvant être aménagée avec la mise en place de mesures compensatoires.

Le détail de ces notations est repris au niveau des fiches descriptives de chaque zone humide en annexe.

II.5 – Élaboration des fiches « Zone Humide »

Les fiches d'inventaire qui suivent permettent de localiser et de décrire les zones humides puis de réaliser une expertise de l'état de satisfaction de la zone par rapport aux grandes fonctions des zones humides :

- fonction biologique,
- fonction hydraulique et fonction préservation de la qualité de l'eau.

Ces fiches se décomposent en plusieurs parties :

II.5.1 - Description générale de la zone

Cette partie permet de renseigner les grandes caractéristiques de la zone humide: commune, date de l'inventaire, lieu-dit , bassin versant dans lequel se situe la zone humide, surface de la zone humide, nature du sol. Un extrait de plan permet de matérialiser l'emprise de la zone humide sur les parcelles.

II.5.2 - Caractère remarquables de la zone :

Il s'agit des caractères qui permettront de définir l'intérêt écologique de la zone humide. Il s'agit des mesures de protection qui peuvent être présentes sur la zone humide, de la description des habitats composants la Zone Humide, des espèces hygrophiles, des espèces remarquables, des espèces protégées. Tous ces caractères nous permettront de noter chaque site selon un indice allant de 1 à 3 en fonction de son intérêt.

Le tableau ci-dessous reprend le principe de notation établi par la DDT des Vosges.

APRES INVENTAIRE DE TERRAIN (application du cahier des charges MISEN)			
Type ZH	Type 1 Zone humide remarquable	Type 2 Zone humide d'intérêt moyen à fort	Type 3 Zone humide « ordinaire »
Critères de sélection	<ul style="list-style-type: none"> - Site identifié par le SDAGE et la DREAL (notamment Zone Humide Remarquable du SDAGE dont la cartographie peut être obtenue auprès de la DDT 88) ; - Tourbière ; - Habitat accueillant des espèces protégées¹ ; - Habitat déterminant ZNIEFF² codé 1. 	<ul style="list-style-type: none"> - Habitat déterminant ZNIEFF² codé 2 ou 3 ; - Tout milieu ou habitat constituant une trame bleue (notamment identifiée au Schéma Régional de Cohérence Écologique SRCE) ou corridor écologique (identifié par un SCOT, à l'occasion du PLU ou autre) ; - Intérêt hydrologique variable³ (important à faible). 	Zone humide ne répondant à aucun des critères précédents mais identifiée par la mise en application du cahier des charges MISEN/DDT.

II.5.3 - Régime hydrologique de la zone humide

Il s'agit des caractères qui permettront de définir l'intérêt hydrologique de la zone humide. Il s'agit du régime de subversion, des capacités épuratoires, de la présence ou non de cours d'eau, de l'altération des entrées et des sorties d'eau, de la durée de présence d'eau et de l'activité et des usages de la zone humide :

Le schéma de connexion est la caractérisation la plus explicite du rôle hydrologique de la zone humide. Une notation est attribuée à cette fonction et va de 1 à 6 (1 étant la note la plus défavorable et 6 la plus favorable).

Schéma de connexion de la zone humide :

Type 1	Type 2	Type 3	Type 4	Type 5	Type 6
Pas d'altération, fonctionnement naturel ou semi-naturel	Altération des entrées d'eau	Altération des sorties d'eau	Altération de l'entrée et de la sortie d'eau	Altération du transit de l'eau (type fossé ou cours d'eau surcreusé)	Création de plans d'eau ou de mares
6	5	4	3	2	1

Les deux notations nous permettent en renseignant le tableau ci-dessous de définir parmi les trois cas, celui dans lequel figure la zone humide. Il ne s'agit pas d'une pure addition, puisque certains facteurs sont prépondérants.

II.5.4 – Modèle de fiche

FICHE ZH N°..

Commune :

Date de l'inventaire :

Lieu-dit :

Protocole : DDT 88

Bassin versant :

Surface ZH :

Nature du sol :

Caractère remarquables de la zone :

Mesure de protection/Inventaire :

Habitats composants la Zone Humide :

Habitats déterminants ZNIEFF :

Espèces hygrophiles :

Espèces remarquables :

Espèces protégées :

Fonction biologique :

Intérêt écologique :

Régime hydrologique de la zone humide

Régime de subversion :

Capacités épuratoires :

Présence de cours d'eau :

Altération des entrées et des sorties d'eau :

Durée de présence d'eau :

Activité/Usage de la zone humide :

Intérêt hydrologique :

Autres facteurs ou activités influençant la Zone Humide :

Classement final selon le tableau de hiérarchisation :

Description générale de la zone

Cette partie permet de renseigner les grandes caractéristiques de la zone humide: commune, date de l'inventaire, lieu-dit, bassin versant dans lequel se situe la zone humide, surface de la zone humide, nature du sol. Un extrait de plan permet de matérialiser l'emprise de la zone humide sur les parcelles.

Caractère remarquables de la zone :

Il s'agit des caractères qui permettront de définir l'intérêt écologique de la zone humide. Il s'agit des mesure de protection qui peuvent être présente sur la zone humide, de la description des habitats composants la Zone Humide, des espèces hygrophiles, des espèces remarquables, des espèces protégées. Tous ces caractères nous permettront de noter chaque site selon un indice allant de 1 à 3 en fonction de son intérêt.

Régime hydrologique de la zone humide

Il s'agit des caractères qui permettront de définir l'intérêt hydrologique de la zone humide. Il s'agit du régime de subversion, des capacités épuratoires, de la présence ou non de cours d'eau, de l'altération des entrées et des sorties d'eau, de la durée de présence d'eau et de l'activité et des usage de la zone humide :

III - INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES DE LA COMMUNE DE RUPT SUR MOSELLE

III.1 – Contexte géographique

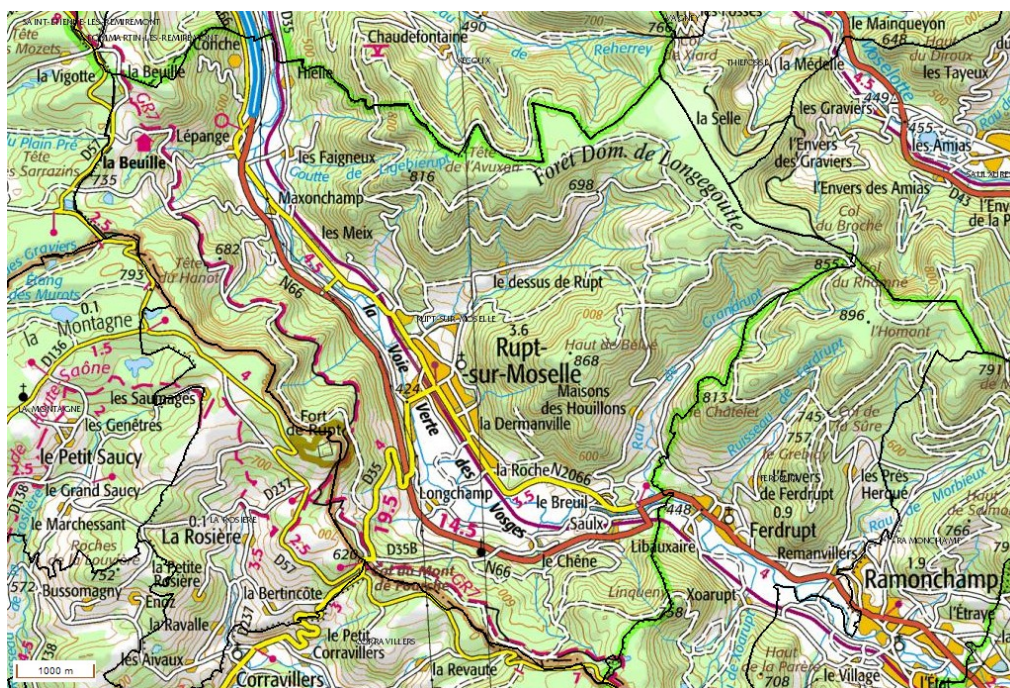
La commune de Rupt-sur-Moselle est située au sud-est du département des Vosges et de la région Lorraine. Elle est bordée au sud par le département de la Haute-Saône et la région de Franche-Comté.

Ses 45,55 km² s'étendent le long de la vallée glaciaire de la Moselle, qui prend sa source une vingtaine de kilomètres en amont. La commune est située au sud-ouest du Massif des Vosges et est encadrée par des montagnes d'altitude moyenne (800 à 900 m). Le sommet de Bélué, coiffé d'une chaume, est le point culminant, Rupt sur Moselle marque l'entrée dans les Vosges moyennes, reconnaissables par leurs immenses forêts de montagne, constituées principalement de résineux et de quelques hêtraies.

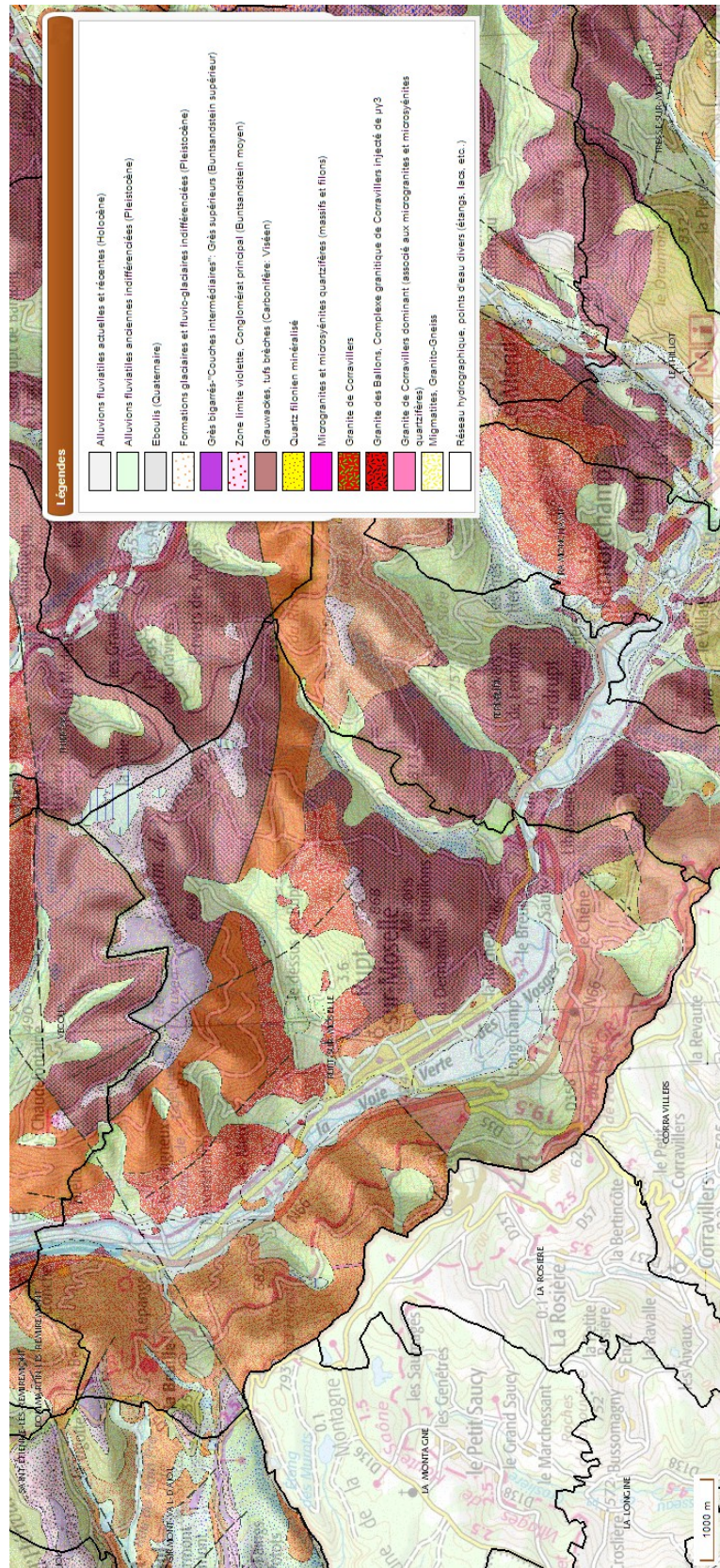
Sur le territoire de la commune, deux petites vallées latérales partent de la vallée principale vers le nord-est (vallées du Dessus de Rupt et de Grandrupt).

La ligne de crête au sud de la commune constitue la ligne de partage des eaux entre le bassin de la mer du Nord (Rhin) et de la Méditerranée (Rhône). Le point le plus bas de cette ligne de crête, le col du Mont de Fourche (621 m), permet un accès vers la vallée du Breuchin et Luxeuil-les-Bains.

La majeure partie du territoire (75 %), accidentée, est recouverte de forêts (feuillus et résineux), qui gagnent du terrain sur les espaces défrichés. Le fond de la vallée, plat et large de 0,2 à 1 km, est occupé par des pâturages et quelques cultures (maïs), utilisés pour l'élevage bovin (production de la lait).



III.1 - Contexte géologique



Carte géologique

Le département des Vosges est l'un des départements de France métropolitaine les plus riches du point de vue géologique. En effet, tous les grands types de roches - sédimentaires, plutoniques, volcaniques et métamorphiques - sont représentés et nombre de processus géologiques peuvent y être reconnus : déformation et métamorphisme polyphasés, plutonisme et volcanisme orogéniques, dépôts sédimentaires continentaux à marins, phénomènes glaciaires...

Il doit cette diversité à la présence de nombreuses unités litho-tectoniques : dans la partie orientale se trouve une importante partie du massif hercynien des Vosges, qui disparaît vers l'Ouest sous la couverture sédimentaire mésozoïque, qui débute par des dépôts détritiques continentaux du Trias et se termine par des dépôts marins carbonatés de l'Oxfordien supérieur; dans la partie nord-est du département se trouvent en outre des formations sédimentaires et/ou volcaniques stéphano-permiennes qui reposent sur le socle vanaise et sont recouvertes par des sédiments triasiques. Enfin, dans la partie sud-est du département se trouvent des témoins, abondants et variés, des trois périodes glaciaires du Quaternaire: Würm, Riss et Mindel.

2.2.2. Description des formations géologiques de la zone de travail sur la commune de RUPT SUR MOSELLE

Le secteur de RUPT SUR MOSELLE est constitué de formations d'âge paléozoïque (Primaire), Tertiaire et quaternaire. Les fonds de vallées et la morphologie sont beaucoup plus récentes (Dernières périodes glaciaires).

Sur la commune de RUPT SUR MOSELLE, es niveaux rencontrés sont les suivants:

- Fy :Formations superficielles : Alluvions anciennes siliceuses grossières des fonds de vallée (Post-Würm), peu sableuses, affleurant en bordure des vallées sous forme de terrasses ; épaisseur variable souvent importante
- FL : Formations superficielles : Formation fluvio-lacustre de Remanvillers
- GL : Formations superficielles : Formations glacio-lacustres : sables et graviers siliceux, dépôts lacustres proglaciaires ou juxta-glaciaires
- FG : Formations superficielles : Formations fluvio-glaciaires : sables et graviers siliceux, dépôts juxta-glaciaires latéraux ou transversaux
- G : Formations superficielles : Formations glaciaires variées (moraines) : blocs, graviers, sables et argiles
- t2a : Trias : Buntsandstein supérieur : "Couches intermédiaires" : grès à grain grossier, micacés, rose sombre à gris ou jaunâtres ; lentilles d'argile lie de vin ou vertes, localement très conglomératiques à la base ; épaisseur : 30 à 40m environ
- t1c : Trias : Buntsandstein moyen : "Zone limite violette" au sommet : paléosol bariolé, à cornaline ; 0 à 2m ; "Conglomérat principal" : éléments grossiers arrondis, matrice gréseuse de grain grossier à moyen, intercalations de bancs gréseux ; 0 à 30m

- Y1-2V Formations granitiques et cristallophylliennes : Granite de Ventron gris clair, grain moyen, rares phénocristaux à deux micas, alcalin
- Y3C_μY3 Formations granitiques et cristallophylliennes : Granite de Coravillers dominant ou d'un développement équivalent à μY3
- FY1-2 : Formations granitiques et cristallophylliennes : "Granite fondamental" (d'après J. Hameurt), gris, de grain moyen à fin, plus ou moins porphyroïde, à biotite ou à deux micas, subalcalin
- FY3 Formations granitiques et cristallophylliennes : "Granite fondamental" (d'après J. Hameurt), gris, de grain moyen à fin, plus ou moins porphyroïde, à biotite et actinote, calco-alcalin
- Formations granitiques et cristallophylliennes : Gneiss perlé du Val d'Ajol à grenat et cordiérite
- Formations granitiques et cristallophylliennes : Granito-gneiss

III.2- Contexte pédologique

La zone de travail présente des territoires où dominent surtout des alluvions, des dépôts fluvio-glaciaires. Les sols issus de la dégradation de ces roches mères et que nous avons rencontrés sont de plusieurs types. Ils s'agit principalement pour les sols sur lesquels ils n'y a pas de zones humide d'allocrisols (sous couvert forestier), de fluvisols, de brunisols, de peyrosols et de colluviosols par endroit. Ces différents sols ne sont pas des sols de zones humides.

Dans la zone bâtie et à proximité, nous avons rencontré des anthroposols . Les anthroposols sont des sols remanié. Ainsi sur les zones à anthoposols artificiels, nous ne pouvons pas trouver de zones humides. Nous rappelons que ce sont souvent des zones imperméabilisées (maisons, routes, accès, ...). Dans les zones à anthroposols artificiels, nous introduisons une nuance. En effet, les jardins potagers, pelouses autour des maisons sont souvent exempts de zones humides et ne sont pas voués à être bâtis. La zone d'anthroposol artificiel n'a pas été prospecté par des sondages à la tarière. Par contre les zones à anthroposols transformés pouvant accueillir une ou plusieurs maisons ont été systématiquement prospectées. Nous détaillons deux types d'anthroposols :

Les anthroposols artificiels : Ce sont des sols constitués de matériaux non pédologiques d'origine anthropique et artificiel (gravats, décombres, routes, implantation de maisons,..). Il s'agit de zones imperméabilisées qui ne peuvent en aucun cas constituer des zones humides.

Les anthroposols transformés : Ce sont des sols dont la partie supérieure du solum a été fortement transformée par des apports massifs ou de longue durée de matière organique ou minérale. Ce sont souvent les jardins potagers, parcs ... qui sont exempts de zones humides

mais ne sont destinés à la construction.

III.4 - Contexte hydraulique

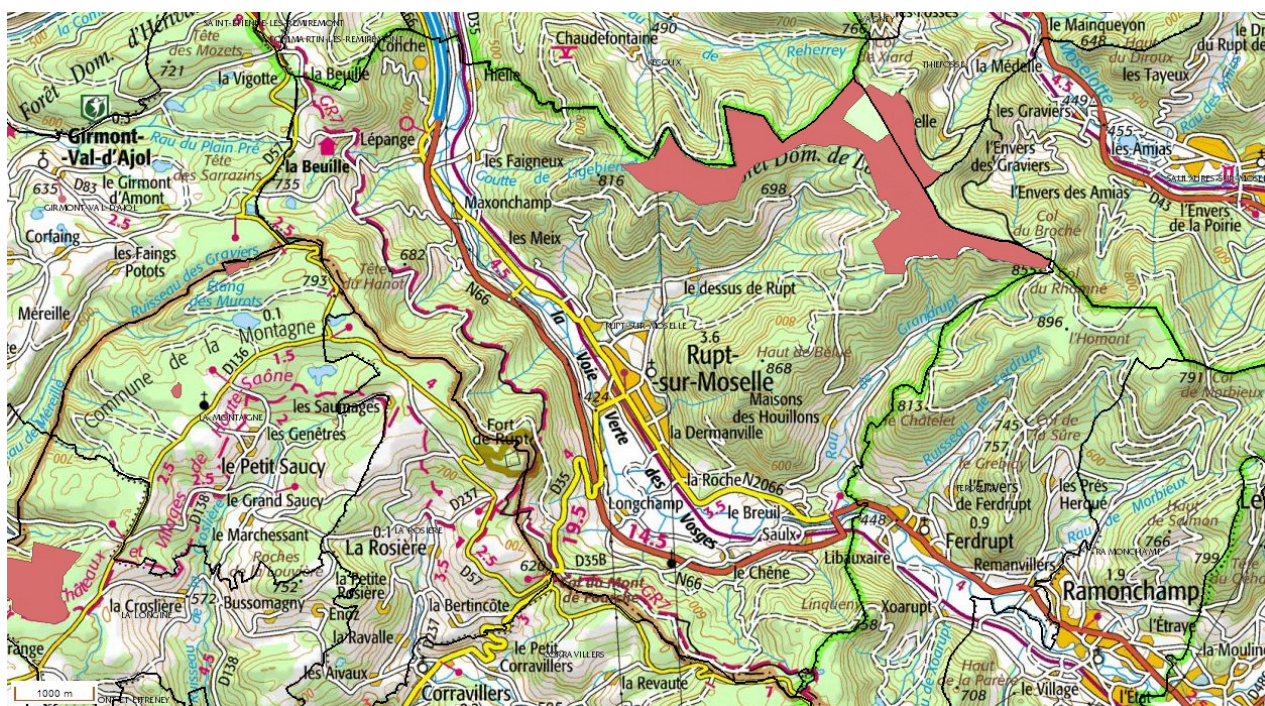
La commune de RUPT SUR MOSELLE se situe sur les bords de la Moselle dans la partie amont du cours d'eau. Elle est rejoint par différents affluents.

III.5 - Contexte naturel

La commune de RUPT SUR MOSELLE est une commune de montagne très vaste concernée par plusieurs zonages environnementaux.

La liste des zonages environnementaux présents sur la commune de Rupt Sur Moselle sont les suivants :

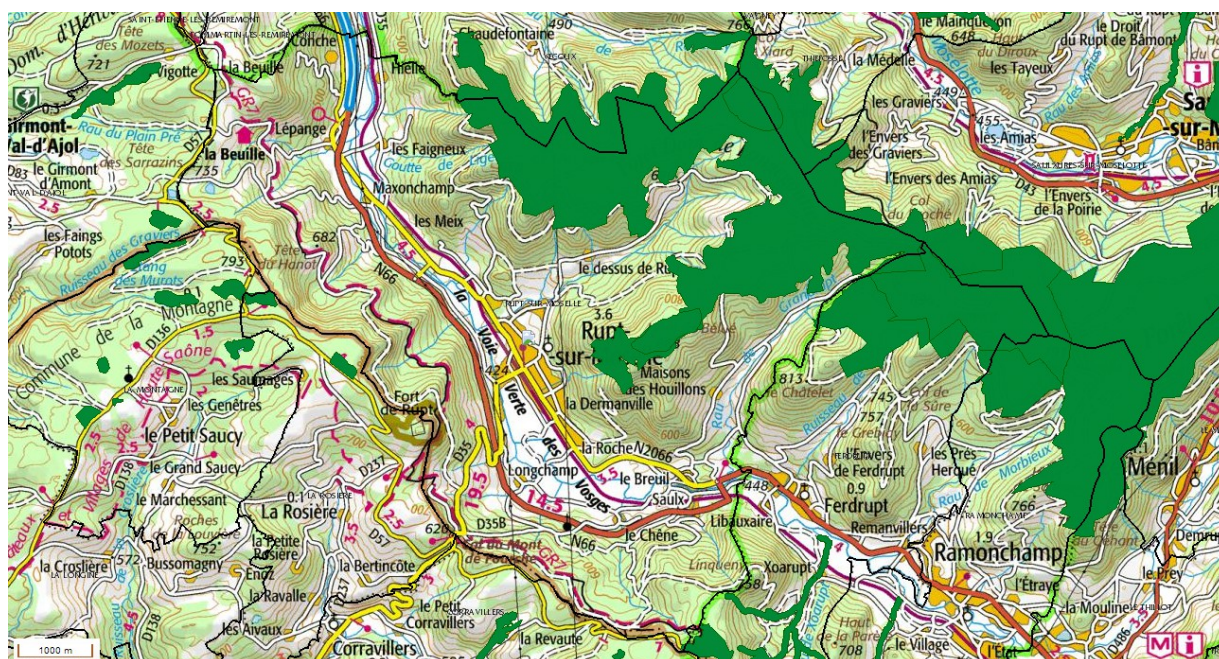
- **Parc Naturel Régional :**
- FR8000006-Ballons des Vosges
- **Réserve naturelle nationale :**
- [FR3600153-Ballons comtois ;](#)
- FR9300041-Tourbière des Charmes



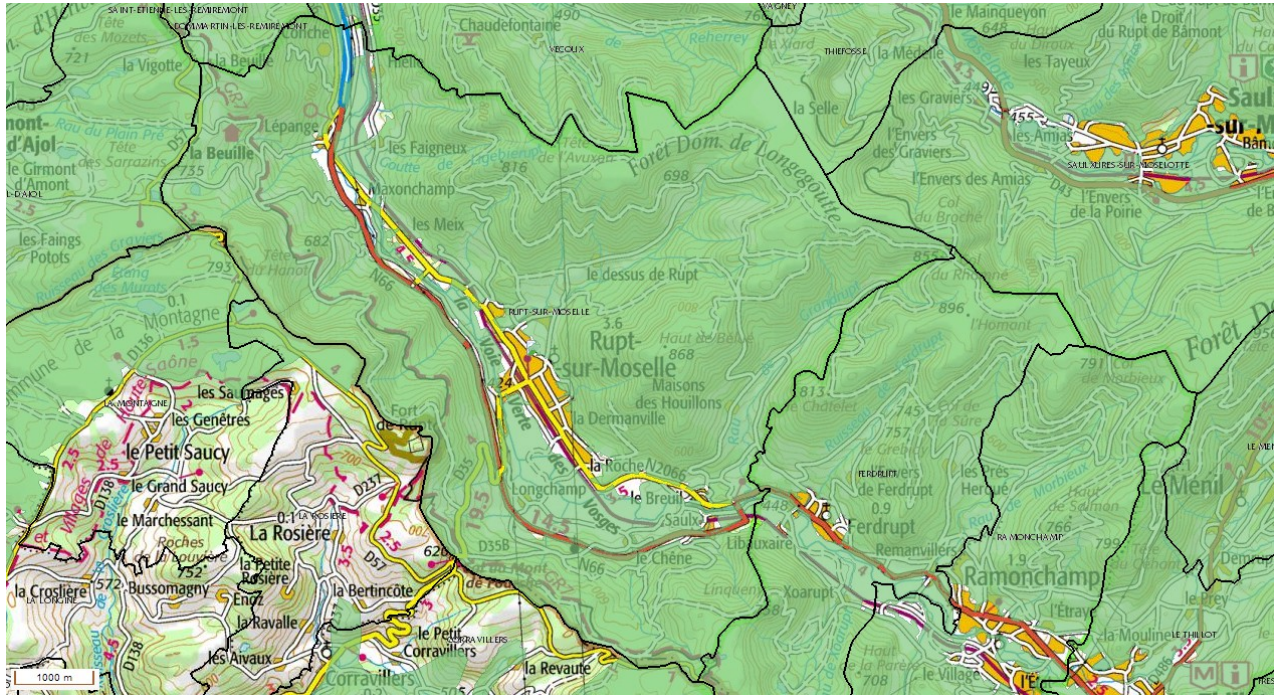
Réserve Naturelle nationale

- **Réserve biologique dirigée :**
- FR2300075-Longegoutte

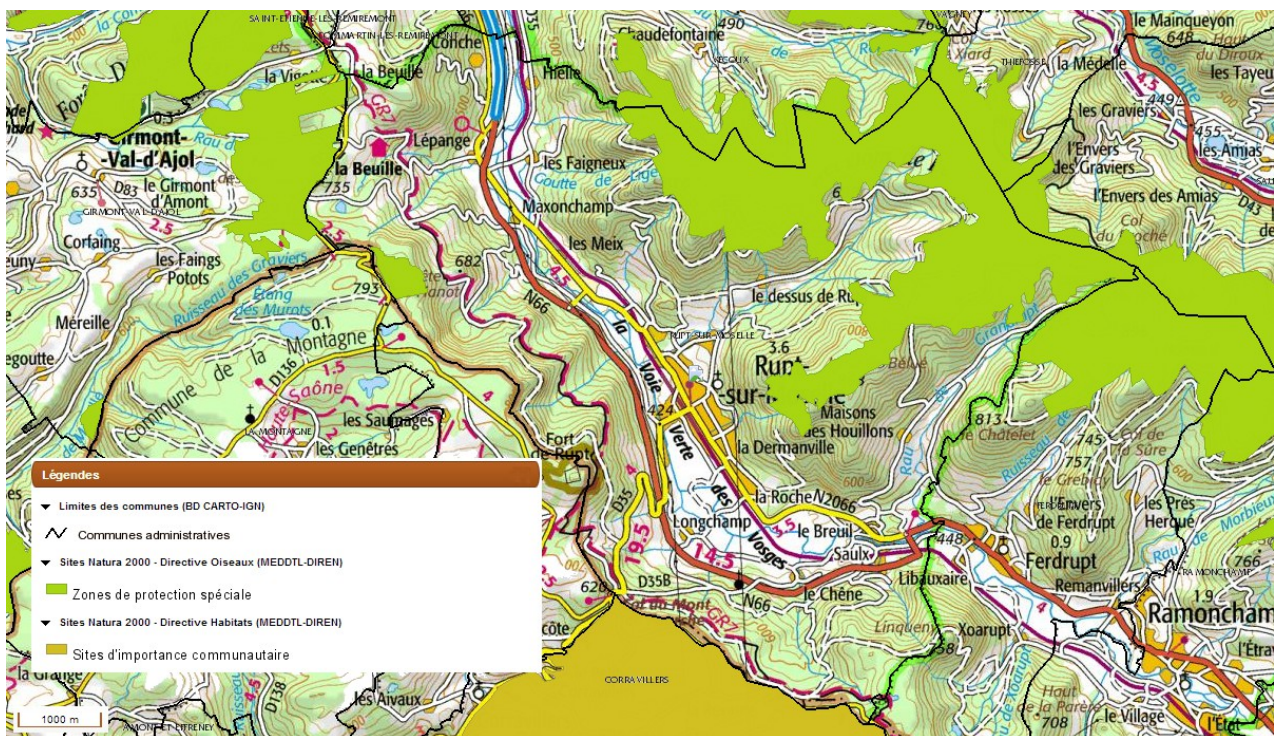
- **Terrain acquis (ou assimilé) par un Conservatoire d'espaces naturels**
- FR1501306-Tourbière des Charmes
- **Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (2e génération)**
- LA SAYE A VECOUX (410030195)
- MASSIF VOSGIEN (410010387)
- TOURBIERE DE LA FAIGNE LAUDRY ET LA FORET DOMANIALE DU GEHANT (410002161)
- TOURBIERE DE MEREILLE (410030042)
- TOURBIERE DES CHARMES (410002150)
- TOURBIERE DU HAUT DE BELUE (410002149)
- VALLEE DE LA MOSELLE DE LA SOURCE A EPINAL (410030449)
- VOGUE ET BASSIGNY (410030456)
- **Liste des sites Natura 2000 dans Commune : Rupt-sur-Moselle**
- Sites d'Intérêt Communautaire (Dir. Habitat)
- FR4100202-Massif forestier de Longegoutte
- Zones de Protection Spéciale (Dir. Oiseaux)
- FR4112003-Massif vosgien



Cartographie des ZNIEFF de type 1



Cartographie des ZNIEFF de type 2



Cartographie des ZNIEFF des zones NATURA 2000

III.6 - Résultats des investigations

III.6.1 - Résultats généraux

Quinze zones humides ont été repérés:

- Zone Humide 1 : Vallée de la Moselle
- Zone Humide 2 : Les feigneux
- Zone Humide 3 : Aux Volets
- Zone Humide 4 : Les Fieces
- Zone Humide 5 : La Fourchette
- Zone Humide 6 : Complexe humide du queugnot
- Zone Humide 7 : Complexe du Dessus de Rupt
- Zone Humide 8 : Les Renauprés
- Zone Humide 9 : Pré Mougeotte
- Zone Humide 10 : Bozinpré
- Zone Humide 11 : Champ du Gé
- Zone Humide 12 : Au Bas de la Mariotte
- Zone Humide 13 : Saulx
- Zone Humide 14 : Le Breuil

III.6.2 - Résultats pédologiques

Les sols de zone humide rencontrés sont les suivants:

- Les fluviolosols

Les fluviolosols sont développés dans des matériaux déposés récemment, les alluvions fluviales, mis en place par transport, puis sédimentation en milieu aqueux. Ces alluvions peuvent être relativement homogènes ou présenter une grande hétérogénéité minéralogique et granulométrique qui reflète la diversité des matériaux géologiques et pédologiques situés en amont du bassin versant.

Ils occupent toujours une position basse dans les paysages, celle des vallées où ils constituent le lit mineur et majeur des rivières.

Ils sont marqués par la présence d'une nappe phréatique alluviale permanente ou temporaire à forte oscillation et ils sont généralement inondables en périodes de crue.

- Les rédoxisols typiques :

La saturation par une eau d'origine profonde est permanente au moins dans la partie inférieure du solum, mais peut varier saisonnièrement (fluctuation d'une nappe permanente profonde). Les rédoxisols typiques sont observés en position de fond de vallées, de vallons. Ils sont proches des fluvisols.

- Réductisols stagniques :

Ils résultent de l'existence d'une nappe perchée permanente, l'horizon de surface étant soit constamment saturé en eau, de manière prolongée, soit soumis à une imbibition capillaire. La permanence de ces conditions réductrices est due à la présence d'un plancher peu profond et est liée le plus souvent à une origine double de l'eau ; à la fois pluviale et d'apports latéraux. Les conditions disparaissent en profondeur.

- Réductisols typiques :

La saturation par une eau d'origine profonde est permanente au moins dans la partie inférieure du solum, mais peut varier saisonnièrement (fluctuation d'une nappe permanente profonde). Les réductisols typiques sont observés en position de fond de vallées, de vallons. Ils sont proches des fluvisols.

- Histosols (sols tourbeux) :

Les histosols sont composés de matières organiques avec parfois une part minoritaire de limons à traits rédoxiques prononcés et d'eau. Le solum se construit à partir de débris végétaux morts qui se transforment lentement en condition d'anaérobiose, en raison de son engorgement permanent ou quasi-permanent.

III.6.3 - Typologie Code Corine

Selon la typologie Corine biotope les zones humides rencontrées sur la zone d'étude sont les suivantes :

- ⌚ Prairie humides eutrophes 37,21
- ⌚ Formations riveraines de saules 44.1
- ⌚ Végétations de ceinture des bords des eaux 53,5
- ⌚ Mégaphorbiaies – 37,1

Nous les détaillons ci-dessous:

Prairie humides eutrophes 37,21

> La localisation

Les prairies humides eutrophes se rencontrent généralement sur des sols modérément riches à très riches en nutriments. On les trouve au niveau des plaines, collines et fonds de vallées. Elles ne sont que peu présentes sur le territoire communal inspecté.

> La description et la physionomie

Pâtures et prairies à fourrage traitées de façon extensive.

On distingue différents types de prairies selon l'intensité du pâturage, du piétinement et de l'enrichissement en azote. On y trouve des espèces relativement diversifiées qui fleurissent à la fin du printemps. Les refus des animaux peuvent donner un aspect particulier.

> Les espèces végétales rencontrées

Juncus effusus (Joncs diffus), Angelica sylvestris(Angélique des bois), Filipendula ulmaria (Reine des prés)

> La dynamique et la gestion

Elles peuvent former une zone de transition entre les prairies mésophiles à fausse avoine, les formations oligotrophes de Molinie et les communautés de bas-marais ou les magnocariçaies.

Formation riveraines de saules– 44,1:

> La localisation

Formation qui s'installe le long des cours d'eau et en fond de vallées ou de vallons.

> La description et la physionomie

Formations arbustives ou arborescentes de saules soumises à des inondations périodiques. Limitée en surface, il s'agit d'un mince cordon.

> Les espèces végétales rencontrées en périphérie de la zone exploitée ou dans des ornières:

salix alba (Saules blancs), Populus nigra (Peupliers noirs), Alnus glutinosa (Aulne glutineux), Fraxinus excelsior (Frêne commun), Angelica sylvestris (Angélique des bois), Deschampsia cespitosa (Canches cespiteuses), Filipendula ulmaria (Reine des Prés)

> La dynamique et la gestion

Cette formation est soumise à des inondations périodiques. Rôle écologique (rôle épurateur par exemple), faunistique, ornithologique et paysager fort. Elle régule également le régime hydrique, épure les eaux, piège les sédiments et fixe les berges.

Généralement en bon état de conservation, elle peut toutefois évoluer vers des boisements avec notamment le frêne et l'aulne qui deviendraient dominant.

Végétations de ceinture des bords des eaux 53,5

> Localisation

Les ceintures d'étangs, de mares, les bordures de cours d'eau à courant lent, les marais d'eau douce de faible profondeur, les fonds vaseux inondés, les fossés. Sur sols hydromorphes avec limons fins et argile. Il s'agit d'une zone de faible extension présente dans la zone humide 8 en relation avec un fossé.

> Physionomie

Groupements monospécifiques dominés par de grandes hélophytes (1 à 2m), graminées, typhacées ou cyperacées à fort recouvrement, formant souvent les ceintures externes des pièces d'eau douce. Il existe plusieurs types de végétation selon les espèces dominantes : phragmitaies (Phragmites australis), typhaies (Typha latifolia), cariçaies (Carex sp.),...

> Espèces végétales rencontrées

Carex sp. (Laïches), Phragmites australis (Roseau phragmite), Alisma plantago-aquatica (Plantain d'eau), Iris pseudacorus (Iris faux-acore), Lythrum salicaria (Salicaire commune), Solanum dulcamara (Morelle douce-amère)

> Dynamique et Gestion

Constitue une transition entre les communautés terrestres exondées toute l'année et les aquatiques flottantes ou immergées.

La dynamique de l'habitat est directement liée à la variation des niveaux d'eau et à l'alternance inondation/exondation qui détermine la succession des communautés végétales.

L'habitat peut être envahi par des saules, des aulnes glutineux; une ripisylve peut s'installer.

Ce milieu constitue un habitat, une étape pour de nombreuses espèces animales (reproduction, migration,...) et végétales à forte valeur patrimoniale

Mégaphorbiaies – 37,1

> La localisation

Fonds de vallée, le long des cours d'eau, très souvent inondés. Elles sont assez largement représentées sur le territoire communal.

> La description et la physionomie

Prairies humides de hautes herbes dominées par la Reine des prés (Filipendula ulmaria) et mégaphorbiaies (Filipendula ulmaria, Angelica sylvestris) colonisant des prairies humides et des pâturages, après une plus ou moins longue interruption du fauchage ou du pâturage.

Rarement uniforme les prairies et mégaphorbiaies à Reine des Prés sont caractérisées par des espèces à feuilles larges ce qui n'est pas favorable au développement des petites plantes.

Elles sont pauvres en espèces prairiales et notamment en poacées (graminées) car elles ne subissent plus la fauche ou le pâturage.

> Les espèces végétales rencontrées

Eip : *Angelica sylvestris* (Angélique des bois), *Filipendula ulmaria* (Reine des prés)

Eis : *Eupatorium cannabinum* (Eupatoire à feuilles de chanvre), *Lysimachia vulgaris* (Lysimaque commune), *Lythrum salicaria* (Salicaire commune)

Ec : *Cirsium palustris* (Cirse des marais), *Oenanthe crocata* (Oenanthe safranée), *Silene flos-cuculi* (Silène fleur de coucou), *Poa trivialis* (Pâturin commun), *Lotus pedunculatus* (Lotier des marais), *Stachys palustris* (Epière des marais)

> La dynamique et la gestion

Les mégaphorbiaies à Reine des prés sont des stades transitoires. Il n'y a donc pas de gestion à appliquer pour maintenir l'habitat en état.

Elles se forment par abandon des pratiques agropastorales ou suite à la destruction de forêts

riveraines.

La dynamique naturelle de l'habitat est la fermeture par les fruticées et les ligneux comme les Saules puis l'évolution vers des forêts riveraines (aulnaies-frênaies, chênaie pédonculées-ormaies,...).

En régression dans les régions où l'agriculture est très présente (conversion des prairies en cultures, mise en pâture ou fauche). Affectées par la populiculture, le drainage, une forte eutrophisation, les aménagements hydrauliques, les espèces invasives).

Interventions espacées dans le temps (plusieurs années), gyrobroyage.

III.6.4 - Description des zones humides

Zone Humide 1 : Vallée de la Moselle

Cette zone humide présente des secteurs d'intérêt majeur. Elle est bâtie autour de la Moselle. C'est une ripisylve accompagnée de prairie eutrophe. Elle est présente en plein centre d'une ZNIEFF.

Les atteintes observées

Ce secteur présente des milieux humides relativement préservés. Le fond de vallée à été peu touché par l'urbanisation.

Préconisations

Cette zone humide est en étroite lien avec la Moselle et toute modification fonctionnelle d'un des compartiments de la zone humide risquerait d'avoir des conséquences sur l'ensemble du secteur. De plus cette zone humide présente au niveau de la ZNIEFF doit être absolument préservée. Par conséquent, l'urbanisation est à proscrire au niveau des secteurs humides quelque soit leur niveau d'intérêt et doit se reporter sur des zones non humides situées plus en hauteur en continuité des habitations existantes.

Zone Humide 2 : Les feigneux

Cette zone humide présente des secteurs d'intérêt majeur. Elle est constituée d'une mégaphorbiaie à proximité de la Moselle.

Les atteintes observées

Ce secteur présente des milieux humides relativement préservés.

Préconisations

Cette zone humide est en étroite lien avec la Moselle et toute modification fonctionnelle d'un des compartiments de la zone humide risquerait d'avoir des conséquences sur l'ensemble du secteur. Par conséquent, l'urbanisation est à proscrire au niveau des secteurs humides quelque soit leur niveau d'intérêt et doit se reporter sur des zones non humides situées plus en hauteur en continuité des habitations existantes.

Zone Humide 3 : Aux Volets

Cette zone humide présente des secteurs d'intérêt moyen à majeur. Elle est constituée d'une mégaphorbiaie à proximité de la Moselle mais qui en est séparée aujourd'hui par la 4voies.

Les atteintes observées

Ce secteur présente des milieux humides relativement préservés.

Préconisations

Cette zone humide présente un intérêt local pour la faune et l'urbanisation est à proscrire au niveau des secteurs humides quelque soit leur niveau d'intérêt et doit se reporter sur des zones non humides situées plus en hauteur en continuité des habitations existantes.

Zone Humide 4 : Les Fieces

Cette zone humide présente des secteurs d'intérêt moyen à majeur. Elle est constituée d'une mégaphorbiaie à proximité de la Moselle mais qui en est séparée aujourd'hui par la 4voies.

Les atteintes observées

Ce secteur présente des milieux humides relativement préservés.

Préconisations

Cette zone humide présente un intérêt local pour la faune et l'urbanisation est à proscrire au niveau des secteurs humides quelque soit leur niveau d'intérêt et doit se reporter sur des zones non humides situées plus en hauteur en continuité des habitations existantes.

Zone Humide 5 : La Fourchette

Cette zone humide présente des secteurs d'intérêt moyen à majeur. Elle est constituée d'une mégaphorbiaie.

Les atteintes observées

Ce secteur présente des milieux humides relativement préservés.

Préconisations

Cette zone humide présente un intérêt local pour la faune et l'urbanisation est à proscrire au niveau des secteurs humides quelque soit leur niveau d'intérêt et doit se reporter sur des zones non humides situées plus en hauteur en continuité des habitations existantes.

Zone Humide 6 : Complexe humide du queugnot

Cette zone humide présente des secteurs d'intérêt majeur. Elle est constituée de plusieurs habitats humides prairie eutrophe, mégaphorbiaie, zones arboricoles humides et l'interaction de tous ces milieux présente un intérêt biologique évident.

Les atteintes observées

Ce secteur présente des milieux humides relativement préservés.

Préconisations

Cette zone humide présente un intérêt local pour la faune. De plus comme l'ensemble de la zone communale, elle est comprise au niveau d'une ZNIEFF de niveau II. L'urbanisation est à proscrire au niveau des secteurs humides quelque soit leur niveau d'intérêt et doit se reporter sur des zones non humides situées plus en hauteur en continuité des habitations existantes.

Zone Humide 7 : Complexe du Dessus de Rupt

Cette zone humide présente des secteurs d'intérêt majeur. Elle est constituée de plusieurs habitats humides prairie eutrophe, mégaphorbiaie, zones arboricoles humides et l'interaction de tous ces milieux présente un intérêt biologique évident.

Les atteintes observées

Ce secteur présente des milieux humides relativement préservés.

Préconisations

Cette zone humide présente un intérêt local pour la faune. De plus comme l'ensemble de la zone communale, elle est comprise au niveau d'une ZNIEFF de niveau II. L'urbanisation est à proscrire au niveau des secteurs humides quelque soit leur niveau d'intérêt et doit se reporter sur des zones non humides situées plus en hauteur en continuité des habitations existantes.

Zone Humide 8 : Les Renauprés

Cette zone humide présente des secteurs d'intérêt majeur. Elle est constituée de prairies eutrophe accompagnée de zone à mégaphorbiaie. L'interaction de tous ces milieux présente un intérêt biologique évident.

Les atteintes observées

Ce secteur présente des milieux humides relativement préservés.

Préconisations

Cette zone humide présente un intérêt local pour la faune. De plus comme l'ensemble de la zone communale, elle est comprise au niveau d'une ZNIEFF de niveau II. L'urbanisation est à proscrire au niveau des secteurs humides quelque soit leur niveau d'intérêt et doit se reporter sur des zones non humides situées plus en hauteur en continuité des habitations existantes.

Zone Humide 9 : Pré Mougeotte

Cette zone humide présente des secteurs d'intérêt moyen à majeur. Il s'agit d'une zone humide qui s'est constitué sur un remblai

Les atteintes observées

Ce secteur présente des milieux humides sensibles à l'urbanisation.

Préconisations

Dans la mesure du possible, il convient de conserver cette zone humide mais n'étant pas de nature originelle certains aménagements peuvent être envisagés.

Zone Humide 10 : Bozinpré

Cette zone humide présente des secteurs d'intérêt moyen à majeur. Il s'agit d'une zone de friche dont le caractère humide a été déterminé par la nature des sols.

Les atteintes observées

Ce secteur présente des milieux humides sensibles à l'urbanisation.

Préconisations

L'urbanisation est à proscrire au niveau des secteurs humides quelque soit leur niveau d'intérêt et doit se reporter sur des zones non humides situées plus en hauteur en continuité des habitations existantes.

Zone Humide 11 : Champ du Gé

Cette zone humide présente des secteurs d'intérêt majeur. Elle est constituée de prairies eutrophe.

Les atteintes observées

Ce secteur présente des milieux humides relativement préservés.

Préconisations

Cette zone humide présente un intérêt local pour la faune. De plus comme l'ensemble de la zone communale, elle est comprise au niveau d'une ZNIEFF de niveau II. L'urbanisation est à proscrire au niveau des secteurs humides quelque soit leur niveau d'intérêt et doit se reporter sur des zones non humides situées plus en hauteur en continuité des habitations existantes.

Zone Humide 12 : Au Bas de la Mariotte

Cette zone humide présente des secteurs d'intérêt majeur. Elle est constituée de prairies eutrophe.

Les atteintes observées

Ce secteur présente des milieux humides relativement préservés.

Préconisations

Cette zone humide présente un intérêt local pour la faune. De plus comme l'ensemble de la zone communale, elle est comprise au niveau d'une ZNIEFF de niveau II. L'urbanisation est à proscrire au niveau des secteurs humides quelque soit leur niveau d'intérêt et doit se reporter sur des zones non humides situées plus en hauteur en continuité des habitations existantes.

Zone Humide 13 : Saulx

Cette zone humide présente des secteurs d'intérêt majeur. En effet, elle est présente en bordure de plan d'eau et donne une valeur paysagère notable qui n'est pas notée .

Les atteintes observées

Ce secteur présente des milieux humides relativement préservés mais qui peuvent avoir une certaine sensibilité face à l'urbanisation.

Préconisations

Du fait de la fragilité de l'ensemble de la zone humide et de l'interaction entre les différents milieux, l'urbanisation est à proscrire au niveau des secteurs humides quelque soit leur niveau d'intérêt et doit se reporter sur des zones non humides situées plus en hauteur en continuité des habitations existantes.

Zone Humide 14 : Le Breuil

Cette zone humide présente des secteurs d'intérêt majeur. Elle est constituée de prairies eutrophe.

Les atteintes observées

Ce secteur présente des milieux humides relativement préservés.

Préconisations

Cette zone humide présente un intérêt local pour la faune. De plus comme l'ensemble de la zone communale, elle est comprise au niveau d'une ZNIEFF de niveau II. L'urbanisation est à proscrire au niveau des secteurs humides quelque soit leur niveau d'intérêt et doit se reporter sur des zones non humides situées plus en hauteur en continuité des habitations existantes.

CONCLUSION

L'inventaire des zones humides à proximité du bâti a permis de répertorier quatorze zones humides, toutes à préserver. Il s'agit le plus souvent de secteur qui n'était pas pressenti pour devenir des zones urbanisables, du fait de leur proximité de cours d'eau, pour la plupart d'entre elles.

L'inventaire a été effectué pour des zones proches du bâti et avec la finalité d'être un outil pour le bureau d'étude en charge du document d'urbanisme. Il existe sûrement dans les zones non diagnostiquées des zones humides présentant un intérêt remarquable au niveau de la biodiversité.

Luxeuil les Bains le 30 novembre 2013

Rodolphe WACOGNE

Mise à jour de l'inventaire des zones humides par la commune

Un nouveau sondage a été réalisé en février par l'exploitant agricole M. TISSERANT sur la parcelle ZO43, 7 chemin du Clos Moulin.



Sondage réalisé parcelle ZO43



Sondage réalisé à la pelleuse





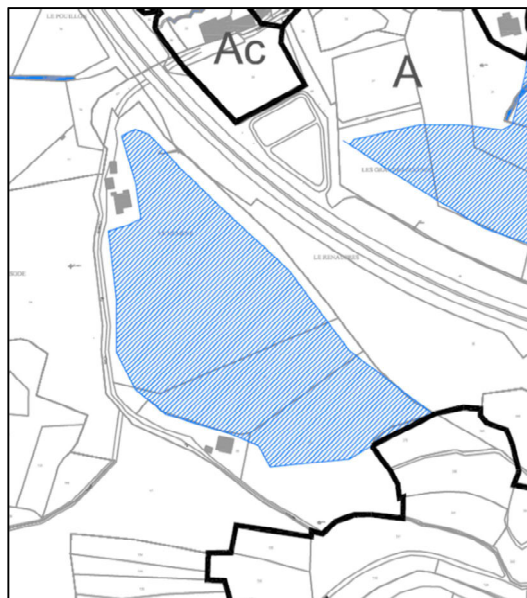
Sondage réalisé à la pelleuse : absence de tache hydromorphe



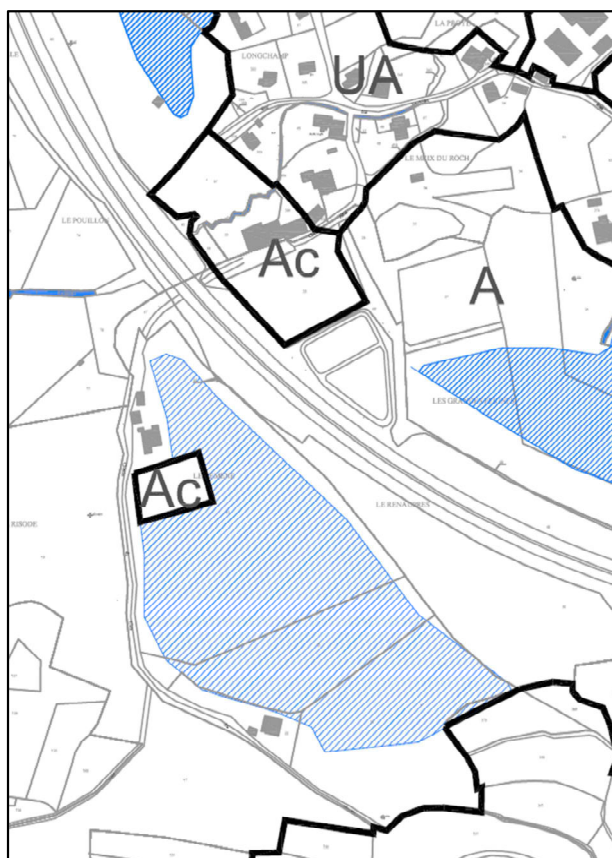
Sondage réalisé à la pelleuse : absence de tache hydromorphe

La commune a constaté l'absence de traces d'hydromorphie dans la tranchée creusée sur site, aussi elle conclut à l'absence de zones humides.

Une zone AC peut donc être définie sur le site.



Extrait zonage PLU soumis à enquête publique



Extrait zonage PLU approuvé

FICHE ZH N°1

Commune :RUPT SUR MOSELLE Date de l'inventaire : Printemps et Eté 2013

Lieu-dit : Vallée de la Moselle

Protocole : DDT 88

Bassin versant : Moselle

Nature du sol : Alluvions donnant des rédoxisols typiques, des Fluviosols et des colluviosols
lluvions donnant des rédoxisols typiques, des Fluviosols et des colluviosols

Caractère remarquables de la zone :

Mesure de protection/Inventaire : ZNIEFF De type II

Habitats composants la Zone Humide : Prairie humides eutrophes Code Corine: 37,2
Végétations de ceinture des bords des eaux 53,5
Formations riveraines de saules 44.1

Habitats déterminants ZNIEFF : Type 2

Espèces hygrophiles : *Alnus glutinosa* (*Aulne glutineux*), *Fraxinus excelsior* (*Frêne commun*), *Phragmites australis* (*Roseau phragmite*), *Juncus effusus* (*Jonc diffus*),

Espèces remarquables : Aucune

Espèces protégées : Aucune

Fonction biologique : Rôle tampon autour de la Moselle

Notation : 2/3

Intérêt écologique : Type 2

Régime hydrologique de la zone humide

Régime de subversion : oui

Capacités épuratoires : oui

Présence de cours d'eau : oui

Altération des entrées et des sorties d'eau : Non

Durée de présence d'eau : variable

Activité/Usage de la zone humide : Patures

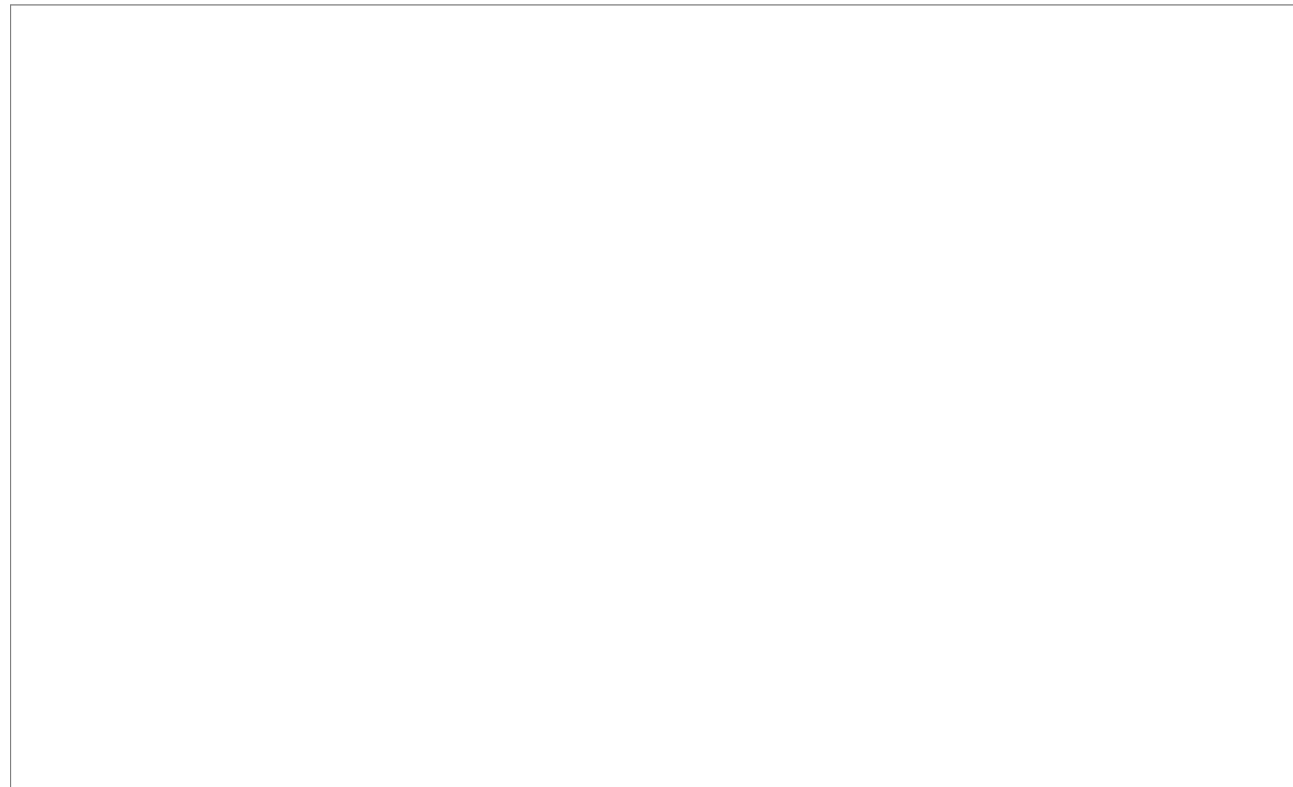
Notation : 6/6

Intérêt hydrologique : Type 1

Autres facteurs ou activités influençant la Zone Humide : Aucun

Notation : 8/9

Classement final selon le tableau de hiérarchisation : Cas 2



Cartographies de la Zone Humide

FICHE ZH N°2

Commune :RUPT SUR MOSELLE Date de l'inventaire : Juin/Septembre 2012

Lieu-dit : Les Feigneux

Protocole : DDT 88

Bassin versant :

Nature du sol : Alluvions donnant des rédoxisols typiques, des Fluviosols et des colluviosols

Caractère remarquables de la zone :

Mesure de protection/Inventaire : ZNIEFF de type 2

Habitats composants la Zone Humide :

Mégaphorbiaies – 37,1

Habitats déterminants ZNIEFF : Type 2

Espèces hygrophiles : *Angelica sylvestris* (Angélique des bois), *Deschampsia cespitosa* (Canches cespiteuses), *Filipendula ulmaria* (Reine des Prés) , *Eupatorium cannabinum* (Eupatoire à feuilles de chanvre), *Lysimachia vulgaris* (Lysimaque commune), *Lythrum salicaria* (Salicaire commune), *Cirsium palustris* (Cirse des marais), *Oenanthe crocata* (Oenanthe safranée), *Silene flos-cuculi* (Silène fleur de coucou), *Poa trivialis* (Pâturin commun), *Lotus pedunculatus* (Lotier des marais), *Stachys palustris* (Epière des marais)

Espèces remarquables : Aucune

Espèces protégées : Aucune

Fonction biologique : Rôle tampon

Notation : 2/3

Intérêt écologique : Type 2

Régime hydrologique de la zone humide

Régime de subversion : non

Capacités épuratoires : oui

Présence de cours d'eau : non

Altération des entrées et des sorties d'eau : Non

Durée de présence d'eau : variable

Activité/Usage de la zone humide : Mégaphorbiaie

Notation : 6/6

Intérêt hydrologique : Type 1

Autres facteurs ou activités influençant la Zone Humide : Aucun

Notation : 8/9

Classement final selon le tableau de hiérarchisation : Cas 2



Cartographie de la Zone Humide

FICHE ZH N°3

Commune :RUPT SUR MOSELLE Date de l'inventaire : Juin/Septembre 2012

Lieu-dit : Aux Volets

Protocole : DDT 88

Bassin versant :

à)-Nature du sol : Alluvions donnant des rédoxisols typiques, des Fluviosols et des colluviosols

Caractère remarquables de la zone :

Mesure de protection/Inventaire : ZNIEFF de type 2

Habitats composants la Zone Humide :

Mégaphorbiaies - 37,1

Habitats déterminants ZNIEFF : Type 2

Espèces hygrophiles : *Angelica sylvestris* (Angélique des bois), *Deschampsia cespitosa* (Canches cespiteuses), *Filipendula ulmaria* (Reine des Prés) , *Lysimachia vulgaris* (Lysimaque commune), *Lythrum salicaria* (Salicaire commune), *Cirsium palustris* (Cirse des marais), *Oenanthe crocata* (Oenanthe safranée), *Silene flos-cuculi* (Silène fleur de coucou), *Poa trivialis* (Pâturin commun), *Lotus pedunculatus* (Lotier des marais), *Stachys palustris* (Epiaire des marais)

Espèces remarquables : Aucune

Espèces protégées : Aucune

Fonction biologique : Rôle tampon autour

Notation : 2/3

Intérêt écologique : Type 2

Régime hydrologique de la zone humide

Régime de subversion : non

Capacités épuratoires : oui

Présence de cours d'eau : non

Altération des entrées et des sorties d'eau : Non

Durée de présence d'eau : variable

Activité/Usage de la zone humide : friches

Notation : 6/6

Intérêt hydrologique : Type 1

Autres facteurs ou activités influençant la Zone Humide : Aucun

Notation : 8/9

Classement final selon le tableau de hiérarchisation : Cas 2



Cartographie de la Zone Humide

FICHE ZH N°4

Commune :RUPT SUR MOSELLE Date de l'inventaire : Juin/Septembre 2012

Lieu-dit : Les Fieces

Protocole : DDT 88

Bassin versant : Moselle

Nature du sol : Alluvions donnant des rédoxisols typiques, des Fluviosols et des colluviosols

Caractère remarquables de la zone :

Mesure de protection/Inventaire : ZNIEFF de type 2

Habitats composants la Zone Humide :

Mégaphorbiaies - 37,1

Habitats déterminants ZNIEFF : Type 2

Espèces hygrophiles : *Angelica sylvestris* (Angélique des bois), *Deschampsia cespitosa* (Canches cespiteuses), *Filipendula ulmaria* (Reine des Prés) , *Lysimachia vulgaris* (Lysimaque commune), *Lythrum salicaria* (Salicaire commune), *Cirsium palustris* (Cirse des marais), *Oenanthe crocata* (Oenanthe safranée), *Silene flos-cuculi* (Silène fleur de coucou), *Poa trivialis* (Pâturin commun), *Lotus pedunculatus* (Lotier des marais), *Stachys palustris* (Epiaire des marais)

Espèces remarquables : Aucune

Espèces protégées : Aucune

Fonction biologique : Rôle tampon autour

Notation : 2/3

Intérêt écologique : Type 2

Régime hydrologique de la zone humide

Régime de subversion : non

Capacités épuratoires : oui

Présence de cours d'eau : non

Altération des entrées et des sorties d'eau : Non

Durée de présence d'eau : variable

Activité/Usage de la zone humide : friches

Notation : 6/6

Intérêt hydrologique : Type 1

Autres facteurs ou activités influençant la Zone Humide : Aucun

Notation : 8/9

Classement final selon le tableau de hiérarchisation : Cas 2



Cartographie de la Zone Humide

FICHE ZH N°5

Commune :RUPT SUR MOSELLE Date de l'inventaire : Juin/Septembre 2012

Lieu-dit : La Fourchette

Protocole : DDT 88

Bassin versant : Moselle

Nature du sol : Alluvions donnant des rédoxisols typiques, des Fluviosols et des colluviosols

Caractère remarquables de la zone :

Mesure de protection/Inventaire : ZNIEFF de type 2

Habitats composants la Zone Humide :

Mégaphorbiaies - 37,1

Habitats déterminants ZNIEFF : Type 2

Espèces hygrophiles : *Angelica sylvestris* (Angélique des bois), *Deschampsia cespitosa* (Canches cespiteuses), *Filipendula ulmaria* (Reine des Prés) , *Lysimachia vulgaris* (Lysimaque commune), *Lythrum salicaria* (Salicaire commune), *Cirsium palustris* (Cirse des marais), *Oenanthe crocata* (Oenanthe safranée), *Silene flos-cuculi* (Silène fleur de coucou), *Poa trivialis* (Pâturin commun), *Lotus pedunculatus* (Lotier des marais), *Stachys palustris* (Epiaire des marais)

Espèces remarquables : Aucune

Espèces protégées : Aucune

Fonction biologique : Rôle tampon autour

Notation : 2/3

Intérêt écologique : Type 2

Régime hydrologique de la zone humide

Régime de subversion : non

Capacités épuratoires : oui

Présence de cours d'eau : non

Altération des entrées et des sorties d'eau : Non

Durée de présence d'eau : variable

Activité/Usage de la zone humide : friches

Notation : 6/6

Intérêt hydrologique : Type 1

Autres facteurs ou activités influençant la Zone Humide : Aucun

Notation : 8/9

Classement final selon le tableau de hiérarchisation : Cas 2



Cartographie de la Zone Humide

FICHE ZH N°6

Commune :RUPT SUR MOSELLE Date de l'inventaire : Juin/Septembre 2012

Lieu-dit : Complexe humide du Queugnot

Protocole : DDT 88

Bassin versant : Moselle

Nature du sol : Alluvions donnant des rédoxisols typiques, des Fluviosols et des colluviosols

Caractère remarquables de la zone :

Mesure de protection/Inventaire : ZNIEFF de type 2

Habitats composants la Zone Humide :

Mégaphorbiaies – 37,1

Prairie humides eutrophes Code Corine: 37,2

Végétations de ceinture des bords des eaux 53,5

Formations riveraines de saules 44.1

Habitats déterminants ZNIEFF : Type 2

Espèces hygrophiles : salix alba (Saules blancs), Populus nigra (Peupliers noirs), Alnus glutinosa (Aulne glutineux), Fraxinus excelsior (Frêne commun), Angelica sylvestris (Angélique des bois), Deschampsia cespitosa (Canches cespiteuses), Filipendula ulmaria (Reine des Prés) , Carex sp. (Laîches), Phragmites australis (Roseau phragmite), Alisma plantago-aquatica (Plantain d'eau), Iris pseudacorus (Iris faux-acore), Lythrum salicaria (Salicaire commune), Solanum dulcamara (Morelle douce-amère)

Eis : *Eupatorium cannabinum* (Eupatoire à feuilles de chanvre), *Lysimachia vulgaris* (Lysimaque commune), *Lythrum salicaria* (Salicaire commune)

Ec : *Cirsium palustris* (Cirse des marais), *Oenanthe crocata* (Oenanthe safranée), *Silene flos-cuculi* (Silène fleur de coucou), *Poa trivialis* (Pâturin commun), *Lotus pedunculatus* (Lotier des marais), *Stachys palustris* (Epiaire des marais)

Juncus effusus (Joncs diffus), *Angelica sylvestris*(Angélique des bois), *Filipendula ulmaria* (Reine des prés)

Espèces remarquables : Aucune

Espèces protégées : Aucune

Fonction biologique : Rôle tampon autour du ruisseau du Raunet

Notation : 2/3

Intérêt écologique : Type 2

Régime hydrologique de la zone humide

Régime de subversion : oui

Capacités épuratoires : oui

Présence de cours d'eau : oui

Altération des entrées et des sorties d'eau : Non

Durée de présence d'eau : variable

Activité/Usage de la zone humide : Patures

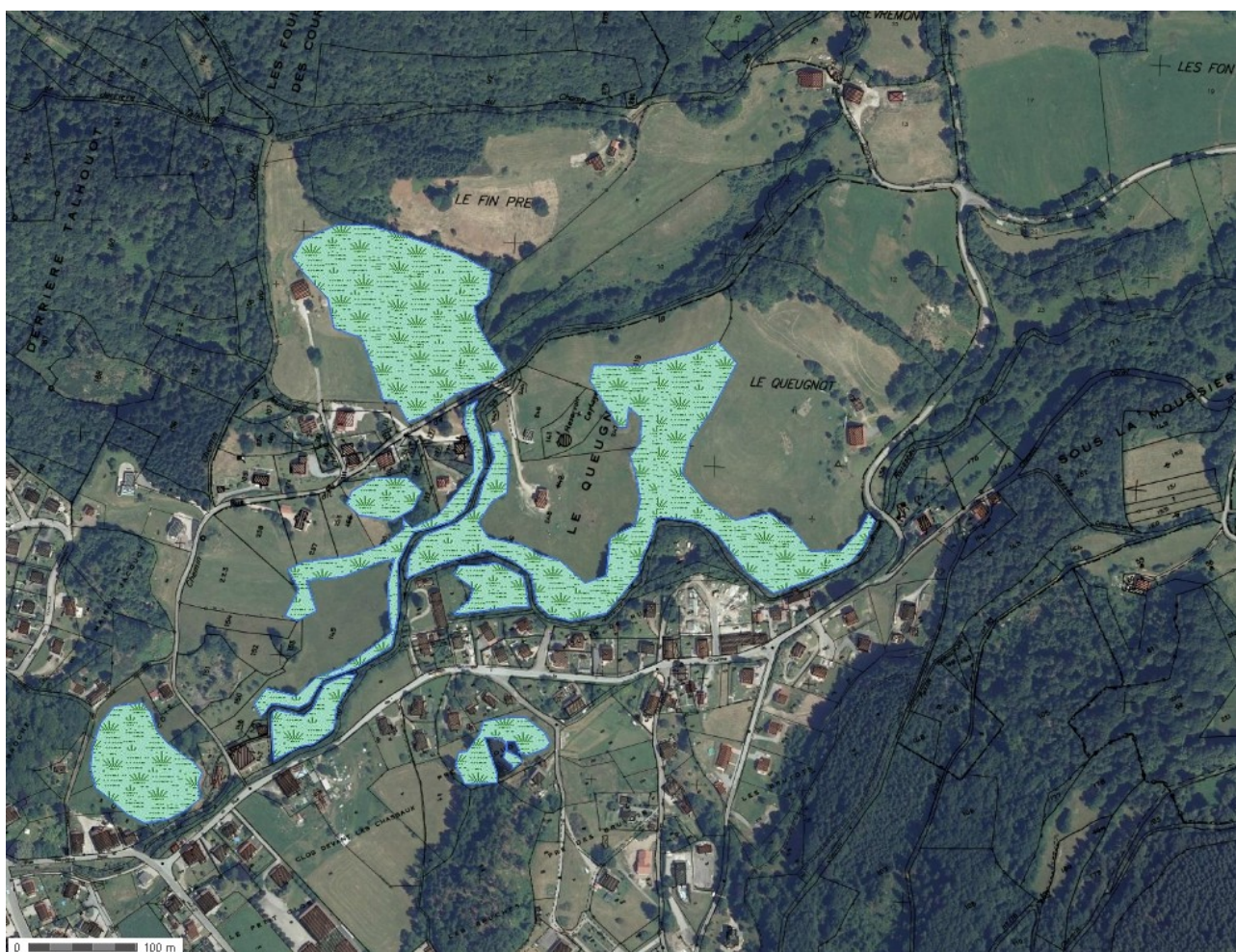
Notation : 6/6

Intérêt hydrologique : Type 1

Autres facteurs ou activités influençant la Zone Humide : Aucun

Notation : 8/9

Classement final selon le tableau de hiérarchisation : Cas 2



Cartographie de la Zone Humide

FICHE ZH N°7

Commune :RUPT SUR MOSELLE Date de l'inventaire : Juin/Septembre 2012

Lieu-dit : Complexe humide du Dessus de Rupt

Protocole : DDT 88

Bassin versant :

Nature du sol : Alluvions donnant des rédoxisols typiques, des Fluviosols et des colluviosols

Caractère remarquables de la zone :

Mesure de protection/Inventaire : ZNIEFF de type 2

Habitats composants la Zone Humide :

Mégaphorbiaies - 37,1

Prairie humides eutrophes Code Corine: 37,2

Végétations de ceinture des bords des eaux 53,5

Formations riveraines de saules 44.1

Habitats déterminants ZNIEFF : Type 2

Espèces hygrophiles : salix alba (Saules blancs), Populus nigra (Peupliers noirs), Alnus glutinosa (Aulne glutineux), Fraxinus excelsior (Frêne commun), Angelica sylvestris (Angélique des bois), Deschampsia cespitosa (Canches cespiteuses), Filipendula ulmaria (Reine des Prés) , Carex sp. (Laïches), Phragmites australis (Roseau phragmite), Alisma plantago-aquatica (Plantain d'eau), Iris pseudacorus (Iris faux-acore), Lythrum salicaria (Salicaire commune), Solanum dulcamara (Morelle douce-amère)

Eis : *Eupatorium cannabinum* (Eupatoire à feuilles de chanvre), *Lysimachia vulgaris* (Lysimaque commune), *Lythrum salicaria* (Salicaire commune)

Ec : *Cirsium palustris* (Cirse des marais), *Oenanthe crocata* (Oenanthe safranée), *Silene flos-cuculi* (Silène fleur de coucou), *Poa trivialis* (Pâturin commun), *Lotus pedunculatus* (Lotier des marais), *Stachys palustris* (Epiaire des marais)

Juncus effusus (Joncs diffus), *Angelica sylvestris*(Angélique des bois), *Filipendula ulmaria* (Reine des prés)

Espèces remarquables : Aucune

Espèces protégées : Aucune

Fonction biologique : Rôle tampon autour du ruisseau du Raunet

Notation : 2/3

Intérêt écologique : Type 2

Régime hydrologique de la zone humide

Régime de subversion : oui

Capacités épuratoires : oui

Présence de cours d'eau : oui

Altération des entrées et des sorties d'eau : Non

Durée de présence d'eau : variable

Activité/Usage de la zone humide : Patures

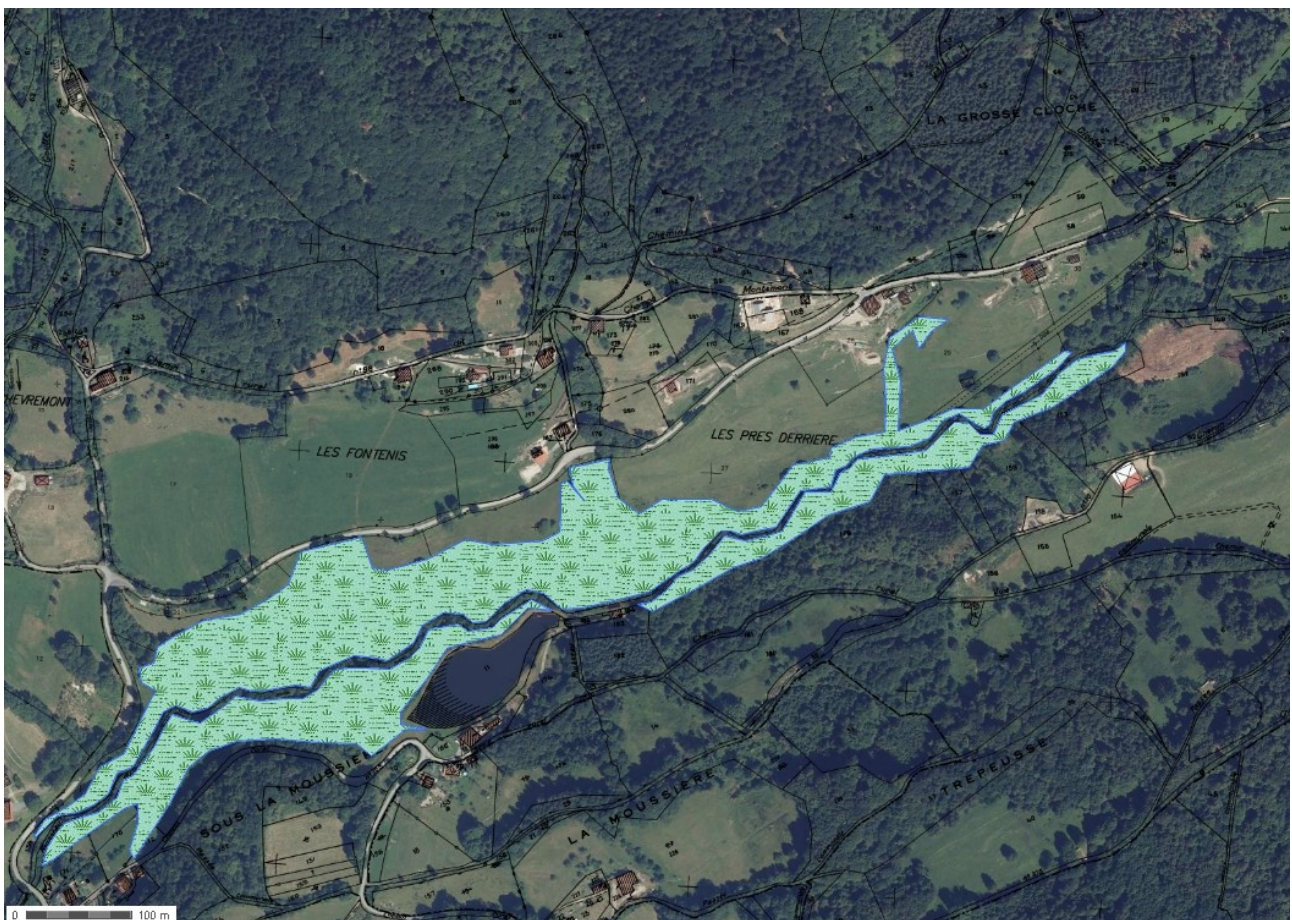
Notation : 6/6

Intérêt hydrologique : Type 1

Autres facteurs ou activités influençant la Zone Humide : Aucun

Notation : 8/9

Classement final selon le tableau de hiérarchisation : Cas 2



Cartographie de la Zone Humide

FICHE ZH N°8

Commune :RUPT SUR MOSELLE Date de l'inventaire : Juin/Septembre 2012

Lieu-dit : Les Renaprés

Protocole : DDT 88

Bassin versant : Moselle

Nature du sol : Alluvions donnant des rédoxisols typiques, des Fluviosols et des colluviosols

Caractère remarquables de la zone :

Mesure de protection/Inventaire : ZNIEFF de type 2

Habitats composants la Zone Humide :

Mégaphorbiaies - 37,1

Prairie humides eutrophes Code Corine: 37,2

Habitats déterminants ZNIEFF : Type 2

Espèces hygrophiles : Angelica sylvestris (Angélique des bois), Deschampsia cespitosa (Canches cespiteuses), Filipendula ulmaria (Reine des Prés) , Juncus effusus (Joncs diffus), Angelica sylvestris(Angélique des bois), Filipendula ulmaria (Reine des prés)

Espèces remarquables : Aucune

Espèces protégées : Aucune

Fonction biologique : Rôle tampon autour du ruisseau du Raunet

Notation : 2/3

Intérêt écologique : Type 2

Régime hydrologique de la zone humide

Régime de subversion : non

Capacités épuratoires : oui

Présence de cours d'eau : oui

Altération des entrées et des sorties d'eau : Non

Durée de présence d'eau : variable

Activité/Usage de la zone humide : Patures

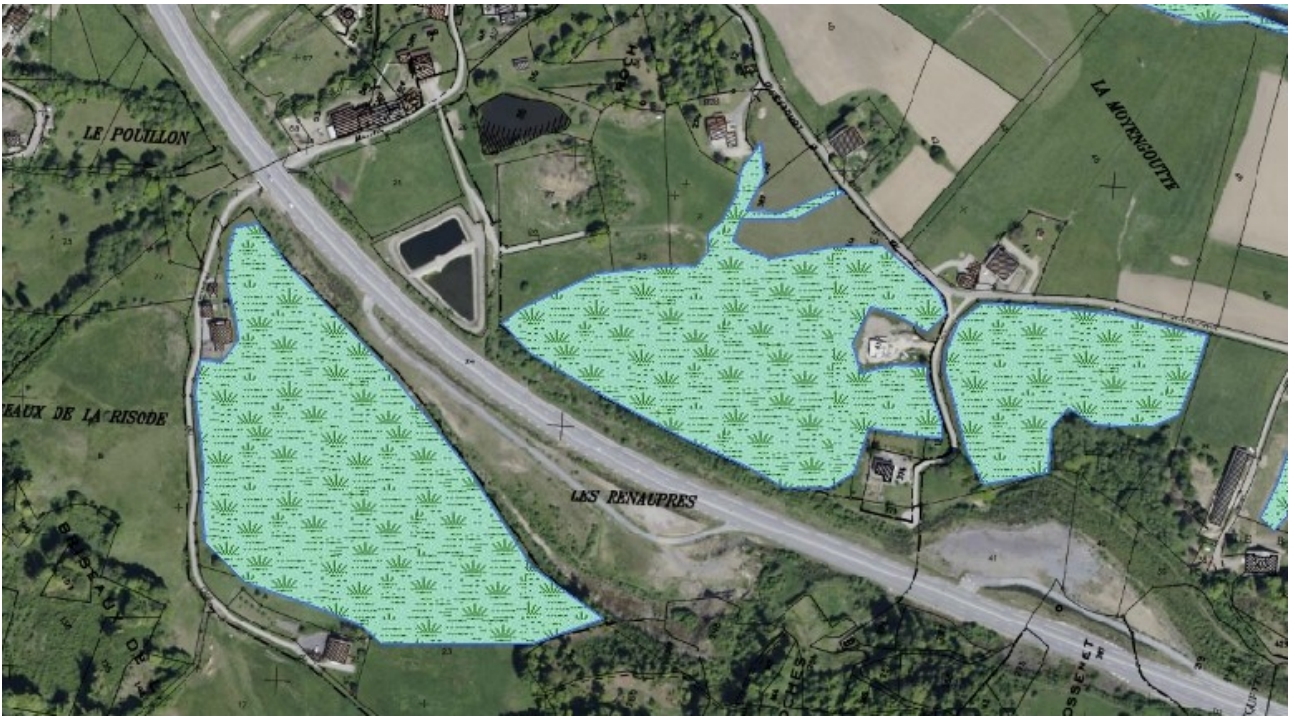
Notation : 6/6

Intérêt hydrologique : Type 1

Autres facteurs ou activités influençant la Zone Humide : Aucun

Notation : 8/9

Classement final selon le tableau de hiérarchisation : Cas 2



Cartographie de la Zone Humide

FICHE ZH N°9

Commune :RUPT SUR MOSELLE Date de l'inventaire : Juin/Septembre 2012

Lieu-dit : Pré Mougeotte

Protocole : DDT 88

Bassin versant : Moselle

Nature du sol : Remblais

Caractère remarquables de la zone :

Mesure de protection/Inventaire : Aucune

Habitats composants la Zone Humide :

Prairie humides eutrophes Code Corine: 37,2

Habitats déterminants ZNIEFF : Type 2

Espèces hygrophiles : Juncus effusus (Joncs diffus)

Espèces remarquables : Aucune

Espèces protégées : Aucune

Fonction biologique : Rôle tampon

Notation : 2/3

Intérêt écologique : Type 2

Régime hydrologique de la zone humide

Régime de subversion : non

Capacités épuratoires : oui

Présence de cours d'eau : oui

Altération des entrées et des sorties d'eau : Non

Durée de présence d'eau : variable

Activité/Usage de la zone humide : Remblais

Notation : 6/6

Intérêt hydrologique : Type 6

Autres facteurs ou activités influençant la Zone Humide : Aucun

Notation : 8/9

Classement final selon le tableau de hiérarchisation : Cas 3



Cartographie de la Zone Humide

FICHE ZH N°10

Commune :RUPT SUR MOSELLE Date de l'inventaire : Juin/Septembre 2012

Lieu-dit : Bozinpré

Protocole : DDT 88

Bassin versant : Moselle

Nature du sol : Alluvions donnant des rédoxisols typiques, des Fluviosols et des colluviosols

Caractère remarquables de la zone :

Mesure de protection/Inventaire : ZNIEFF de type 2

Habitats composants la Zone Humide : Mégaphorbiaies – 37,1

Habitats déterminants ZNIEFF : Type 2

Espèces hygrophiles : *Angelica sylvestris* (Angélique des bois), *Deschampsia cespitosa* (Canches cespitoses), *Filipendula ulmaria* (Reine des Prés) , *Eupatorium cannabinum* (Eupatoire à feuilles de chanvre), *Lysimachia vulgaris* (Lysimaque commune), *Lythrum salicaria* (Salicaire commune)

Espèces remarquables : Aucune **Espèces protégées :** Aucune

Fonction biologique : Rôle tampon autour du ruisseau du Raunet

Notation : 2/3 **Intérêt écologique :** Type 2

Régime hydrologique de la zone humide

Régime de subversion : non

Capacités épuratoires : non

Présence de cours d'eau : oui

Altération des entrées et des sorties d'eau : Non

Durée de présence d'eau : variable

Activité/Usage de la zone humide : Patures

Notation : 2/6 - **Intérêt hydrologique :** Type 5

Autres facteurs ou activités influençant la Zone Humide : Aucun

Notation : 8/9 **Classement final selon le tableau de hiérarchisation :** Cas 3



Cartographie de la Zone Humide

FICHE ZH N° 11

Commune :RUPT SUR MOSELLE Date de l'inventaire : Juin/Septembre 2012

Lieu-dit : Champ du Gé

Protocole : DDT 88

Bassin versant : Moselle

Nature du sol : Alluvions donnant des rédoxisols typiques, des Fluviosols et des colluviosols

Caractère remarquables de la zone :

Mesure de protection/Inventaire : ZNIEFF de type 2

Habitats composants la Zone Humide : Prairie humides eutrophes Code Corine: 37,2

Habitats déterminants ZNIEFF : Type 2

Espèces hygrophiles : Juncus effusus (Joncs diffus), Angelica sylvestris(Angélique des bois), Filipendula ulmaria (Reine des prés)

Espèces remarquables : Aucune - **Espèces protégées :** Aucune

Fonction biologique : Rôle tampon

Notation : 2/3 - **Intérêt écologique :** Type 2

Régime hydrologique de la zone humide

Régime de subversion : oui - **Capacités épuratoires :** oui - **Présence de cours d'eau :** oui - **Altération des entrées et des sorties d'eau :** Non - **Durée de présence d'eau :** variable

Activité/Usage de la zone humide : Patures

Notation : 6/6 - **Intérêt hydrologique :** Type 1

Autres facteurs ou activités influençant la Zone Humide : Aucun

Notation : 8/9 **Classement final selon le tableau de hiérarchisation :** Cas 2



Cartographie de la Zone Humide

FICHE ZH N°12

Commune :RUPT SUR MOSELLE Date de l'inventaire : Juin/Septembre 2012

Lieu-dit : Au Bas de la Mariotte

Protocole : DDT 88

Bassin versant : Moselle

Nature du sol : Alluvions donnant des rédoxisols typiques, des Fluviosols et des colluviosols

Caractère remarquables de la zone :

Mesure de protection/Inventaire : ZNIEFF de type 2

Habitats composants la Zone Humide : Prairie humides eutrophes Code Corine: 37,2

Habitats déterminants ZNIEFF : Type 2

Espèces hygrophiles : Juncus effusus (Joncs diffus), Angelica sylvestris(Angélique des bois), Filipendula ulmaria (Reine des prés)

Espèces remarquables : Aucune - **Espèces protégées :** Aucune

Fonction biologique : Rôle tampon

Notation : 2/3 - **Intérêt écologique :** Type 2

Régime hydrologique de la zone humide

Régime de subversion : oui - **Capacités épuratoires :** oui - **Présence de cours d'eau :** oui - **Altération des entrées et des sorties d'eau :** Non - **Durée de présence d'eau :** variable

Activité/Usage de la zone humide : Patures

Notation : 6/6 - **Intérêt hydrologique :** Type 1

Autres facteurs ou activités influençant la Zone Humide : Aucun

Notation : 8/9 **Classement final selon le tableau de hiérarchisation :** Cas 2



Cartographie de la Zone Humide

FICHE ZH N°13

Commune :RUPT SUR MOSELLE Date de l'inventaire : Juin/Septembre 2012

Lieu-dit : SAULX

Protocole : DDT 88

Bassin versant : Moselle

Nature du sol : Alluvions donnant des rédoxisols typiques, des Fluviosols et des colluviosols

Caractère remarquables de la zone :

Mesure de protection/Inventaire : ZNIEFF de type 2

Habitats composants la Zone Humide : Végétations de ceinture des bords des eaux 53,5

Habitats déterminants ZNIEFF : Type 2

Espèces hygrophiles : salix alba (Saules blancs), Populus nigra (Peupliers noirs), Alnus glutinosa (Aulne glutineux), Fraxinus excelsior (Frêne commun), Angelica sylvestris (Angélique des bois), Deschampsia cespitosa (Canches cespiteuses), Filipendula ulmaria (Reine des Prés) ,

Espèces remarquables : Aucune - **Espèces protégées :** Aucune

Fonction biologique : Rôle tampon autour du ruisseau du Raunet

Notation : 2/3 - **Intérêt écologique :** Type 2

Régime hydrologique de la zone humide

Régime de subversion : oui

Capacités épuratoires : oui

Présence de cours d'eau : oui

Altération des entrées et des sorties d'eau : Non

Durée de présence d'eau : variable

Activité/Usage de la zone humide : Patures

Notation : 6/6

Intérêt hydrologique : Type 1

Autres facteurs ou activités influençant la Zone Humide : Aucun

Notation : 8/9 **Classement final selon le tableau de hiérarchisation :** Cas 2



Cartographie de la Zone Humide

FICHE ZH N° 14

Commune :RUPT SUR MOSELLE Date de l'inventaire : Juin/Septembre 2012

Lieu-dit : Le Breuil

Protocole : DDT 88 - **Bassin versant :** Moselle

Nature du sol : Alluvions donnant des rédoxisols typiques, des Fluviosols et des colluviosols

Caractère remarquables de la zone :

Mesure de protection/Inventaire : ZNIEFF de type 2

Habitats composants la Zone Humide : Prairie humides eutrophes Code Corine: 37,2

Habitats déterminants ZNIEFF : Type 2

Espèces hygrophiles : Juncus effusus (Joncs diffus), Angelica sylvestris(Angélique des bois), Filipendula ulmaria (Reine des prés)

Espèces remarquables : Aucune - **Espèces protégées :** Aucune

Fonction biologique : Rôle tampon

Notation : 2/3 - **Intérêt écologique :** Type 2

Régime hydrologique de la zone humide

Régime de subversion : oui - **Capacités épuratoires :** oui - **Présence de cours d'eau :** oui - **Altération des entrées et des sorties d'eau :** Non - **Durée de présence d'eau :** variable

Activité/Usage de la zone humide : Patures

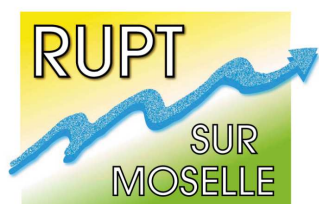
Notation : 6/6 - **Intérêt hydrologique :** Type 1

Autres facteurs ou activités influençant la Zone Humide : Aucun

Notation : 8/9 **Classement final selon le tableau de hiérarchisation :** Cas 2



Cartographie de la Zone Humide



Commune de RUPT SUR MOSELLE (88)

REVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS VALANT ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Annexes

Dossier Approbation

*Document conforme à celui annexé à la
délibération du Conseil Municipal du 06 mars
2017 portant approbation de l'élaboration du
PLU*



ESpace &
TERRitoires

Etudes et conseils en urbanisme et aménagement

240, rue de Cumène
54230 NEUVES-MAISONS

Tél : 03 83 50 53 87
Fax: 03 83 50 53 78

Sommaire

1- ANNEXES SANITAIRES.....	3
2- SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE	4
3- PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION.....	7
4- DICRIM/PCS.....	8
5- INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES	9
6- FICHES ENVIRONNEMENTALES.....	10
7- GUIDE 2015 de RUPT SUR MOSELLE.....	11
8- EMBLEMES RESERVES.....	12

1- ANNEXES SANITAIRES

2- SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Voir tableau et plan joints.

➤ Transport de Gaz Naturel Haute Pression

La zone de danger autour du poste de Rupt-sur-Moselle-01 a évolué.
Il est à noter que deux protections cathodiques se situent sur la commune.

Canalisation en service	DN	PMS (bar)	* Zone de dangers très graves Distance ELS (m)	* Zone de dangers graves Distance PEL (m)	* Zone de dangers significatifs Distance IRE (m)
SAINT-ETIENNE-LES-REMIREMONT- RUPT-SUR-MOSELLE	150	67.7	20	30	45
Poste en service			Zone de dangers (m)		
RUPT-SUR-MOSELLE-01			35 (autour de la clôture)		
Protections cathodiques			Zone de dangers		
Soutirage de RUPT sur MOSELLE			Se reporter aux exigences liées à la réglementation anti endommagement		
Soutirage de RUPT sur MOSELLE 2			Se reporter aux exigences liées à la réglementation anti endommagement		

* Zones de dangers situées de part et d'autre des ouvrages et définies dans la circulaire 2006-55 ou BSEI n°06-254

Rappel de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux

Le code de l'environnement – Livre V– Titre V– Chapitre IV impose :

- à tout responsable d'un projet de travaux, sur le domaine public comme dans les propriétés privées, de consulter le « Guichet Unique des réseaux » (téléservice www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr) ou à défaut de se rendre en mairie, afin de prendre connaissance des nom et adresse des exploitants de réseaux présents à proximité de son projet, puis de leur adresser une Déclaration de projet de Travaux (DT),
- aux exécutants de travaux (y compris ceux réalisant les voiries et branchements divers) de consulter également le Guichet Unique des réseaux et d'adresser aux exploitants s'étant déclarés concernés par le projet, une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT).

Conformément à l'article R.554-26 du code de l'environnement, lorsque le nom de GRTgaz est indiqué en réponse à la consultation du Guichet Unique des réseaux, les travaux ne peuvent être entrepris tant que GRTgaz n'a pas répondu à la DICT et avant la tenue du rendez-vous sur site obligatoire.

La présente réponse ne concerne que les ouvrages de transport de gaz haute pression exploités par GRTgaz, à l'exclusion des conduites de distribution de gaz (GrDF) ou celles d'autres concessionnaires.

Les projets liés à l'urbanisme sont à envoyer à :

GRT gaz-DO-PENE
DMDTT-CTT Urbanisme
Boulevard de la République BP34
62 232 ANNEZIN
03 21 64 79 29

➤ **Réseau de Transport d'Electricité de 3^{ème} catégorie (I4).**

La commune est concernée par un réseau de transport d'énergie électrique 3^{ème} catégorie qui bénéficie des servitudes instituées en application des articles L.323-3 et suivants et L.323-10 du Code de l'énergie.

Le service à contacter pour les renseignements relatifs à l'urbanisme est :

RTE-CD&I Nancy
SCET
8 rue de Versigny
SA 30 007
54 608 VILLERS-LES-NANCY CEDEX

En outre, pour tous travaux, toute demande de coupe et abattage d'arbres ou de taillis, de permis de construire ou d'aménager à moins de 100m de cet ouvrage, il conviendra de consulter le service exploitant cité ci-dessous :

RTE-GMR Lorraine
12 rue des Feivres
57 073 METZ CEDEX 03

En application du décret n°2011-1241 du 05/10/2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, codifié aux articles R.544-20 et suivants du code de l'environnement, le maître d'ouvrage des travaux est soumis à plusieurs obligations et doit notamment consulter le guichet unique sur l'existence éventuelle d'ouvrages dans la zone de travaux prévue.

Lorsque l'emprise des travaux entre dans la zone d'implantation de l'ouvrage, le maître d'ouvrage doit réaliser une déclaration de projet de travaux (DT).

L'exécutant des travaux doit également adresser une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) reprenant les mêmes informations que la DT (localisation, périmètre de l'emprise des travaux, nature des travaux et techniques opératoires prévues).

L'exploitant des ouvrages électriques répond alors dans un délai de 9 jours pour les DT dématérialisées et 15 jours pour les DT non dématérialisées et toutes DICT. Des classes de précisions sont données par les exploitants et des investigations complémentaires peuvent être réalisées.

➤ **RN66- route classée à Grande Circulation**

La commune est concernée par des servitudes liées à la RN66 en tant que Route Classée à Grande Circulation :

- Le respect des termes de l'article L.111-1-4 du code de l'urbanisme modifié par la loi du n° 2010-788 du 12/07/2010 article 47 concernant les zones de recul et de non construction
- Le respect de la servitude EL7 s'applique pour ce qui concerne l'alignement (article L.112-1 à L.112-7 du Code de la Voirie Routière)
- L'interdiction de tout accès en section hors agglomération.
- Le respect de la réglementation sur la publicité en bordure des voies publiques, notamment l'article R.116-2 du code de la voirie routière et les articles R-418-4 et R.418-7 ainsi que la loi du 12/07/2012 et ses décrets d'application du 30/12/2012 et du 09/07/2013.
- L'interdiction de tout rejet ou écoulement sur le DPRN.

3- PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION (PPRI) DE LA MOSELLE AMONT

Plan des aléas PPRI et règlement et arrêté préfectoral ci-joint.

4- DICRIM/PCS

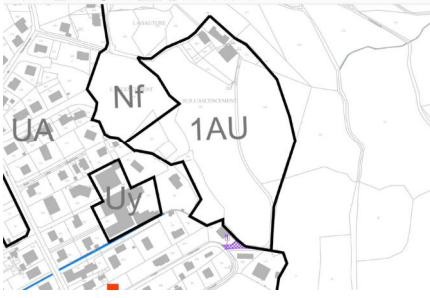
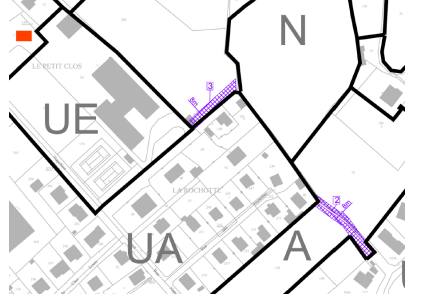
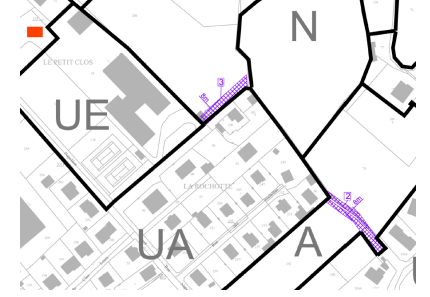
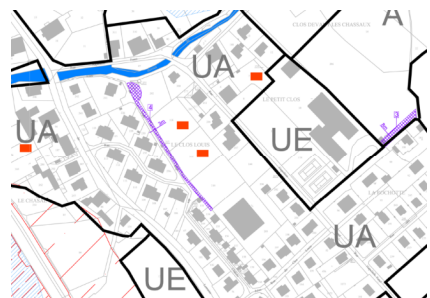
Document ci-joint

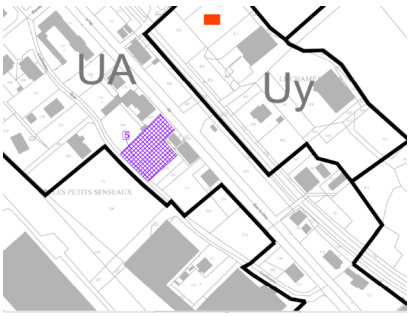
5- INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES

Ci-joint l'inventaire des zones humides (non exhaustif) réalisé par le bureau d'études Est Conseil.

6- FICHES ENVIRONNEMENTALES

8- EMBLEMENTS RESERVES

N°	DESTINATION	LOCALISATION	BENEFICIAIRE	SURFACE	ILLUSTRATIONS	ZONAGE PLU
1	Création d'une desserte et d'un bouclage viaire depuis la rue des vieux Chazeaux pour la future zone 1AU de l'Ascensement	Lieu-dit Sur l'Ascensement	Commune	147.23 m ²		UA Planche n°6
2	Création d'une desserte pour l'aménagement à long terme du secteur	Lieu-dit La Rochotte	Commune	443.37 m ² 8m de large		A Planche n°6
3	Création d'une desserte pour l'aménagement à long terme du secteur	Lieu-dit La Rochotte	Commune	408.83 m ² 8m de large		A Planche n°6
4	Elargissement de la voie permettant notamment la desserte pour la nouvelle salle multiactivités	Lieu-dit Le Clos Louis	Commune	643.72 m ² 3m de large		UA Planche n°6

<p>5</p>	<p>Création d'une voie permettant la desserte de la zone d'activités</p>	<p>Lieu-dit Les Petits Senseaux</p>	<p><i>Commune</i></p>	<p>1264.11 m²</p>	 <p>The map displays a street grid in an urban area. A specific rectangular area is highlighted with a purple grid, representing the project site. The area is labeled 'UA' and is situated between other urban blocks. A red square marker is visible in the upper right portion of the map. The text 'LES PETITS SENSEAUX' is visible at the bottom of the map area.</p>	<p>UA Planche n°5</p>
-----------------	--	-------------------------------------	-----------------------	------------------------------	---	---------------------------

Commune de RUPT-SUR-MOSELLE
Périmètre de protection des ouvrages annexes

PLAN PARCELLAIRE

PUITS DE LA DERMANVILLE
Station de pompage et de traitement
Périmètre de protection immédiate



X = 919500.20
Y = 345800.75
Z = 710.30

Coordonnées X, Y
Lambert II étendu
Altitude rattachée au NGF

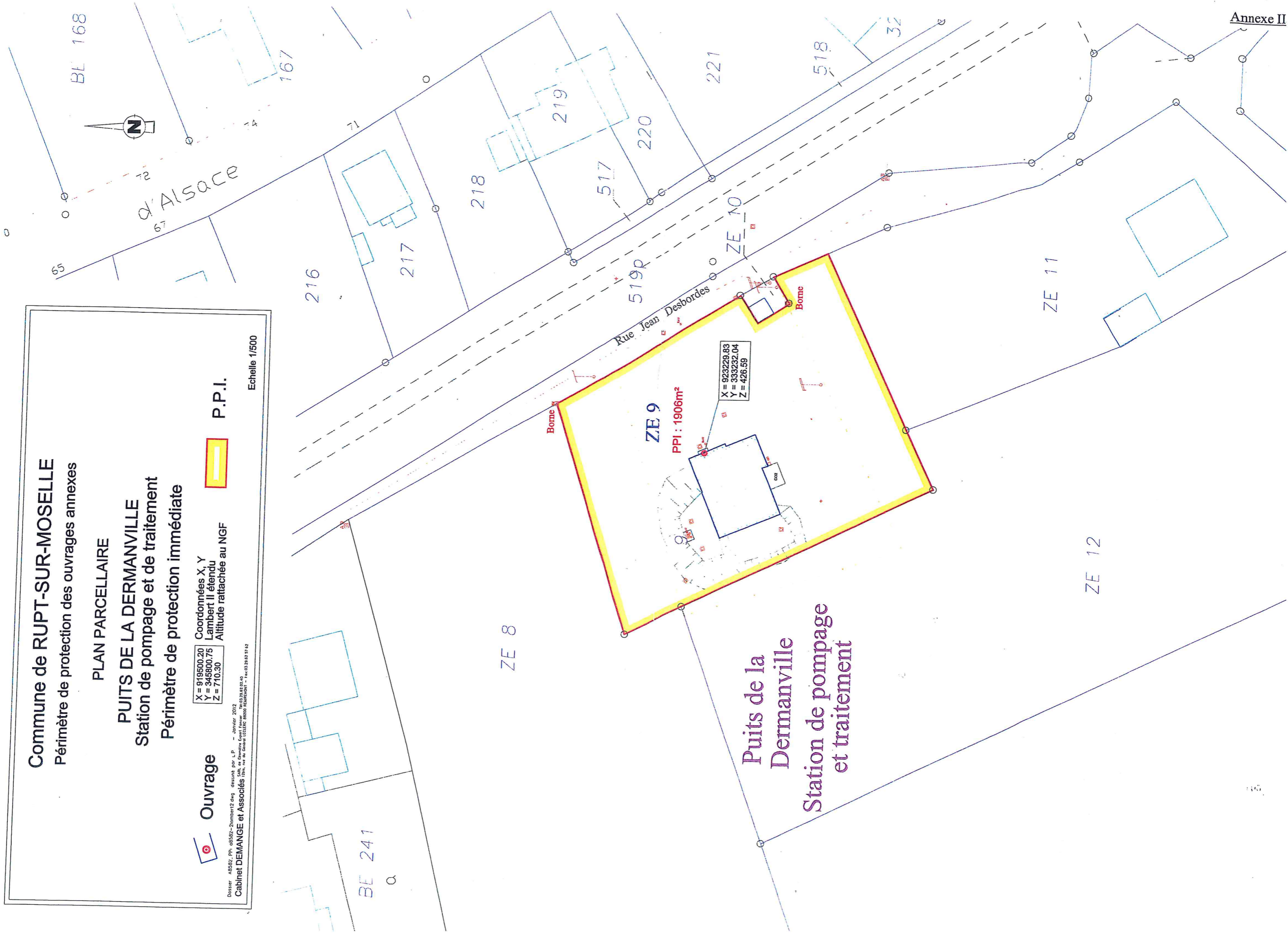


P.P.I.

Dossier A8592_PH_05592-20060220.dwg dessiné par L.P. - Janvier 2012

Cabinet DEMANGE et Associés SARL, 48 Chemin de la Gare, 54100, RUPT-SUR-MOSELLE, Tél: 03.29.42.02.40
Rég. au Greffe du Tribunal de Commerce de Nancy - N° 03 29 42 02 40 - Fax: 03 29 42 51 42

Echelle 1/500



Annexe II

Commune de RUPT-SUR-MOSELLE
Périmètre de protection des ouvrages annexes

PLAN PARCELLAIRE

RESERVOIR DE LA DERMANVILLE

Périmètre de protection immédiate



X = 919500.20
Y = 345800.75
Z = 710.30

Coordonnées X, Y
Lambert II étendu
Altitude rattachée au NGF



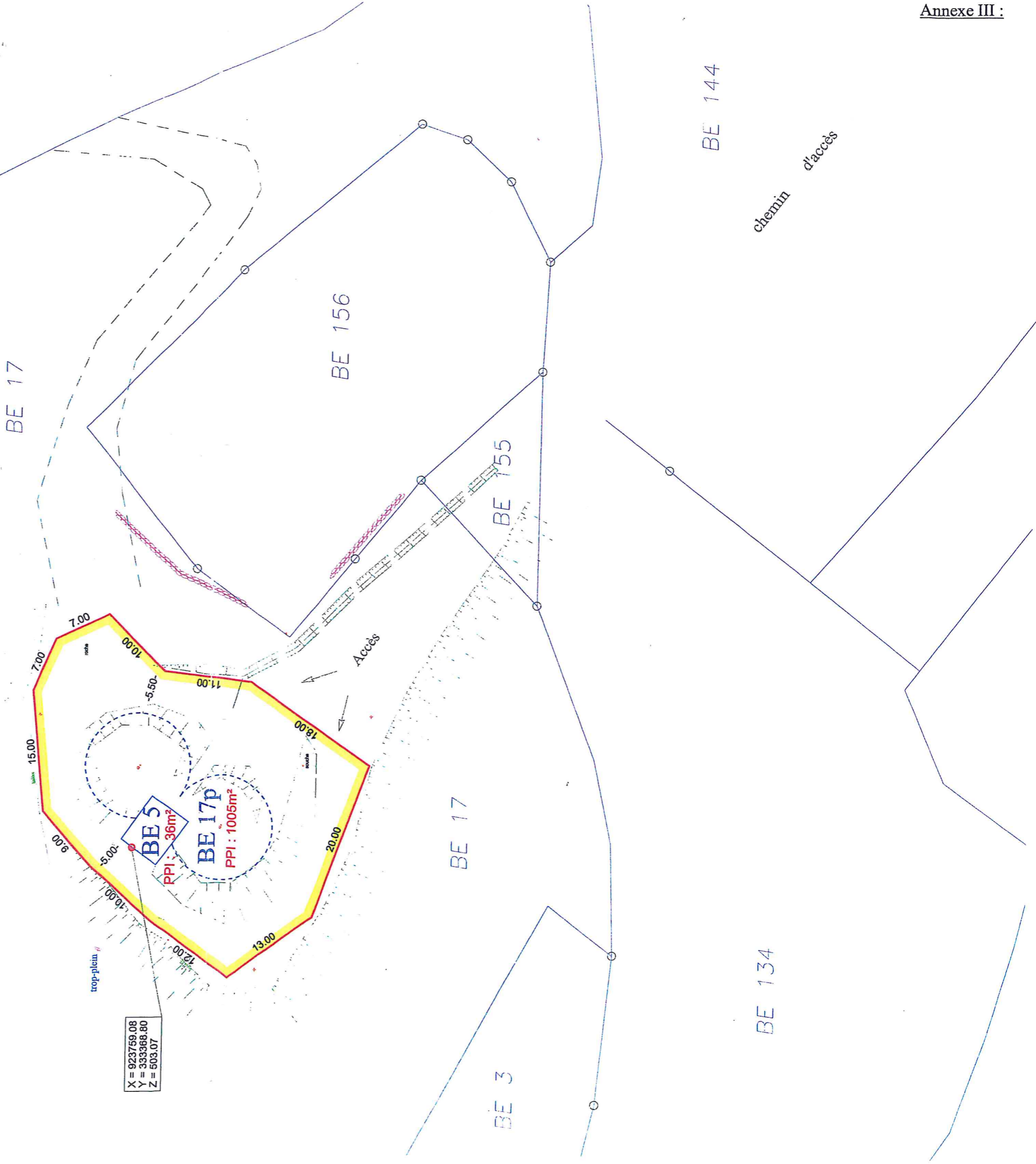
P.P.I.

Dossier : A5502_PPI_08502-20mkt(12.dwg) orné par L.P. Janvier 2012
Cabinet DEMANGE et Associés 10bis, rue de Châteauneuf 54200 NAINVILLE - Tél. 03.29.43.29.02

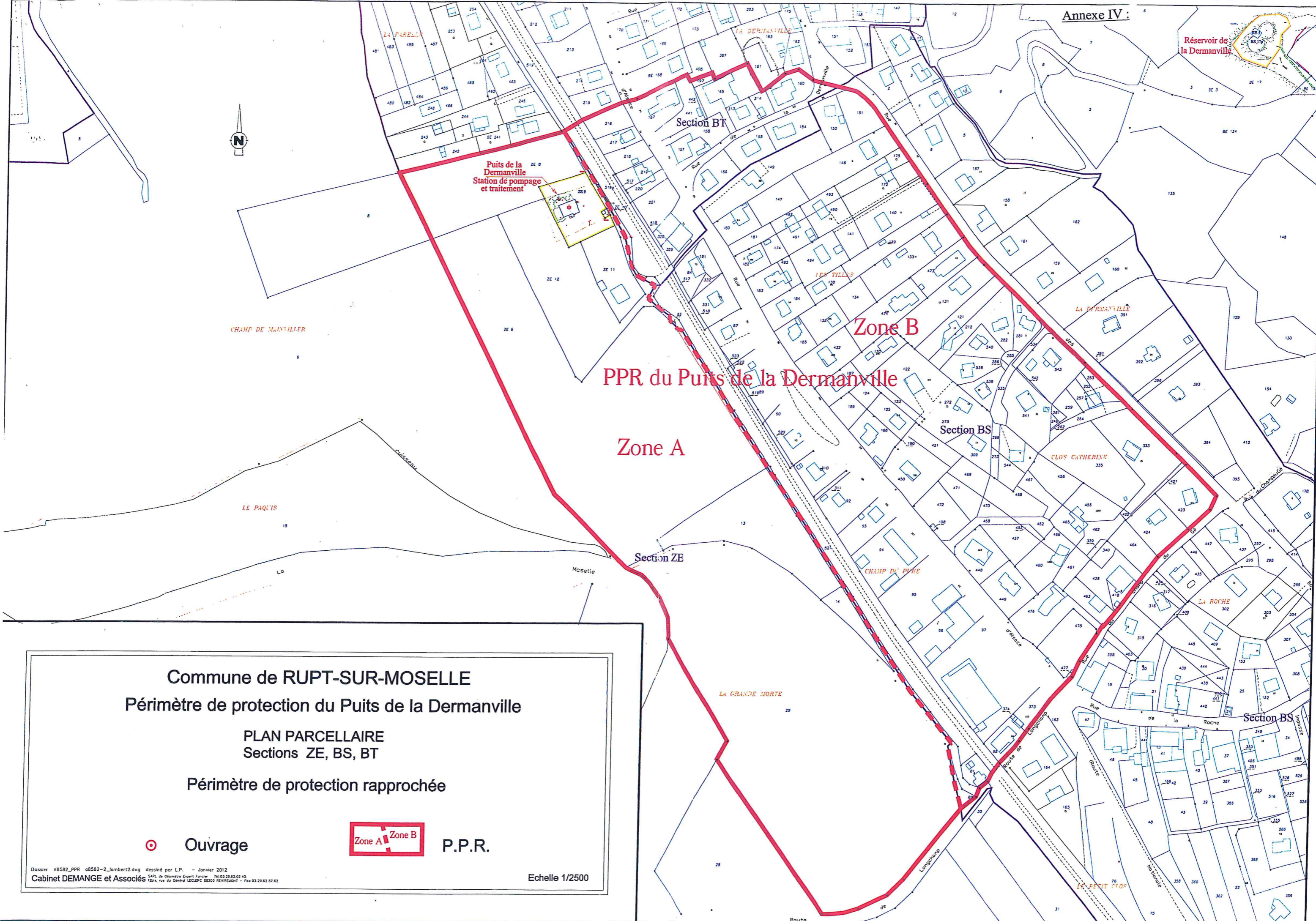
Echelle 1/500



Réservoir de
la Dermanville



Réservoir de la Dermanville



Commune de RUPT-SUR-MOSELLE
Périmètre de protection du Puits de la Dermanville

PLAN PARCELLAIRE
Sections ZE, BS, BT

Périmètre de protection rapprochée

 **Ouvrage**
 **P.P.R.**

Commune de RUPT-SUR-MOSELLE

Périmètre de protection des ouvrages annexes

PLAN PARCELLAIRE

SOURCES FONTENIS 1 et 2

Périmètre de protection immédiate

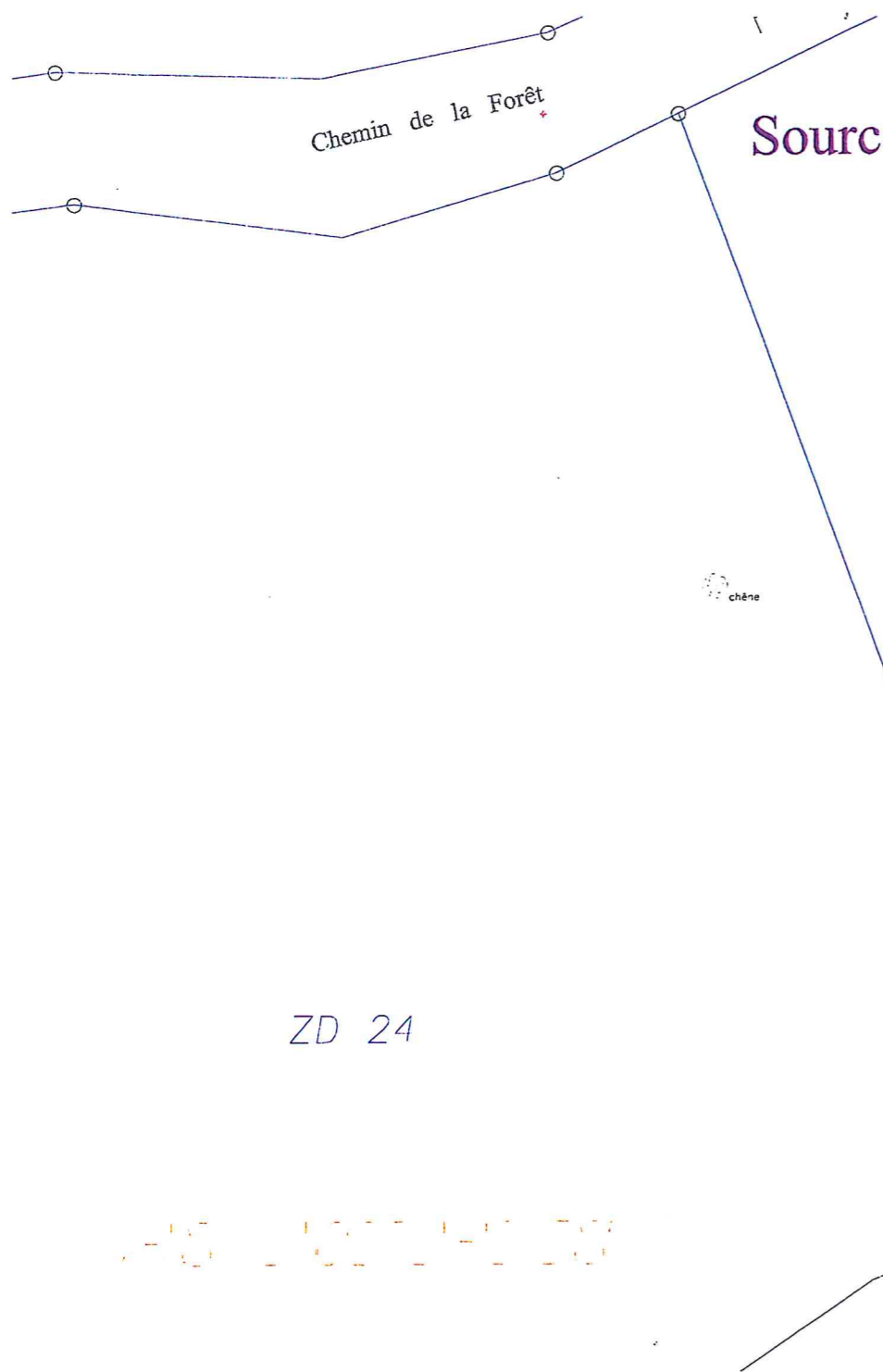
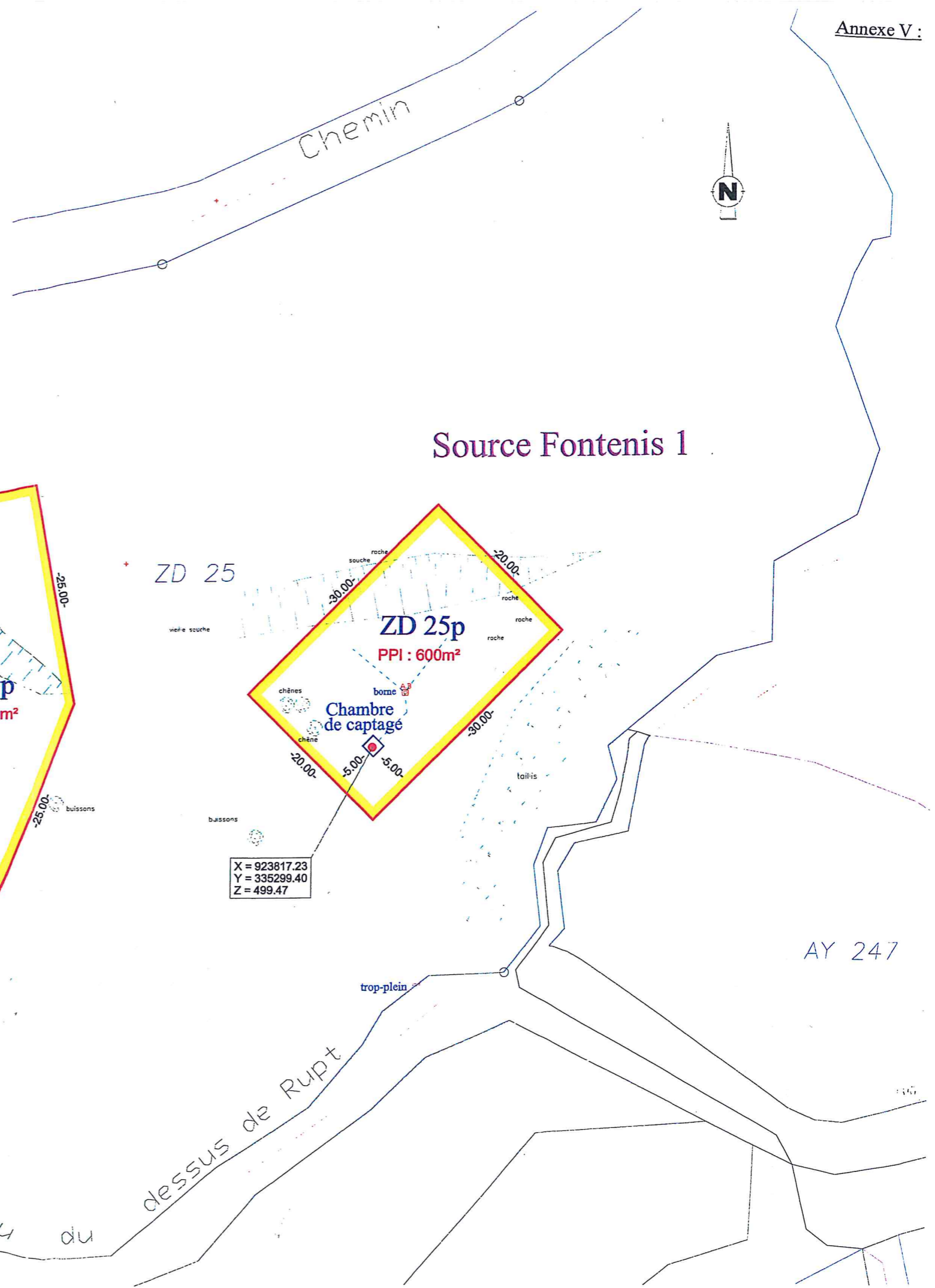


Coordonnées X, Y
Lambert II étendu
Altitude rattachée au NGF



Dossier 48582_PPI a8582-Ziembert2 a.m.g. dessiné par L.P. - Janvier 2012
Cabinet DEMANGE et Associés SARL, de Géomètre Expert Foncier. Tél: 03 29 62 02 40.
1246, rue du Général LEC. F 54000 ROUJON - Fax: 03 29 62 57 62

Echelle 1/500



ZD 24

ZD 25

AY 247

X = 923766.85
Y = 335285.64
Z = 497.82

X = 923817.23
Y = 335299.40
Z = 499.47

Commune de RUPT-SUR-MOSELLE

Périmètre de protection des ouvrages annexes

PLAN PARCELLAIRE

SOURCE FONTENIS 3

Périmètre de protection immédiate



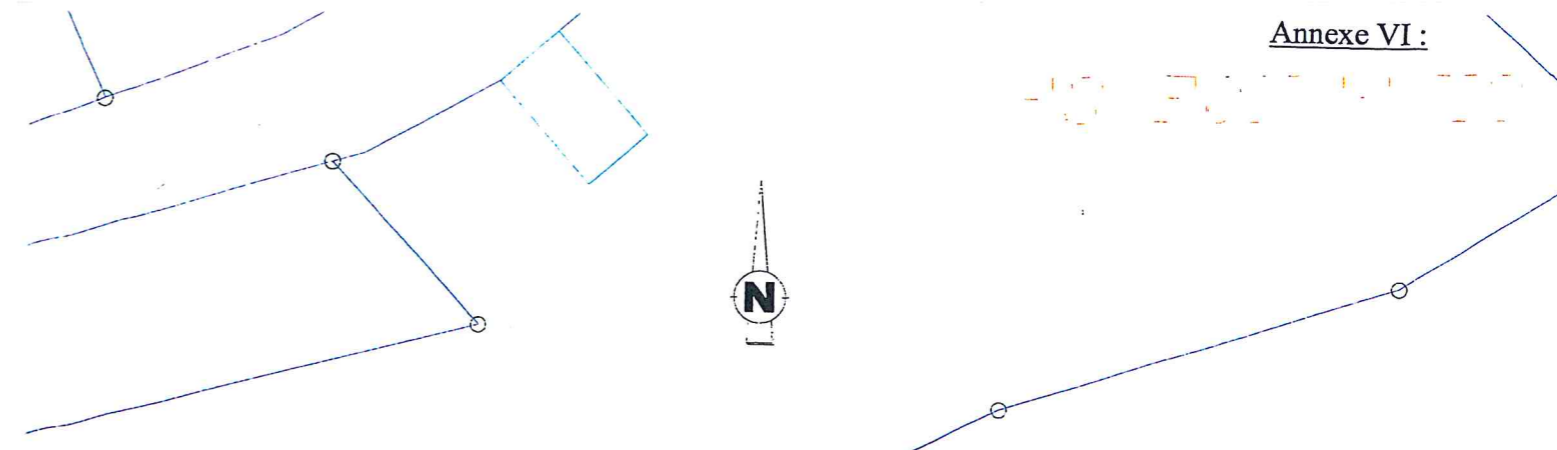
X = 919500.20
Y = 345800.75
Z = 710.30

Coordonnées X, Y
Lambert II étendu
Altitude rattachée au NGF



Dossier 48582_PPI c8582-2lancart2.dwg dessiné par L.P. - Janvier 2012
SARL de Géométrie Expert Foncier - Tél 03 29 82 02 40
Cabinet DEMANGE et Associés - 12bis, rue du Général LECLERC 55100 ROUREMONT - Fax 03 29 82 57 62

Echelle 1/500



ZD 21

ZD 23

Source Fontenis 3

ZD 22p

PPI : 957m²

Chambre de captage

X = 923561.94
Y = 335180.63
Z = 485.41

trop-plein

22

Passée du fin Pré

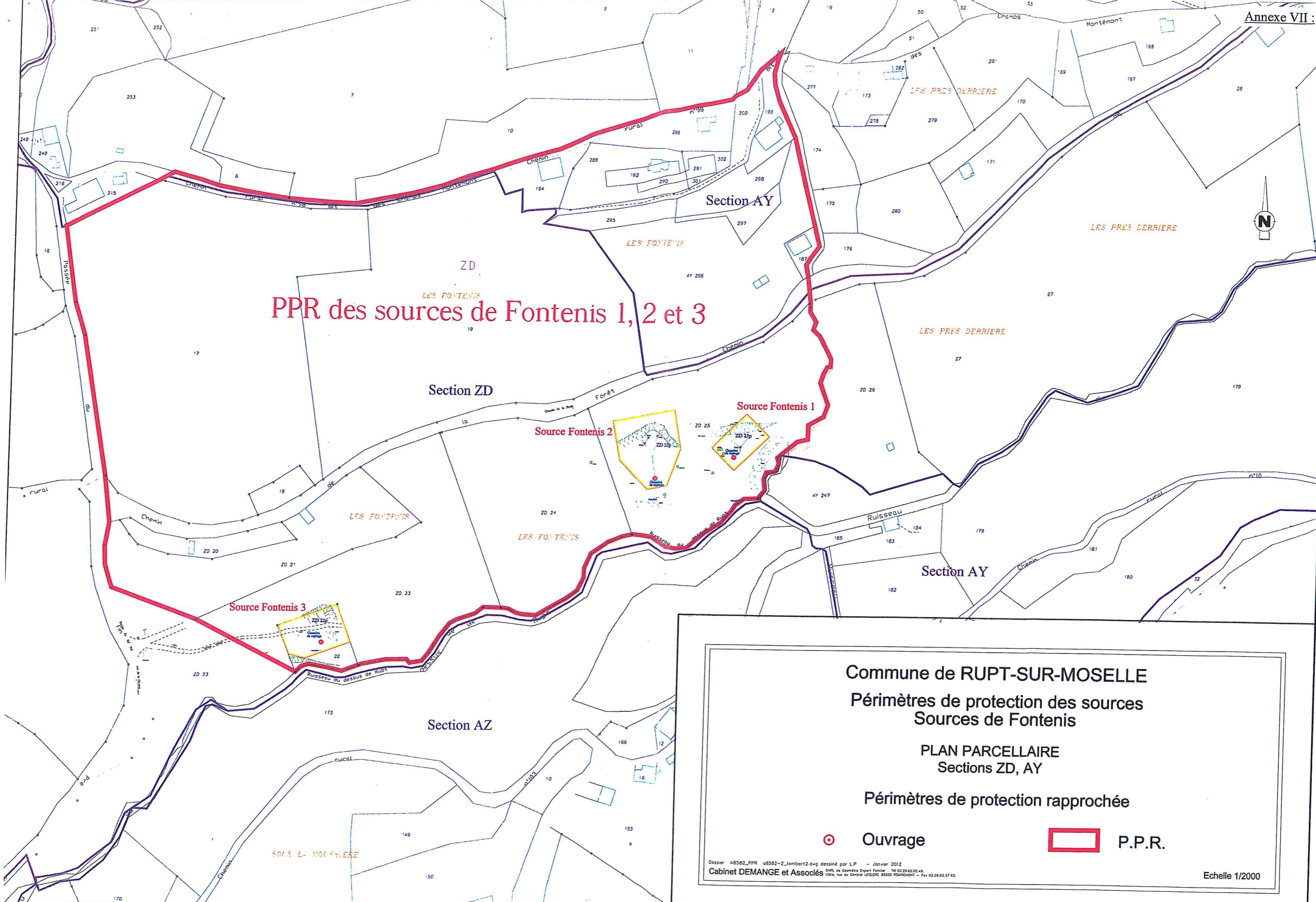
rue de la Charne

chemin d'accès

Ruisseau du dessus de Rupt

ZD 23

173



PPR des sources de Fontenis 1, 2 et 3

Commune de RUPT-SUR-MOSELLE
 Périmètres de protection des sources
 Sources de Fontenis

PLAN PARCELLAIRE
 Sections ZD, AY

Périmètres de protection rapprochée

⊙ Ouvrage □ P.P.R.

Dossier ABS82_PPR a8582-2_Jambert12.dwg dessiné par LP - Janvier 2012
 Cabinet DEMANGE et Associés SARL de Géomètre Expert Foncier 18 03 29 62 02 40
 170% rue du Général LECLERC 55200 ROUPELLOU - Tél. 03.29.62.57.62.

Echelle 1/2000

Commune de RUPT-SUR-MOSELLE

Périmètre de protection des ouvrages annexes

PLAN PARCELLAIRE

OUVRAGES DU SECTEUR DE GIGANT-VANCON

Captage et ouvrages de traitement et stockage

Périmètre de protection immédiate

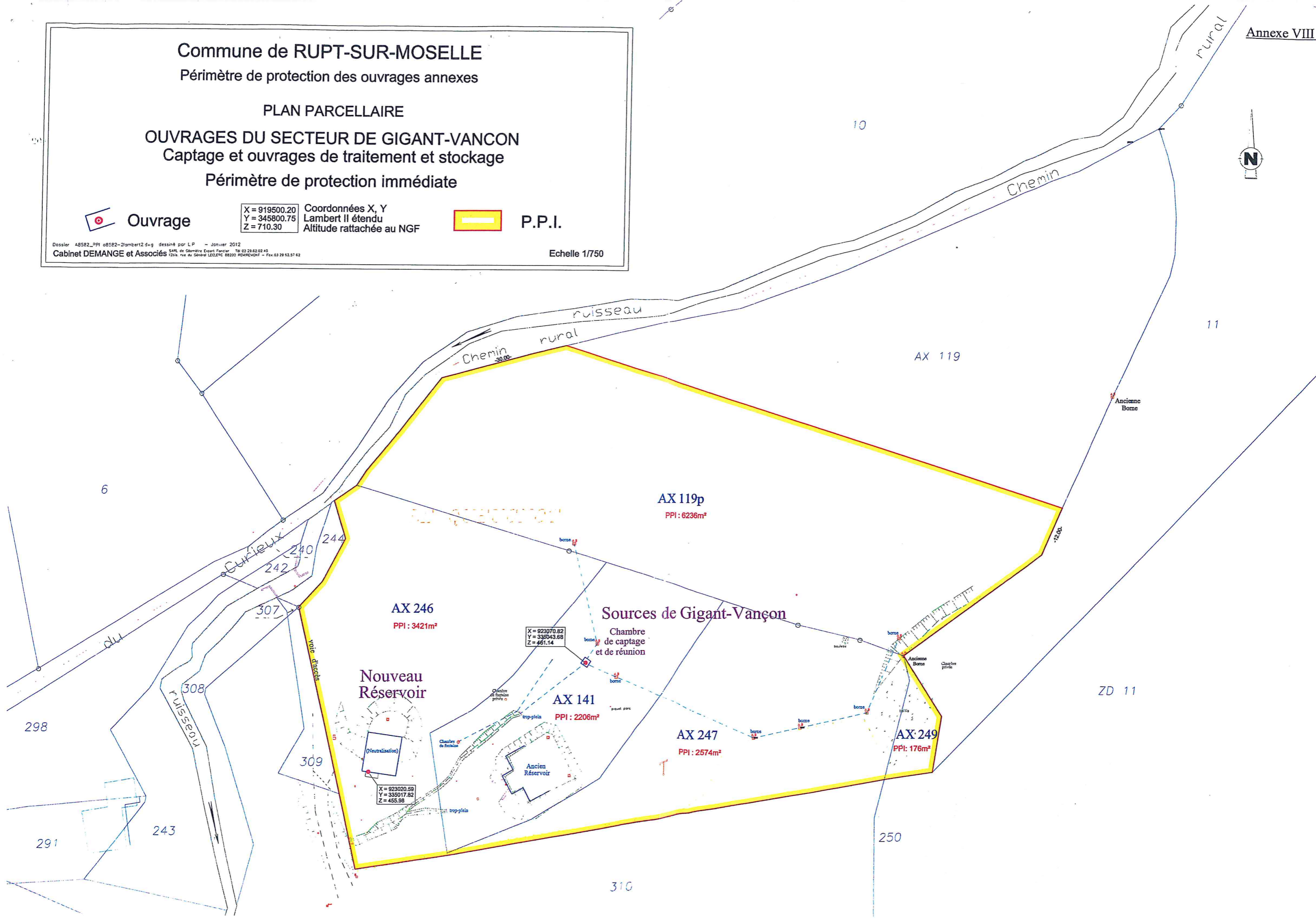


Coordonnées X, Y
Lambert II étendu
Altitude rattachée au NGF



Dossier A8582_PPI_08582-2lambert2.dwg dessiné par L.P. - Janvier 2012
Cabinet DEMANGE et Associés 5411, rue de Géométrie Esprit Fancier - Tél 03 29 62 02 40
12314, rue du Général LECHEC 54200 HEDERVILLE - Tél 03 29 62 57 62

Echelle 1/750



X = 923020.58
Y = 335017.82
Z = 455.98

X = 923070.82
Y = 335043.88
Z = 461.14

Commune de RUPT-SUR-MOSELLE

Périmètres de protection des sources

Sources de Gigant-Vançon

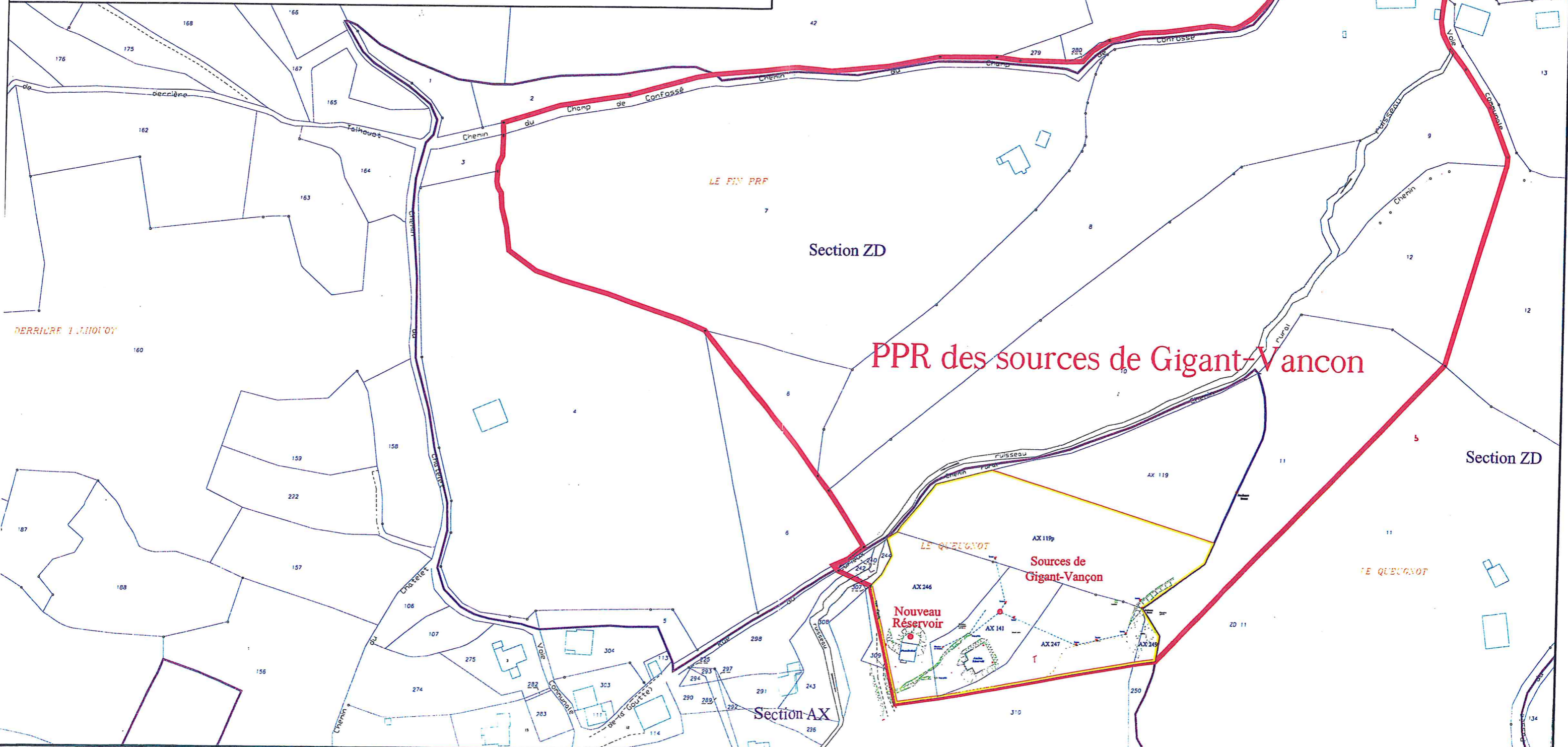
PLAN PARCELLAIRE
Sections AX, ZD

Périmètres de protection rapprochée

⊙ Ouvrage □ P.P.R.

Dossier A8587_PPR a8582-2 lombert2.dwg dessiné par LP - Janvier 2012
Cabinet DEMANGE et Associés SARL de Géomètre Expert Foncier Tél: 03.29.62.02.40
1734, rue du Général LECLERC 88200 REMIREMONT - Fax: 03.29.62.57.62.

Echelle 1/2000



PPR des sources de Gigant-Vançon

DERRIÈRE L'ÉGLISE

LE FIN PPR

Section ZD

LE QUEUGNOT

Nouveau Réservoir

Sources de Gigant-Vançon

Section AX

Liste des servitudes d'utilité publique

Commune : Rupt-sur-Moselle

Le 15.04.2016



Direction Départementale
des Territoires
des Vosges

A1

BOIS ET FORETS SOUMIS AU REGIME FORESTIER

Référence du texte législatif : Code forestier

Acte instituant la servitude : Code forestier.

Désignation de la servitude :

Service responsable : ONF

A4

LIBRE PASSAGE LE LONG DES COURS D'EAU NON DOMANIAUX

Référence du texte législatif : Articles L. 211-7 (1) du Code de l'environnement et articles L. 151-37-1 et R. 152-29 à R. 152-35 du Code rural

Acte instituant la servitude : A.P. N°3.127.63 du 19/09/1963

Désignation de la servitude :

LA MOSELLE (du THILLOT à EPINAL).

Service responsable : DDT

A5

CANALISATIONS PUBLIQUES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Référence du texte législatif : Articles L. 152-1, L. 152-2 et R.152-1 à R. 152-15 du code rural et de la pêche maritime

Acte instituant la servitude :

Désignation de la servitude :

Sur le territoire communal.

Service responsable : Commune

AS1

PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES

Référence du texte législatif : Article L215-13 du code de l'environnement, articles L.1321-2, L.1321-2-1 et R.1321-6 et suivants du code de la santé publique - Eaux Minérales : articles L.1322-3 à L.1322-13, R. 1322-17 et suivants, Arrêté du 26 février 2007, Circulaire DGS/EA4 n°2008-30 du 31 janvier 2008, Circulaire DGS n° 2001/305 du 02 juillet 2001

Acte instituant la servitude : Arrêté Préfectoral n° 3777/2013 du 22/02/2013

Désignation de la servitude :

RUP T SUR MOSELLE - Sources des Fontenis 1, 2, 3 du captage de Gigant-Vançon et du puits de la Dermanville et ouvrages annexes

Service responsable : ARS de Lorraine

EL11

INTERDICTION D ACCES AUX ROUTES EXPRESS ET DEVIATIONS

Référence du texte législatif : Articles L. 122-2, L.151-3, L.152-1 et L.152-2 du Code de la voirie routière

Acte instituant la servitude : Arrêté préfectoral de D.U.P. 899/96/DDE du 31/12/1996.

Service responsable : DIR EST

Désignation de la servitude :

R.N. 66. Déviation de Rupt sur Moselle (Déviation d'agglomération).

13A

GAZ - CANALISATIONS DE TRANSPORT

Référence du texte législatif : Loi du 15 juin 1906 modifiée (art. 12), Loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée (art. 35), Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 (art. 1 à 4), Décret n° 70-492 du 1/06 (titre I - chapitre III et titre II), Décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 modifié (art. 5 et 29), Loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 modifiée (art.24)

Acte instituant la servitude : ARRETE DE D.U.P. N° 267/2001 DU 22/02/2001

Service responsable : GRT gaz - 1

Désignation de la servitude :

TRANSPORT: SAINT ETIENNE LES REMIREMONT - RUPT SUR MOSELLE (D.150)

14A

TRANSPORT D'ENERGIE ELECTRIQUE - 3ème CATEGORIE

Référence du texte législatif : loi du 15 juin 1906 (art. 12 et 12bis) modifiée, loi de finances du 13 juillet 1925 (art. 298), Loi n° 46-628 du 8 avril 1946 (art. 35) modifiée, décret n°67-886 du 6 (art. 1 à 4), décret n° 70-492 du 1 juin 1970 modifié.

Acte instituant la servitude :

Service responsable : RTE

Désignation de la servitude :

TRANSPORT - 3°Catégorie. Ligne 63kv. REMIREMONT - RONCHAMP (70).

14B

DISTRIBUTION D'ENERGIE ELECTRIQUE

Référence du texte législatif : Loi du 15 juin 1906 (art. 12 et 12bis) modifiée, loi de finances du 13 juillet 1925 (art. 298), Loi n° 46-628 du 8 avril 1946 (art. 35) modifiée, décret n°67-886 du 6 (art. 1 à 4), décret n° 70-492 du 1 juin 1970 modifié.

Acte instituant la servitude :

Service responsable : ERDF - UR

Désignation de la servitude :

DISTRIBUTION Sur le territoire communal.

16

MINES - CARRIERES - EXPLOITATION OU AUTORISATIONS DE RECHERCHES

Référence du texte législatif : Code minier: articles 71 à 73.

Acte instituant la servitude : Décret du 19/08/1987

Service responsable : DREAL - LR

Désignation de la servitude :

Concession de Maxonchamp.

INT1

SERVITUDE AU VOISINAGE DES CIMETIERES

Référence du texte législatif : Articles L. 2223-5 et R. 2223-7 du code général des collectivités territoriales et article R. 425-13 du code de l'urbanisme

Acte instituant la servitude :

Service responsable : Préfecture des Vosges

Désignation de la servitude :

JS1

PROTECTION DES TERRAINS DE SPORT

Référence du texte législatif : Articles L. 312-3 et R. 312-6 du code du sport

Acte instituant la servitude :

Service responsable : DDCSPP - DDJS

Désignation de la servitude :

Gymase - rue Jules Ferry, stade municipal - Impasse Brossi, terrains de tennis - rue Napoléon Forel, parcours de santé - Le dessus de Parter, piste de ski de fond - 1er circuit Col du Mont de Fourche et 2e circuit Fort de Rupt

PM1

PLANS DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES

Référence du texte législatif : Articles L562-1 à L562-9 du Code de l'environnement, Décret n° 2011-765 du 28 Juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des plans de prévention des risques naturels prévisibles, articles R562-1 à R562-10 du Code de l'environnement et Décret n°2000-547 du 16 Juin 2000

Acte instituant la servitude : Arrêté préfectoral n° 105/08/DDE du 18/11/2008

Service responsable : DDT

Désignation de la servitude :

Plan de Prévention des Risques Inondations (PPRI) de la Rivière La Moselle Amont

PT2

TELECOM. PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES

Référence du texte législatif : Articles L. 54 à L. 56-1 du code des postes et des communications électroniques, Article L. 5113-1 du code de la défense, Articles R. 21 à R. 26 et R.39 du code des postes et des communications électroniques

Acte instituant la servitude : Décret du 06/05/1981

Service responsable : ANFR

Désignation de la servitude :

Faisceau hertzien centre de BEUVEZIN-Le Genovre (54 08 006) vers centre de Saint Maurice sur Moselle-Fort du Ballon de Servance (88 08 006)

PT2

TELECOM. PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES

Référence du texte législatif : Articles L. 54 à L. 56-1 du code des postes et des communications électroniques, Article L. 5113-1 du code de la défense, Articles R. 21 à R. 26 et R.39 du code des postes et des communications électroniques

Acte instituant la servitude : Décret du 28/06/1996

Service responsable : ANFR

Désignation de la servitude :

Centre radioélectrique de RUPPT SUR MOSELLE-La Beuille (88-22-062) - (liaison RUPPT / VECOUX)

PT2

TELECOM. PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES

Référence du texte législatif : Articles L. 54 à L. 56-1 du code des postes et des communications électroniques, Article L. 5113-1 du code de la défense, Articles R. 21 à R. 26 et R.39 du code des postes et des communications électroniques

Acte instituant la servitude : Décret du 28/06/1996

Service responsable : ANFR

Désignation de la servitude :

Centre radioélectrique de RUPPT SUR MOSELLE-La Beuille (88-22-062) - (Liaison RUPPT / FERDRUPPT)

PT2

TELECOM. PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES

Référence du texte législatif : Articles L. 54 à L. 56-1 du code des postes et des communications électroniques, Article L. 5113-1 du code de la défense, Articles R. 21 à R. 26 et R.39 du code des postes et des communications électroniques

Acte instituant la servitude : Décret du 28/06/1996

Service responsable : ANFR

Désignation de la servitude :

Centre radioélectrique de FERDRUPPT (88-22-060)

PT3B

TELECOMMUNICATIONS - TELEPHONE - TELEGRAPHE : DISTRIBUTION

Référence du texte législatif : Articles L. 45-9, L. 48 et R. 20-55 à R. 20-62 du code des postes et des communications électroniques

Acte instituant la servitude :

Service responsable : FRANCE TELECOM

Désignation de la servitude :

DISTRIBUTION Sur le territoire communal.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale
des Territoires des Vosges

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

- 2 JUL. 2014

S U H
DÉPARTEMENT DES VOSGES

COMMUNE DE RUPT-SUR-MOSELLE

PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

Mis à jour par arrêté
du Maire en date du :

2706 2014

Le Maire,
S. TRAMZAL



SERVITUDES

Echelle : 1/25 000
Fonds Scan25 IGN

Date d'émission : 03/06/2014

N.B. : Les servitudes sont reportées sur le présent plan à titre indicatif.
Seuls les décrets et les arrêtés qui les instituent font foi

LEGENDE



A1 : Servitudes de protection des bois et forêts soumis au régime forestier



A4 : Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux

A5 : Servitudes concernant les canalisations publiques d'eau et d'assainissement



AS1 : Servitudes attachées à la protection des eaux potables



~~EL7 : Servitudes d'alignement~~ **Supprimé sur demande du Conseil Départemental**



EL11 : Servitudes d'interdiction d'accès aux routes express et aux déviations d'agglomération



I3A : Servitudes GRT Gaz : transport de gaz haute pression

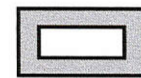


I4A : Servitudes RTE : transport d'énergie électrique haute tension

I4B : Servitudes de distribution d'énergie électrique



I6 : Servitudes relatives aux mines et carrières



INT1 : Servitudes relatives aux cimetières



JS1 : Servitudes de protection des installations sportives

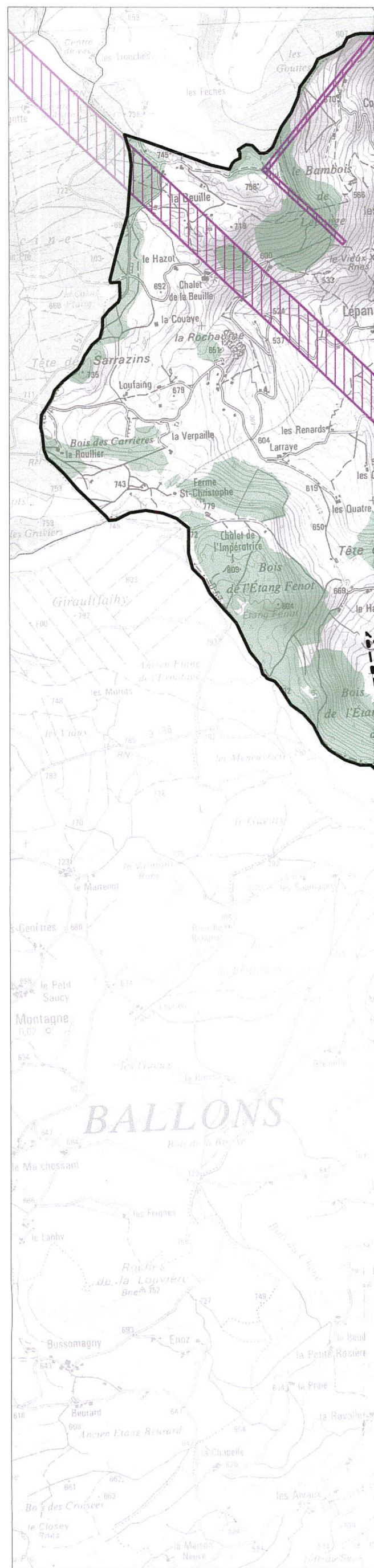


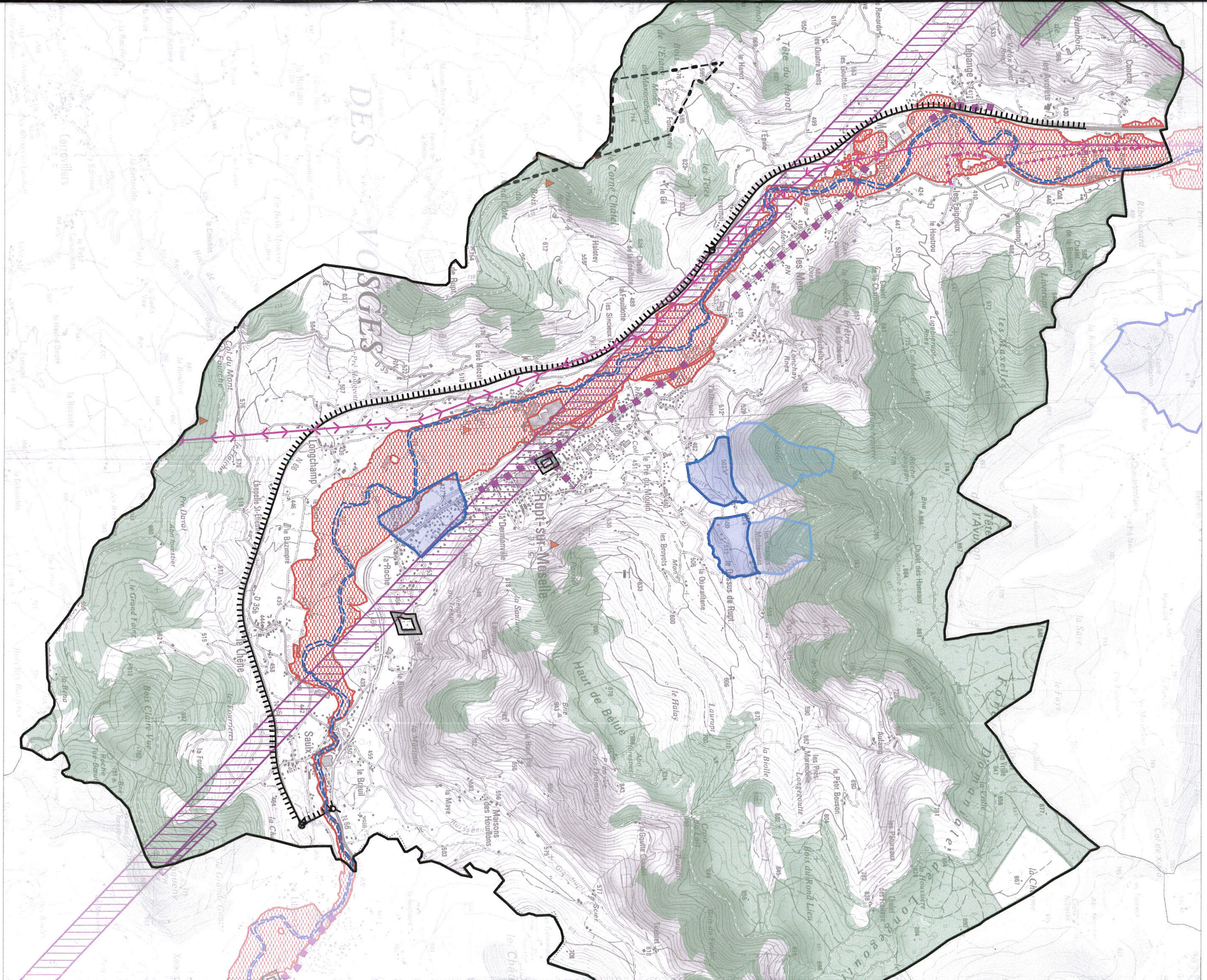
PM1 : Servitudes relatives aux plans de prévention des risques naturels prévisibles



PT2 : Servitudes de protection des centres radioélectriques d'émission et de réception contre les obstacles

PT3 : Servitudes attachées aux réseaux de télécommunications







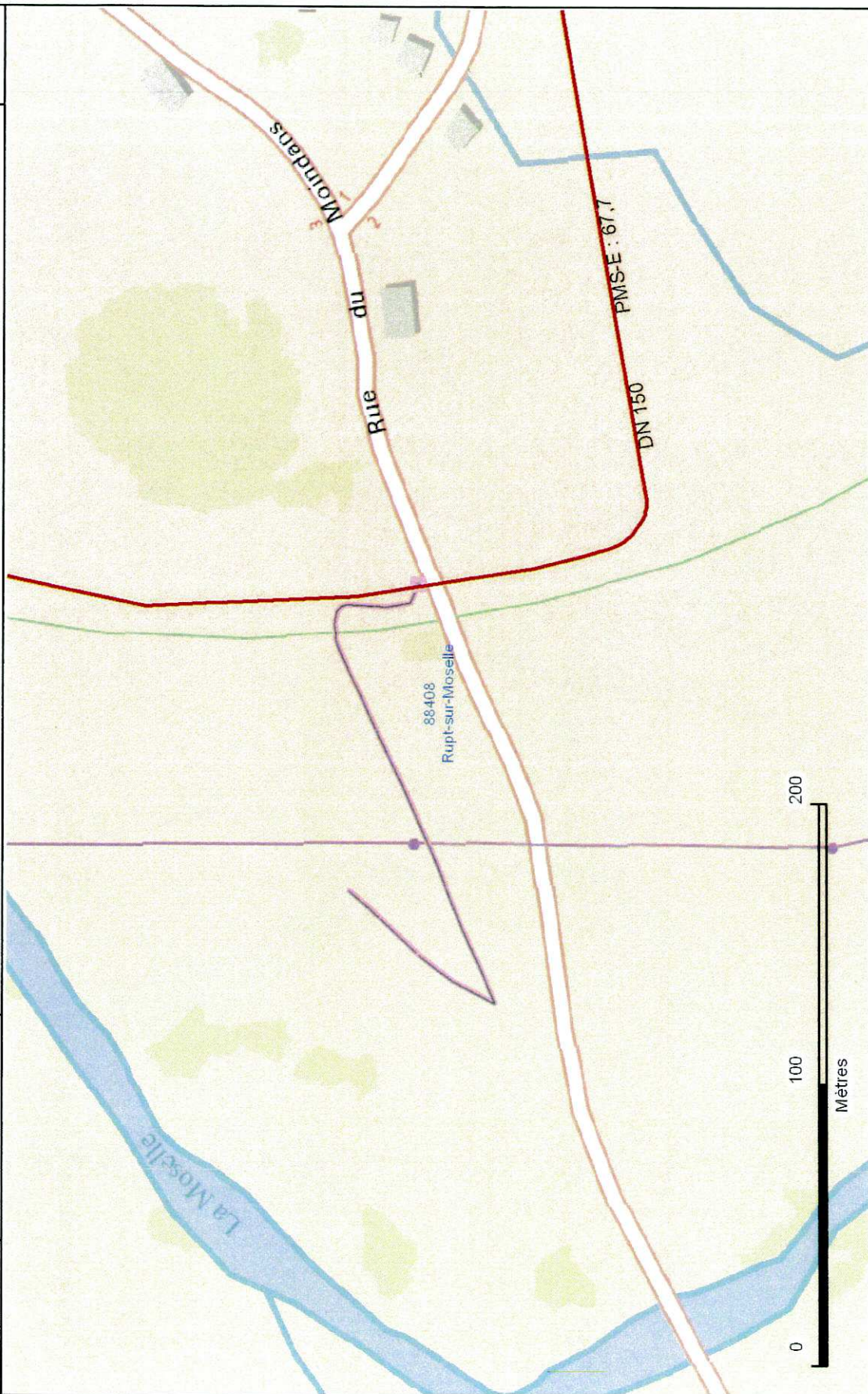
Date d'édition
03/06/2016

Référence
1606030881

Soutirage de RUPT sur MOSELLE 2

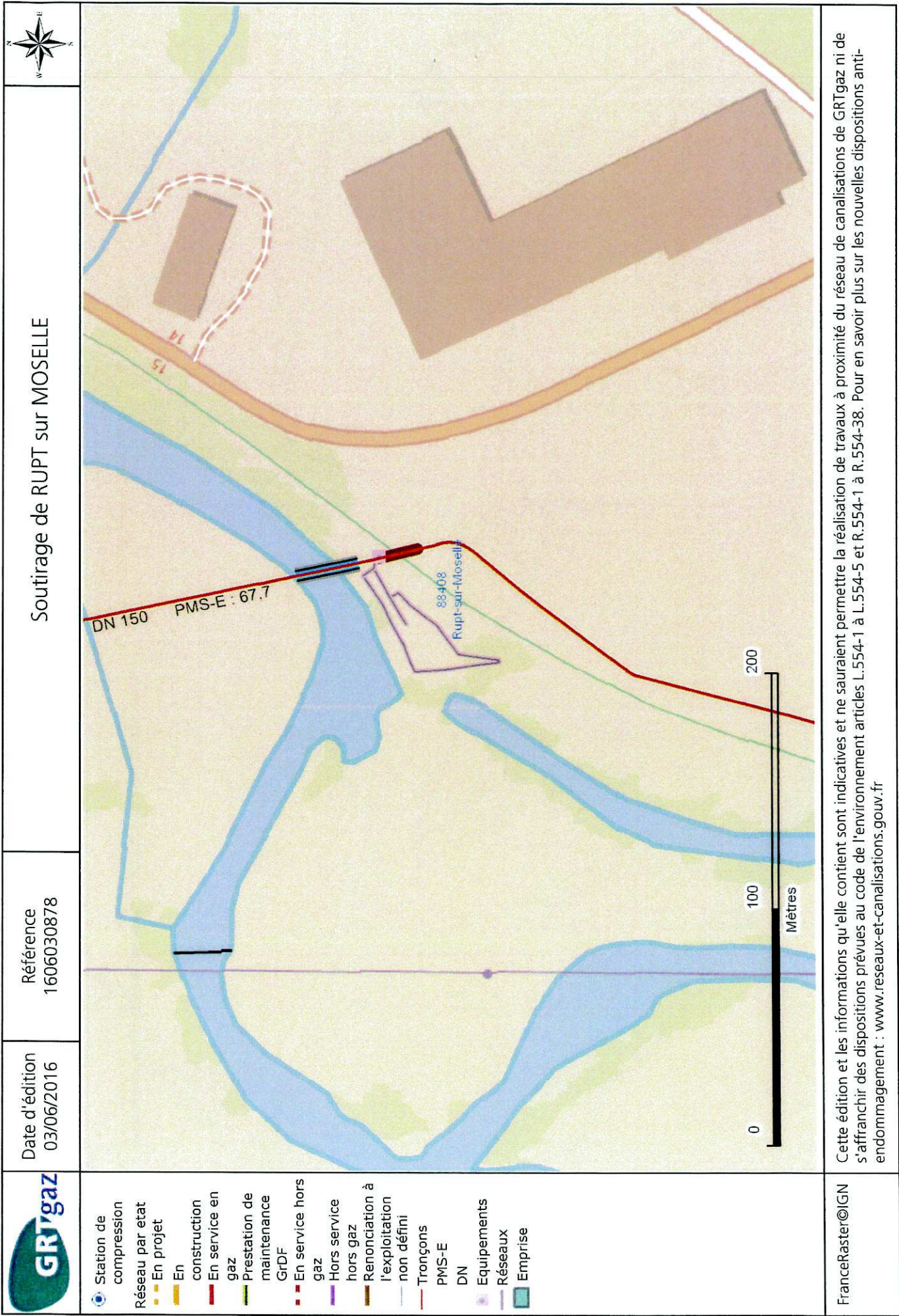


- Station de compression
- Réseau par état**
- En projet
- En construction
- En service en gaz
- Prestation de maintenance
- GrDF
- En service hors gaz
- Hors service hors gaz
- Renonciation à l'exploitation non défini
- Tronçons PMS-E
- DN
- Equipements
- Réseaux
- Emprise



FranceRaster@IGN

Cette édition et les informations qu'elle contient sont indicatives et ne sauraient permettre la réalisation de travaux à proximité du réseau de canalisations de GRTgaz ni de s'affranchir des dispositions prévues au code de l'environnement articles L.554-1 à L.554-5 et R.554-1 à R.554-38. Pour en savoir plus sur les nouvelles dispositions anti-endommagement : www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr



Soutirage de RUPT sur MOSELLE

Référence
1606030878

Date d'édition
03/06/2016

- Station de compression
- Réseau par état**
- En projet
- En construction
- En service en gaz
- Prestation de maintenance GrDF
- En service hors gaz
- Hors service hors gaz
- Renonciation à l'exploitation non défini
- Tronçons PMS-E
- DN
- Equipements
- Réseaux
- Emprise

Cette édition et les informations qu'elle contient sont indicatives et ne sauraient permettre la réalisation de travaux à proximité du réseau de canalisations de GRVgaz ni de s'affranchir des dispositions prévues au code de l'environnement articles L.554-1 à L.554-5 et R.554-1 à R.554-38. Pour en savoir plus sur les nouvelles dispositions anti-endommagement : www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr

5. RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES POUR LES PROJETS DE TRAVAUX DE TIERS

Les canalisations établies en domaine privé font l'objet de conventions de servitude non aedificandi et non sylvandi régissant la nature des travaux pouvant y être effectués. D'une manière générale, ces conventions créent une bande de servitude de largeur variable pouvant atteindre 20 mètres ou seuls les murs de moins de 0,4 m de hauteur et de profondeur, ainsi que la plantation d'arbres de moins de 2,7 m de haut dont les racines descendent à moins de 0,6 m de profondeur, sont autorisés. Même provisoires, les modifications de profil du terrain, constructions, stockages ainsi que la pose de réseaux en parallèle à notre ouvrage dans la bande de servitude sont interdits. En domaine public, les plantations d'arbres doivent être réalisées conformément à l'approbation de GRIGAZ.

5.1 RECOMMANDATIONS POUR LA CONCEPTION

a) Lignes, câbles électriques ou postes de transformation de tension supérieure ou égale à 50 kV en parallèle au tracé d'un ouvrage de transport de gaz naturel.

Une étude globale électrique prenant en compte les éléments suivants, doit être présentée à GRIGAZ.

➔ Proximité d'installations de tension supérieure à 50 kV : contrainte d'induction

Le projet doit respecter les réglementations, normes et règles de l'art en vigueur et plus particulièrement la norme NF-EN-50443 concernant les effets des perturbations électromagnétiques causées par les systèmes de traction électrique et/ou les réseaux électriques H.T. en courant alternatif.

Dans le cas de présence de lignes ou câbles électriques de tension supérieure ou égale à 50 kV en parallèle à nos ouvrages, un calcul de montée en tension par induction doit être réalisé en fonctionnement normal et en condition de défaut et soumis à GRIGAZ pour approbation. Ainsi, il n'est pas admis que la canalisation soit soumise à une tension alternative induite en régime permanent supérieure à 15 V (selon recommandations de la norme NF-XP CEN/TS 15280). La valeur limite de tension due à l'induction en régime de défaut ne doit pas dépasser 2000 V (valeur efficace) en tout point du système de canalisation et 650 V au niveau des parties normalement accessibles au toucher (robinefs...)

➔ Proximité de pylônes électriques de tension supérieure à 50 kV : contrainte de conduction

Les distances minimales à respecter sont les suivantes :

Tension nominale de la ligne (kV)	Distance minimale (en m) à respecter entre la canalisation et le pied de pylône pour une résistivité de sol $\leq 1000 \Omega \cdot m$	
63	100	20
	100	22
90	100	22
225	300	65
400	620	105

Si ces distances ne peuvent être respectées ou si la résistivité du sol est supérieure aux 1000 $\Omega \cdot m$ une étude spécifique doit être systématiquement menée et soumise à l'approbation de GRIGAZ.

➔ Ligne électrique en surplomb d'installations de transport de gaz naturel de surface

Le surplomb d'installations de transport de gaz naturel de surface est interdit. La distance minimale à respecter entre ces installations gazifiées et une ligne électrique est soumise à l'approbation de GRIGAZ.

➔ Poste de transformation électrique de tension supérieure ou égale à 50 kV

terrassements ou sondages de profondeurs supérieures à 3 m à proximité de la canalisation, le maître d'ouvrage doit pouvoir fournir une étude garantissant la stabilité du terrain.

L'utilisation d'explosifs ou d'autres techniques génératrices de vibrations est soumise aux dispositions du paragraphe 5.4.

f) Stations service, ICPE, installations à risque d'incendie, d'explosion, d'inflammation...

Une distance minimale est recommandée entre les installations gazifiées et les installations citées. Cette distance est soumise à l'approbation de GRIGAZ.

En outre, nos ouvrages sont assujettis à l'Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de danger des installations classées. Le Maître d'ouvrage du projet doit tenir compte, dans son étude de dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toute disposition afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur notre ouvrage.

g) Eoliennes.

La distance minimale à respecter entre nos ouvrages et une éolienne doit être supérieure ou égale à 4 fois le cumul de la hauteur du mâât, augmentée de la longueur de la pale montée sur le rotor. Cette distance ne pourra être inférieure à 200 mètres. Si ces distances ne peuvent être respectées, le maître d'ouvrage devra se rapprocher de GRIGAZ pour juger de la compatibilité de son projet avec les ouvrages concernés.

h) Implantations de grue à tour ou mobile (ou autre structure présentant des risque de renversement ou de chutes de masse accrochée).

Une distance minimale est recommandée entre les installations gazifiées et les installations citées. Cette distance est soumise à l'approbation de GRIGAZ.

i) Fossés - drainages.

La profondeur minimale d'enfouissement des canalisations doit toujours être conforme à la réglementation applicable. Les travaux ne doivent pas avoir pour conséquence de modifier cette profondeur sans accord préalable de GRIGAZ.

La création de fossés au dessus de canalisations existantes est contraire aux conventions de servitudes (voir paragraphe 5). Cette création peut néanmoins être étudiée. Le maître d'ouvrage doit se rapprocher de GRIGAZ pour déterminer la compatibilité de son projet avec les canalisations concernées. Les plans de drainage doivent être communiqués à GRIGAZ et les croisements multiples des installations de drainage avec les canalisations sont à éviter.

5.2 POSE DE CONDUITES, DRAINS, OU CÂBLES

a) En parcours parallèle.

En domaine public, la distance entre les génératrices extérieures de tout nouvel ouvrage et de la canalisation existante doit être supérieure à **0,5 m**.

Pour un ouvrage à risque particulier (produit chimique, produit inflammable, produit corrosif, hydrocarbure...), cet écartement est soumis à analyse spécifique et peut être augmenté.

b) Croisement.

Le croisement d'une canalisation doit respecter les préconisations décrites en page 4.

La mise en place, au niveau de chaque croisement, d'un grillage avertisseur pour signaler la présence de la canalisation est impérative.

En cas de croisement d'une canalisation de transport de gaz avec un autre réseau ou drain, une distance d'au moins **0,4 m** doit séparer les génératrices voisines. Cette distance est portée à **0,5 m** dans le cas de réseaux électriques. Pour un ouvrage à risque particulier (produit chimique, produit inflammable, produit corrosif, hydrocarbure...), cet écartement est soumis à analyse spécifique et peut être augmenté.

En cas de croisement de la canalisation avec des câbles ou des conduites placées en fourreau, il y a lieu de s'assurer qu'un débordement suffisant du fourreau existe de part et d'autre du point de croisement.

c) Ouvrage sous protection cathodique.

La pose d'ouvrage sous protection cathodique à proximité d'une canalisation de transport (croisement ou parallélisme) doit faire l'objet d'une étude d'influence mutuelle soumise à l'approbation de GRIGAZ.

5.3 CHARGE ET/OU CIRCULATION PROVISOIRE AU DESSUS DES CANALISATIONS

Quand un terrain où se trouve une canalisation doit être aménagé, même provisoirement, en aire de stockage, de remblai, en piste d'accès ou aire de stationnement susceptible d'être utilisée par des véhicules lourds, il convient :

- de mesurer la profondeur d'enfouissement de la canalisation suivant une des méthodes qualifiées au guide technique (voir paragraphe 4.2) par celui qui projette les travaux, en relation avec GRIGAZ,
- de calculer les niveaux de contraintes induits sur la canalisation par les aménagements, le roulement et le stationnement des véhicules,

- d'installer des dispositifs de protection de la canalisation appropriés pendant toute la durée du chantier.

Les calculs de contraintes et des dispositifs de protection sont soumis à l'agrément de GRIGAZ.

5.4 VIBRATIONS ET EXPLOSIFS À PROXIMITÉ DES OUVRAGES

L'utilisation d'explosifs, de vibrofonçage ou autres techniques génératrices de vibrations (BRH, compacteur...) est soumise à l'accord préalable de GRIGAZ. Dès que la zone d'influence de ce type d'opération est située à moins de **50 m** d'un ouvrage de transport de gaz naturel, le maître d'œuvre devra communiquer les informations nécessaires à une prise de décision. En cas de litige, GRIGAZ pourra faire appel à un expert agréé.

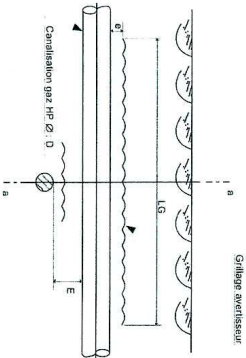
5.5 ACCÈS AUX OUVRAGES

L'accès aux ouvrages, installations de surface et canalisations de transport de gaz naturel, doit être maintenu libre pendant toute la durée des travaux.

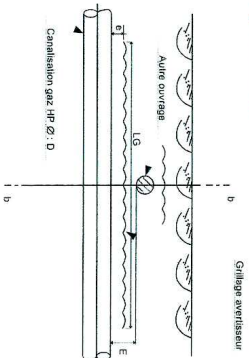
6. FRAIS

Les frais entraînés par la mise en œuvre des recommandations qui précèdent ainsi que des recommandations techniques applicables à l'exécution des travaux à proximité des ouvrages de transport de gaz naturel sont à la charge du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

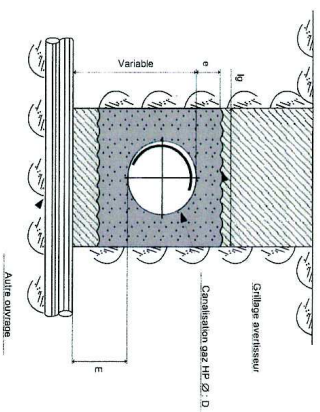
➔ Passage en dessous



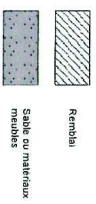
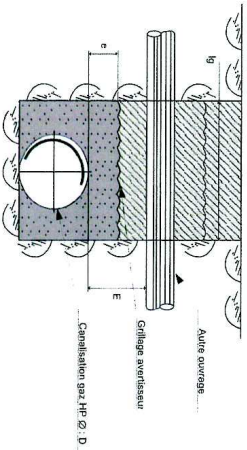
➔ Passage en dessus



➔ Coupe a-a



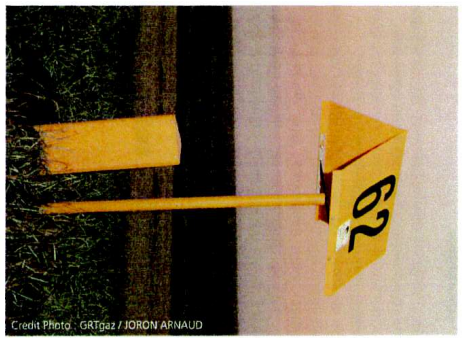
➔ Coupe b-b



**PRÉCONISATIONS À RESPECTER
LORS DU CROISEMENT
D'UNE CONDUITE DE TRANSPORT
DE GAZ NATUREL
PAR UN AUTRE OUVRAGE
(CONDUITE, DRAIN, CÂBLE)**

	Distance entre les génératrices de la canalisation et de l'autre ouvrage (cette distance est portée à 0,5 m mini dans le cas de câbles électriques)	0,4
E		
e	Distance mini entre la génératrice supérieure de la canalisation et le grillage avertisseur	0,3
Lg	Longueur du grillage avertisseur	Suivant l'environnement local
Ig	Largeur du grillage avertisseur	D + 0,4

Pour un ouvrage à risque particulier (produit chimique, produit inflammable, produit corrosif, hydrocarbure...), cet écartement est soumis à analyse spécifique et peut être augmenté.



Credit Photo: GRTgaz / JORON ARNAUD



GRTgaz VOUS INFORME DES RECOMMANDATIONS TECHNIQUES APPLICABLES POUR LES PROJETS D'AMÉNAGEMENTS OU DE TRAVAUX À PROXIMITÉ DES OUVRAGES DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL

AVERTISSEMENT

Les dispositions contenues dans le présent document constituent des recommandations qui ne présentent aucun caractère exhaustif et qui ne sauraient de quelque manière que ce soit se substituer aux obligations (réglementaires, techniques ou contractuelles) de toute personne physique ou morale qui projette des travaux à proximité d'un ouvrage de transport de gaz naturel.

1. INTRODUCTION

Le transport du gaz naturel à haute pression est essentiellement effectué par des canalisations en acier enterrées, recouvertes extérieurement d'un revêtement et comportant des installations annexes, des points singuliers souterrains, aériens ou subaquatiques. L'accrochage de l'une de ces canalisations ou installations peut avoir des conséquences particulièrement graves pour les personnes et entraîner par ailleurs l'arrêt de l'alimentation des communes et des clients industriels desservis par ces ouvrages.

2. RAPPEL DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE À LA MAÎTRISE DE L'URBANISATION

A chaque ouvrage de transport de gaz naturel sont associées des Servitudes d'Utilité Publique (SUP) correspondant à des zones de dangers au sein desquelles des limitations et interdictions existent en terme d'urbanisation. En particulier, des interdictions d'implantation des ERP (Etablissements Recevant du Public) existent dans ces bandes de dangers. Pour tout projet d'urbanisation ou d'aménagement, le maître d'ouvrage doit se rapprocher de GRTgaz afin de soumettre l'analyse de compatibilité de son projet d'aménagement avec l'ouvrage de transport de gaz naturel concerné. Les délais nécessaires pour réaliser la mise en conformité éventuelle des ouvrages de transport de gaz naturel avec l'urbanisme projetée de l'urbanisation ou de l'environnement sont à prendre en compte par le maître d'ouvrage dans la planification de son projet.

3. INFORMATION DE GRTgaz SUR LES PROJETS DE TRAVAUX ET D'AMÉNAGEMENT

Il est souhaitable, dans un but d'efficacité et parce que les impacts sur les ouvrages de transport peuvent être importants, que GRTgaz soit informé de la nature des aménagements ou des travaux projetés le plus tôt possible, voire au premier stade de l'élaboration du projet. Toute modification apportée au projet par le maître d'ouvrage doit être communiquée à GRTgaz.



POUR VOS DÉCLARATIONS DE PROJETS ET DE TRAVAUX

Les coordonnées de GRTgaz sont fournies lors de la consultation du site du Guichet Unique :



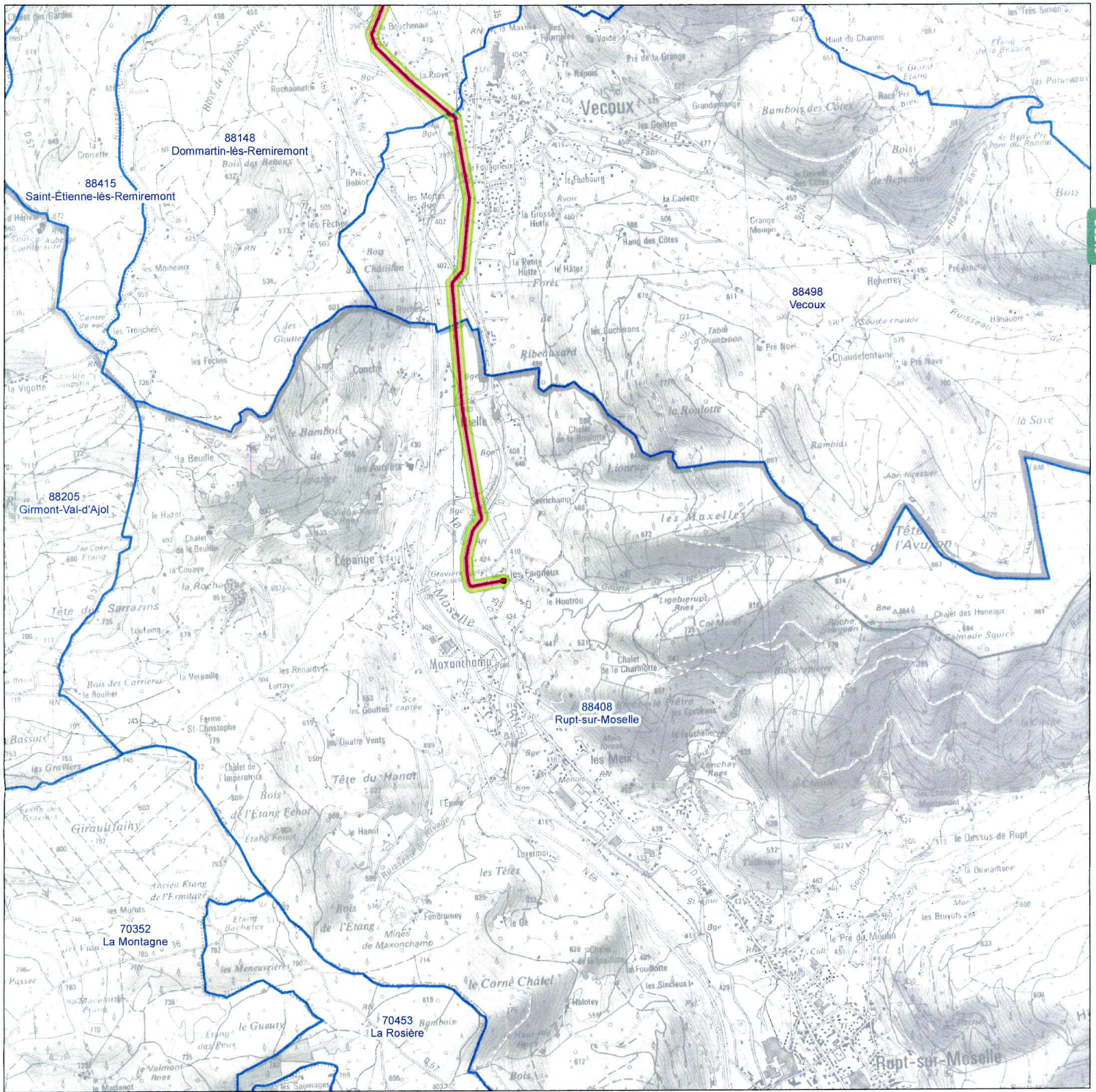
4. RAPPEL DE LA RÉGLEMENTATION ANTI-ENDOMMAGEMENT

4.1 DÉCLARATIONS PRÉALABLES AUX PROJETS DE TRAVAUX ET AUX TRAVAUX

Le Code de l'Environnement – Livre V – Titre V – Chapitre IV impose à tout responsable d'un projet de travaux, sur le domaine public comme dans les propriétés privées, de consulter le Guichet Unique des réseaux (téléservice www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr) afin de prendre connaissance des noms et adresses des exploitants de réseaux présents à proximité de son projet, puis de leur adresser une Déclaration de projet de Travaux (DPT). Les exécutants de Travaux doivent également consulter le Guichet Unique des réseaux et adresser aux exploitants s'étant déclarés concernés par le projet une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT). Conformément à l'article R.554-26 du Code de l'Environnement, lorsqu'un réseau de GRTgaz est concerné, les travaux ne doivent en aucun cas être entrepris avant la réponse de GRTgaz à la DICT et la réunion sur site obligatoire. Pour plus d'informations, www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr

4.2 GUIDE TECHNIQUE RELATIF AUX TRAVAUX A PROXIMITÉ DES RESEAUX

L'article R. 554-29 du Code de l'environnement prévoit l'existence d'un guide élaboré par les professionnels concernés pour préciser les recommandations et prescriptions techniques à appliquer à proximité des ouvrages en service, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre. Ces recommandations et prescriptions doivent assurer la conservation et la continuité de service des ouvrages, ainsi que la sauvegarde de la sécurité des personnes et des biens et la protection de l'environnement. Ce guide à usage obligatoire est un catalogue de recommandations et de prescriptions techniques accessible sur le site du Guichet Unique des réseaux. www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr



DV249

Fond cartographique IGN Scan25 ©

Réseau GRTgaz





Planche n° DV249

Communes de :
Rupt-sur-Moselle ; Vecoux ; Dommartin-lès-Remiremont

Cartographie PLU
V2016-02-12
GRTgaz Pôle Exploitation Nord-Est
Département Données, Maintenance et Travaux-Tiers

Légende

Réseau GRTgaz

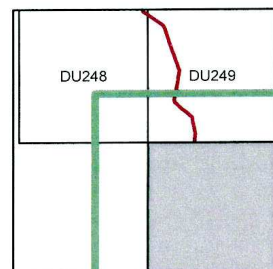
-  En Service
-  En construction
-  Hors service hors gaz
-  Emprise de poste

Zones d'effet en cas de rupture

-  Effets Létaux Significatifs
-  Premiers Effets Létaux
-  Effets Irréversibles
-  Communes



0 250 500 1000
Mètres



Construisons le transport de demain



Réseau de transport d'électricité

GMR LORRAINE
12, rue des Feivres
BP 35120

57073 METZ CEDEX 03
Tél : +33 3 87 39 03 21

Rupt-sur-Moselle

Département : VOSGES

Code INSEE de la commune : 88408

Ligne de de références

SYMBOLE

— Aérienne 1x63kV

- - - - - Aérienne 2x63kV

— Souterraine 1x63kV

Plan de zonage du réseau

de transport électrique de tension ≥ 45 kV
(décret n°93-1147 du 14 octobre 1993 - arrêté du 16 novembre 1994)

Code des couleurs des lignes électriques



Limite de la commune

Zonage du réseau électrique de transport (aérien et souterrain)



Date d'édition : 25/07/2016

